



**SITUATION SOCIOECONOMIQUE DES MENAGES DU DISTRICT DE VANGAINDRANO
ET IMPACT DE LA CRISE SOCIOPOLITIQUE AU NIVEAU DES MENAGES**

JUIN 2011

MADAGASCAR

Version définitive

Jun 2011

Table des matières

TABLE DES MATIERES.....	II
ACRONYMES	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES GRAPHIQUES	VIII
LISTE DES FIGURES	IX
RESUME EXECUTIF	1
1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE	10
1.1. Contexte.....	10
1.2. Objectifs de l'étude	12
1.3. Aspects méthodologiques.....	13
1.3.1. Echantillonnage	13
1.3.2. Phase pré-enquête	13
1.3.3. Phase de collecte de données	14
1.3.4. Phase post-enquête	15
1.3.5. Traitement et analyse de données.....	15
2. PRESENTATION DES RESULTATS.....	15
2.1. Caractéristiques de l'échantillon.....	15
2.1.1. Caractéristiques des ménages.....	15
2.1.2. Caractéristiques des membres des ménages	18
2.2. Migration.....	20
2.2.1. Incidence de la migration	20
2.2.2. Caractéristiques des migrants	20
2.2.3. Lieu de provenance des migrants	21
2.2.4. Motifs de la migration	22
2.3. Transport.....	22
2.3.1. Ampleur des déplacements.....	22
2.3.2. Caractéristiques des individus qui se sont déplacés	23
2.3.3. Déplacements et secteurs d'activités.....	24
2.3.4. Les motifs de déplacement	25
2.3.5. Les dépenses liées aux déplacements.....	28

2.4. Education	29
2.4.1. Niveau d’instruction de la population de 6 ans et plus.....	29
2.4.2. Scolarisation des enfants.....	30
2.4.3. Absence et performance scolaire des enfants.....	35
2.4.4. Problèmes rencontrés par les ménages en termes de scolarisation.....	36
2.5. Activités économiques	37
2.5.1. Activités.....	38
2.5.2. Profil du capital humain.....	39
2.5.3. Secteur d’activité de la population active.....	40
2.6. Revenus des ménages	41
2.6.1. Structure du revenu.....	41
2.6.2. Caractéristique du revenu.....	43
2.7. Dépenses des ménages	45
2.7.1. Structure des dépenses totales.....	45
2.7.2. Les dépenses courantes non alimentaires.....	46
2.7.3. Part des dépenses alimentaires par rapport au revenu.....	47
2.7.4. Profil des ménages selon les quintiles de dépenses alimentaires.....	49
2.8. Sécurité alimentaire	52
2.8.1. Le profil de consommation alimentaire.....	52
2.8.2. Fréquence de consommation des différents groupes d’aliments.....	54
2.8.3. Le type d’aliment de base.....	56
2.8.4. Situation des stocks en aliments de base et origine des aliments consommés.....	57
2.8.5. Perceptions sur la situation alimentaire actuelle.....	59
2.9. Agriculture	59
2.9.1. Les autres cultures que le riz.....	59
2.9.2. La riziculture.....	62
2.9.3. L’élevage.....	68
2.10. Réseau social	Erreur ! Signet non défini.
2.10.1. La nature des principales difficultés.....	71
2.10.2. La recherche de solution en cas de difficultés.....	72
2.10.3. La forme de l’aide obtenue par les ménages.....	73
2.11. Chocs et stratégies	74
2.12. Eau et assainissement	77
2.12.1. Accès à l’eau.....	77
2.12.2. Assainissement et utilisation de latrine.....	80
2.12.3. Pratiques habituelles en matière d’hygiène.....	81
2.13. Santé et VIH/SIDA	82
2.13.1. Santé de la population.....	82
2.13.2. Perceptions sur le VIH/SIDA.....	85
2.14. Habitat	90
2.14.1. Perceptions sur les services rendus par la commune.....	90

2.14.2. Perceptions sur le fonctionnement du fokontany	92
2.15. Violence à l'égard de l'enfant	93
2.16. Violence domestique à l'égard des femmes.....	94
2.17. Etat de droit et justice	95
2.17.1. Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010	95
2.17.2. Occurrence d'arrestation depuis janvier 2010.....	96
2.17.3. Situation à l'égard des médias	96
2.18. Jeunes.....	98
2.19. Besoins prioritaires.....	102
CONCLUSION.....	105
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	107

Acronymes

ACT	Argent Contre Travail
APC	Approche Par les Compétences
CEG	Collège d'Enseignement Général
CEPE	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CP1	Cours Préparatoire Niveau 1
EPM	Enquêtes Périodiques auprès des Ménages
EPP	Ecole Primaire Publique
FCS	Food Consumption Score
FOFIFA	Foibe Fikarohana ho Fampandrosoana ny any Ambanivohitra
FRAM	Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra (Association des Parents d'Elèves)
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRA	Infections Respiratoires Aigues
Mc RAM	Multi Cluster Rapid Assessment Mechanism
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Produits de Première Nécessité
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
SAP	Système d'Alerte Précoce
SIDA	Syndrome d'Immuno-Déficienc Acquis
SRI	Système de Riziculture Intensif
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TNS	Taux Net de Scolarisation
VCT	Vivres Contre Travail
VIH	Virus de l'Immunodéficienc Humaine
ZD	Zone de Dénombrement

Liste des tableaux

Tableau 1.3-1 : Les modules inclus dans le questionnaire	14
Tableau 2.1-1 : Caractéristiques des ménages enquêtés.....	16
Tableau 2.1-2 : Caractéristiques des membres des ménages.....	18
Tableau 2.2-1 : Caractéristiques des migrants	20
Tableau 2.2-2 : Lieu de provenance des migrants.....	21
Tableau 2.2-3 : Les motifs de la migration	22
Tableau 2.3-1 : Fréquence des déplacements au cours des 30 derniers jours	23
Tableau 2.4-1 : Niveau d’instruction de la population	29
Tableau 2.4-2 : Tableau comparatif par genre de l’accès à l’éducation.....	31
Tableau 2.4-3 : Situation des enfants de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif	32
Tableau 2.4-4 : Incidence de la scolarisation des enfants suivant les caractéristiques des ménages ..	33
Tableau 2.4-5 : Incidence de l’absence prolongée pendant au moins 2 semaines.....	35
Tableau 2.4-6 : Taux de réussite aux examens officiels en 2008 – 2009	36
Tableau 2.4-7 : Principaux problèmes liés à la scolarisation.....	36
Tableau 2.5-1 : Situation des individus âgés de 15 ans et plus vis-à-vis de l’activité.....	38
Tableau 2.5-2 : Profil du capital humain	40
Tableau 2.5-3 : Répartition des individus âgés de 15 ans à 64 ans qui travaillent par secteur d’activité	41
Tableau 2.7-1 : Structure des dépenses totales	45
Tableau 2.7-2 : Caractéristiques des principales dépenses courantes non alimentaires (en Ariary) ...	47
Tableau 2.7-3 : Répartition des ménages suivant la part des dépenses par rapport au revenu, et selon les caractéristiques sociodémographiques	48
Tableau 2.7-4 : Profil des ménages selon les dépenses alimentaires par tête et la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l’enquête.....	50
Tableau 2.8-1 : Répartition des ménages selon le FCS et les caractéristiques sociodémographiques.	53
Tableau 2.8-2 : Fréquence de la consommation alimentaire (en nombre de jours au cours de la semaine ayant précédé l’enquête).....	55
Tableau 2.8-3 : Répartition des ménages selon le type d’aliment de base pendant le jour ayant précédé l’enquête (N=525)	56
Tableau 2.8-4 : Estimation de la durée des stocks (en mois).....	58
Tableau 2.8-5 : Principales sources des aliments (%).....	59
Tableau 2.10-1 : Type d’aide reçue par les ménages en difficultés	73
Tableau 2.11-1 : Chocs subis par les ménages depuis janvier 2010.....	74
Tableau 2.12-1 : Les sources d’approvisionnement en eau	78
Tableau 2.12-2 : Pratique habituelle pour rendre l’eau de boisson plus saine.....	79
Tableau 2.12-3 : Consommation quotidienne en eau (en litre par tête par jour)	80
Tableau 2.12-4 : Pratique du lavage des mains avec du savon	82
Tableau 2.13-1 : Taux de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans et les individus de 5 ans et plus	83
Tableau 2.13-2 : Les principales maladies ayant affecté chaque groupe de population	84
Tableau 2.13-3 : Connaissance du VIH/SIDA	86
Tableau 2.13-4 : Connaissance des modes de transmission du sida.....	87
Tableau 2.13-5 : Perceptions erronées sur le mode de transmission du sida	88

Tableau 2.13-6 : Utilisation de préservatif.....	90
Tableau 2.14-1 : Perceptions sur les services fournis au niveau de la commune.....	91
Tableau 2.14-2 : Les principales raisons d'insatisfaction à l'égard des services publics.....	92
Tableau 2.15-1 : Etendue de la violence à l'égard des enfants.....	93
Tableau 2.17-1 : Mesures entreprises par les ménages pour faire face à l'insécurité	95
Tableau 2.18-1 : Perceptions sur les principales menaces à la santé des jeunes	101
Tableau 2.18-2 : Opinions sur les services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes ...	102

Liste des graphiques

Graphique 2.1-1 : Pyramide des âges.....	19
Graphique 2.2-1 : Ampleur de la migration	20
Graphique 2.3-1 : Répartition des individus ayant déplacé selon les secteurs d'activité.....	25
Graphique 2.4-1 : Les Taux Bruts de Scolarisation par cycle.....	31
Graphique 2.4-2 : Situation des enfants à l'égard du travail des enfants	35
Graphique 2.10-1 : Principaux types de difficultés rencontrées par le ménage.....	72
Graphique 2.10-2 : Groupes ou personnes sollicités en cas de difficultés	73
Graphique 2.12-1 : Utilisation de latrine.....	81
Graphique 2.12-2 : Lieu recouru pour se doucher	81
Graphique 2.13-1 : Recours aux soins médicaux	85
Graphique 2.14-1 : Perceptions sur le fonctionnement du fokontany	93
Graphique 2.16-1 : Type de violence domestique affectant généralement les femmes.....	94
Tableau 2.17-1 : Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010	95
Graphique 2.18-1 : Perceptions sur le niveau d'engagement des jeunes.....	99
Graphique 2.18-2 : Degré d'optimisme quant à l'avenir des jeunes.....	99
Graphique 2.18-3 : Les principales occupations des jeunes	100

Liste des figures

Figure 1.1-1 : Localisation du district de Vangaindrano 12

Résumé exécutif

La vulnérabilité de la population de Vangaindrano et des zones localisées dans la partie du sud-est de Madagascar est réputée par les problèmes d'insécurité alimentaire qui sont essentiellement imputables aux aléas climatiques et leurs retombées (cyclones, inondations, sécheresse, ...). En même temps, la crise politique traversée par le pays depuis 2009 est venue s'ajouter au large éventail de chocs externes qui sont susceptibles d'affecter les conditions de vie de la population. Face à un tel contexte de bouleversements sociopolitiques et d'aléas climatiques, les Nations Unies ont mis en œuvre par le biais de la coordination de l'UNICEF des enquêtes multisectorielles auprès des ménages ruraux en vue de réaliser un diagnostic de la situation socioéconomique actuelle de ces derniers. Les informations ainsi recueillies serviront de données de base illustrant l'impact de la conjoncture et des autres chocs externes au niveau de ces ménages.

Les aspects méthodologiques ont prévu deux passages d'enquêtes dont un en période de récolte et un autre durant la soudure, et ce, en vue de mettre en exergue l'effet des saisons sur la situation des ménages dans l'année. Le plan d'échantillonnage adopté garantit la représentativité statistique des données à l'échelle du district.

Comme l'étude vise à appréhender la vulnérabilité en milieu rural, le choix du site focalisé sur le district Vangaindrano est estimé pertinent étant donné les problèmes d'insécurité alimentaire qui affectent généralement la population. La collecte de données s'est tenue du 06 octobre au 09 novembre, marquée par des enquêtes supplémentaires à cause d'un remplacement de ZD du 08 au 15 décembre 2010. La saison ainsi ciblée porte sur la soudure qui accuse une légère avance par rapport aux années normales en raison des dégâts menés par le cyclone Hubert en mars 2010. Le présent document consiste alors au rapport d'analyse menée dans le district de Vangaindrano en période de soudure.

A. Caractéristiques sociodémographique

De légers écarts par rapport à la tendance en milieu rural malgache ont été ressentis en ce qui concerne les caractéristiques des ménages de Vangaindrano. La population dudit district est marquée par sa jeunesse et un faible niveau d'instruction.

Parmi les 525 ménages constituant l'échantillon représentatif du district de Vangaindrano, 82% sont dirigés par un homme. La proportion des femmes chefs de ménages qui est de 18% est ainsi légèrement inférieure à la tendance en milieu rural malgache (18.5%¹). En revanche, la taille des ménages de 6.3 dépasse la situation observée en milieu rural qui stipule que les ménages ruraux comptent en moyenne 4.9 individus¹. Pour des raisons d'ordre culturel, le recours au mariage coutumier prédomine (44% de la population de 12 ans et plus) et rares encore sont les cas de mariage civil (4%). Le niveau de revenu courant est généralement faible et un écart entre les genres au détriment des ménages régis par une femme a été appréhendé à cet égard.

Par rapport à l'âge, les individus des ménages sont majoritairement très jeunes avec 58% de moins de 17 ans. En termes de niveau d'instruction, ceux qui n'ont jamais eu accès à l'éducation sont prépondérants (45% des 15 ans et plus), suivis par ceux qui ont fréquenté le primaire sans avoir achevé ce cycle (43%). Les membres des ménages sont en quasi-totalité des résidents présents.

¹ EPM 2010

Migration

Avec une incidence très faible, le principal motif de migration est l'éducation.

L'ampleur de la migration s'avère très faible (2%), ce qui signifie que pratiquement toute la population a toujours habité leurs fokontany de résidences actuelles avec des absences qui n'ont jamais dépassé les 6 mois. Les migrants sont en majorité célibataires et ayant moins de 25 ans. Le motif principal de la migration est l'éducation suivi par la recherche de travail. L'incidence de migration s'est opérée à 61% dans le même district. La majorité des migrants viennent ainsi des autres fokontany ou communes mais à l'intérieur même du district de Vangaindrano.

B. Déplacements

La situation de la population par rapport aux déplacements reflète l'importance des marchés du point de vue socioéconomique.

La population de Vangaindrano se déplace peu car 93% d'entre eux ne se sont pas rendus au chef lieu du district dans un délai de 30 jours avant l'enquête. La coïncidence de la période considérée avec certains travaux de culture explique en partie cette faible mobilité. Il n'y a pas eu de différence significative entre les différents secteurs de travail en matière de fréquence de déplacements. Aller au marché pour faire des achats représente le principal et le deuxième motif de déplacement pour tout genre confondu, surtout ceux qui sont dans le secteur primaire. A cet égard, les ménages dirigés par un homme dépensent beaucoup plus que ceux dont le chef est du sexe féminin. Mais ce genre de dépenses n'est pas tributaire ni du niveau de revenu ni de la taille des ménages. Ce qui met en évidence la possibilité de se déplacer sans engager des dépenses (entre autres aller à pied ou à bicyclette).

C. Activités économiques

Contrairement à la situation urbaine, comme dans tout milieu rural à Madagascar, les femmes ont plus de chance de trouver des activités qui leur conviennent.

Le taux d'occupation des individus de 15 ans et plus est assez élevé car presque 9 individus sur 10 possèdent un emploi bien déterminé, et les femmes sont plus nombreuses à être classées comme actifs occupés que les hommes. La majorité des femmes ne se contentent pas ainsi de s'occuper du foyer et de la famille, mais contribuent en même temps à la rentrée de revenu du ménage. Le faible taux d'occupation des enfants de 6 à 14 ans traduit une faible incidence de l'insertion des enfants dans le monde du travail. Pour ce qui est de la sortie du monde de travail, elle s'avère assez tardive car en général, 68% des individus de plus de 65 ans exercent encore une activité économique.

Par rapport au niveau d'instruction, les actifs occupés sont à 88% des sans instruction. Mais ceci n'affecte pas leur capacité à travailler et ne rend pas difficile la recherche d'emploi.

La répartition des actifs occupés (de 15 à 64 ans) par secteur d'activité montre que c'est le secteur primaire qui prédomine (98%) comme dans tout milieu rural malgache.

D. Education et scolarisation

En général, les déperditions scolaires caractérisent le système éducatif en milieu rural malgache ; Vangaindrano n'en est pas épargné.

Le niveau d'éducation de la population est relativement faible sachant que 36% des hommes et 53% des femmes n'ont jamais été à l'école. En primaire, garçons et filles ont la même chance d'accéder à la scolarisation, mais le retrait du système scolaire touche les filles de manière plus précoce. Beaucoup de facteurs peuvent expliquer les flagrantes déperditions scolaires mais les plus courants sont relatifs au problème pécuniaire et au manque d'infrastructures. En considérant l'âge, l'accès à l'éducation diminue considérablement à partir de 15 ans. Cette situation rejoint la problématique de déscolarisation citée en haut et confirme également les besoins en mains d'œuvre au sein des exploitations familiales. L'abandon scolaire au cours de l'année 2009-2010 est quasiment nul. Le niveau de revenu des ménages semble ne pas affecter la scolarisation des enfants.

Pour ce qui est de la relation entre l'éducation et le travail, les enfants de 6 à 17 ans sont majoritairement scolarisés comme ils devraient l'être. La combinaison de l'école avec le travail est quasiment nulle c'est-à-dire que les enfants de cette tranche d'âge possèdent des statuts bien déterminés : soit ils sont scolarisés soit ils abandonnent l'école pour aider leurs parents, il n'y a pas de statut intermédiaire.

Les crues induites par le passage du cyclone Hubert en mars 2010 ont contraint 22% des enfants de s'absenter plusieurs jours, au moins deux semaines d'affilée. Au sein de l'échantillon étudié, le taux de réussite au CEPE observé pour l'année scolaire 2009-2010 est de 100%.

En général, les principaux problèmes liés à la scolarisation proviennent de l'environnement familial des élèves (situation des parents et des ménages dans lesquels ils vivent) et de la situation de l'enseignement dans leurs fokontany de résidence (disponibilité des infrastructures scolaires et des enseignants).

E. Revenus

La disponibilité de mains d'œuvre contribue à l'amélioration du revenu de ménages. Ce qui n'est pas le cas du niveau d'instruction des chefs dont l'influence positive ne paraît pas évidente.

En termes de structure, le revenu des ménages à Vangaindrano est constitué en majeure partie (55%) par le revenu monétaire. Quant aux compositions, celles qui rapportent le plus, sont par ordre d'importance l'autoconsommation en d'autres cultures (25%), le revenu des activités hors exploitation agricole (21%) et le revenu provenant de la vente des autres cultures (20%). Le revenu par la vente du riz est presque nul (1%), car en tant que aliment de base, la production doit assurer en premier lieu la subsistance.

La prédominance du revenu courant est aussi observée en atteignant le taux de 87%. Ce qui semble logique car en principe, c'est le revenu courant qui devrait satisfaire les principaux besoins des ménages grâce à leurs activités économiques habituelles. Le revenu exceptionnel, comme son nom l'indique est censé réservé aux exceptions.

D'une manière générale, les taux des ménages concernés par les différents niveaux de revenu diminuent au fur et à mesure que ces dits niveaux augmentent. Et il est constaté que les ménages dirigés par des femmes sont plus enclins à appartenir au niveau le plus faible.

Par rapport à la taille des ménages, les ménages avec 7 individus et plus sont moins nombreux à appartenir à la classe la plus défavorisée mais ils sont plus nombreux à avoir du revenu moyen (entre 100 000 et 300 000 Ariary). Une plus de disponibilité de mains d'œuvre, qui contribuent à l'amélioration du revenu, au sein de ces ménages peut expliquer cette situation. L'influence positive du niveau d'instruction du chef de ménage sur le niveau de revenu ne semble pas évidente.

F. Dépenses

La vulnérabilité en termes de dépenses se manifeste par le lourd poids des charges alimentaires qui est de 74% des dépenses globales. Il y a aussi le gonflement marqué de la part du revenu allouée aux alimentations (98% en moyenne).

Parmi les charges du ménage, la priorité est attribuée aux dépenses de subsistance étant donné que les aspects alimentaires représentent en moyenne les $\frac{3}{4}$ des dépenses globales. Les autoconsommations en produits agricoles et de l'élevage y font partie et sont de l'ordre de 53% des dépenses totales. En conséquence, les ménages seront obligés de rationaliser au niveau des autres postes budgétaires qui sont moins prioritaires que la subsistance. Les autres besoins incontournables reposent essentiellement sur les autres charges courantes dont principalement les dépenses en santé, en éducation et les obligations sociales. Les charges liées aux communications téléphoniques et aux déplacements s'avèrent superflues et touchent une fraction minime de ménages, soit respectivement 2% et 3%.

Il a été également constaté que la part du revenu consacré aux dépenses alimentaires est très élevée, avec une moyenne de 98% et une médiane de 81%. Un tel constat traduit que le revenu courant parvient à peine à subvenir aux besoins alimentaires alors que les ménages sont exposés à différents types de besoins dont certains s'avèrent incontournables (éclairage, savons, tabac, ...). Il a été même appréhendé que pour plus de 1 ménage sur 3, le présent indicateur dépasse les 100%. Le cas échéant, le recours au revenu exceptionnel s'avère indispensable. Dans ce sens, la stratégie adoptée par les ménages repose plus sur les transferts que sur la décapitalisation. En effet, au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête, 7% de ménages ont reçu de l'argent en provenance d'autres ménages pour acheter des PPN et 39% ont bénéficié de transferts de nourriture destinée à la consommation. Le taux de ménages ayant opté pour la décapitalisation a paru plus faible (3% pour la vente de zébus et de porcs).

G. Sécurité alimentaire

En cette phase transitoire vers la grande soudure durant laquelle l'enquête a été conduite, les ménages sont contraints de substituer le riz à d'autres aliments amortisseurs dont essentiellement le manioc frais et la pomme de jacque. D'une manière générale, la consommation alimentaire semble pauvre en termes de diversification.

Substitution du riz aux aliments amortisseurs, affaiblissement du taux de ménages disposant de stocks et faible couverture alimentaire de ces derniers, recours à l'achat de l'aliment de base et d'autres denrées nécessaires, forte incidence des transferts de nourriture, ... Tout ceci représente

des indicateurs qui justifient que les ménages sont bel et bien entrés dans la soudure. Une situation en partie imputable aux dégâts engendrés par le passage du cyclone Hubert en mars 2010.

La consommation de l'aliment de base affecte 87% des ménages. En moyenne, les ménages concernés se nourrissent du riz en 5.2 jours par semaine avec une quantité hebdomadaire modérée de 1 594 g par unité de consommation. Le manioc frais constitue l'essentiel des aliments amortisseurs pour 88% des ménages. Déjà, plus de 6 ménages consommateurs de riz sur 10 sont obligés d'en acheter. En effet, si 92% des ménages sont des exploitants rizicoles, seuls 16% disposent des stocks de riz au moment de l'enquête, des stocks qui ne vont couvrir en moyenne qu'un mois de consommation. En revanche, le manioc est encore disponible en stock auprès d'environ 6 ménages sur 10 mais ce, pour près de 2 mois de consommation seulement en moyenne. De telles conditions expliquent les perceptions peu enthousiastes des ménages en termes de situation alimentaire car plus de 2 ménages sur 3 estiment vivre dans une situation alimentaire mauvaise ou même très mauvaise. Ayant eu recours à l'indicateur de profil alimentaire initié par le PAM qu'est le FCS, il a été observé que 6% des ménages de Vangaindrano présentent un pauvre FCS en ce début de la soudure.

H. *Agriculture*

L'objectif en agriculture est encore caractérisé par l'autosubsistance avec une faible incidence de vente sauf pour le cas des cultures de rente.

Comme le riz représente l'aliment de base au niveau local, la riziculture est pratiquée par la quasi-totalité des ménages (92%). La quantité de production par ménage qui correspond à la saison principale est la plus élevée par rapport à celle des autres saisons (contre-saison et saison intermédiaire). Les conditions climatiques et le rétrécissement des surfaces cultivées en sont les principales causes. Le problème relatif à l'irrigation prédomine à cause de l'absence ou de l'insuffisance des infrastructures nécessaires et d'une manière générale, les ménages ont recours à un mode de production encore traditionnel. En effet, l'utilisation de l'engrais est très rare tout comme l'utilisation des semences améliorées, et la technique de repiquage est encore prédominée par le repiquage en foule. Le taux de ménages optant pour la vente s'avère relativement faible (5% des riziculteurs) et le flux de la commercialisation est généralement marqué par la vente directe entre producteurs et consommateurs.

Pour ce qui est des autres spéculations, les principales cultures pratiquées par les ménages à Vangaindrano sont par ordre d'importance : le manioc (84%), le jacquier (63%), la patate douce (48%), la banane (46%) et le café (42%). L'écart enregistré entre la quantité produite maximum et minimum est très important, pour tout type de culture. Ce qui est imputable entre autres à la différence des superficies cultivées, à la qualité des sols mais aussi aux éventuels aléas climatiques qui touchent certaines communes tout en épargnant les autres. Seulement une faible partie des ménages producteurs vendent leurs produits, sauf pour le café (qui atteint 62% des ménages) en tant que culture de rente, contrairement aux cultures vivrières qui assurent en premier lieu l'autosubsistance. La grande variation des prix de vente aux producteurs laisse à supposer que, outre les saisons qui imposent la loi de l'offre et de la demande, les ménages producteurs ne sont pas en position de force dans la fixation des prix.

Les types d'élevage évoqués sont au nombre de 6 mais ceux qui semblent les plus pratiqués par un taux assez élevé de ménages sont, par ordre d'importance : les coqs/poules (79%), les bovins (43%),

et les porcs (29%). Une faiblesse de l'investissement par rapport à la vente est constatée en matière d'élevage. L'incidence de la vente de bétails donc d'une décapitalisation indique un problème en argent que les ménages doivent résoudre à tout prix.

I. Réseau social

Malgré la conjoncture actuelle dans le pays, une perception positive sur le lien familial et l'amitié est encore observée.

Les principales difficultés ressenties par les ménages sont par ordre d'importance de type alimentaire (55%) et financier (42%). En cas de difficultés, c'est la famille proche ou les parents qui représentent le principal recours pour la recherche de solutions. Les demandes venant de ceux qui sont en difficultés sont en quasi totalité acceptées, et ceci en dépit de la conjoncture actuelle qui n'épargne presque personne quelque soit la catégorie socioprofessionnelle. Une telle situation témoigne d'une perception positive sur le lien familial, le fait d'être voisin et l'amitié de la part de la population.

En matière de type d'aide reçue, la famille proche, tout en apportant les deux types d'aide, priorise l'aide alimentaire. Il en est de même avec les voisins, tandis que les aides venant des amis sont partagés presque équitablement entre alimentaire et financière.

J. Chocs et stratégies

Durant la saison estivale 2010, plus de la moitié des ménages ont déclarés être touchés par les cyclones et plus de 7 ménages sur 10 ont été victimes d'inondation. La perception de l'augmentation des prix à la consommation prédomine auprès de la majorité des ménages en tant que chocs économiques.

Les principaux chocs sur les patrimoines sont les impacts de l'absence des services phytosanitaires et vétérinaires. En ce qui concerne les chocs économiques, les avis sont disparates mais la prédominance de la hausse des prix à la consommation s'avère très évidente pour 79% de ménages. Et les chocs naturels sont caractérisés par l'incidence de deux aspects bien différents voire même contradictoire que sont l'inondation et la sécheresse.

En agriculture, l'impact le plus ressenti est la perte des 2/3 de la production. Pour l'élevage, la situation est plus atténuée car malgré les différentes déclarations en matière de perte de la production, 56% des ménages n'avaient rien à déclarer, c'est-à-dire qu'ils n'ont subi aucune perte.

La plupart des stratégies adoptées par les ménages pour faire face aux difficultés, est liée à l'alimentation, d'autres à la restriction de l'éducation des enfants (réduction des dépenses) et il y a celles qui consistent à la décapitalisation et à la recherche de travail.

K. Eau et assainissement

La salubrité de l'eau utilisée par la population n'est pas assurée dans le district, même l'eau de boisson.

En matière de source d'approvisionnement en eau, le district de Vangaindrano est caractérisé par l'utilisation des sources non améliorées, que ce soit pour l'eau de boisson ou l'eau de lavage (avec des proportions égales de 99% de ménages utilisateurs). Pour cela, les cours d'eau représentent la

principale source de l'eau de lavage (88%), mais également pour l'eau de boisson de 56% des ménages. En se référant à la définition standardisée de l'eau salubre, même l'eau de boisson n'est pas ici considérée comme salubre.

La majorité des ménages n'utilisent pas de latrine mais font leurs besoins dans la nature. Ce qui augmente les risques de maladie diarrhéiques et ne permet donc pas d'en faire diminuer la prévalence notamment chez les enfants de moins de 5 ans.

Les cours d'eau représentent les principaux lieux recourus pour se doucher car ils sont utilisés par 89% des ménages. Pour ce qui est du lavage des mains, une grande proportion de 68% des ménages n'utilise jamais du savon. 26% des ménages se lavent quand même les mains avec du savon mais quelques fois dans la semaine seulement.

L. Santé et VIH/SIDA

Comme la plupart des pays pauvres, Madagascar connaît son lot de maladies endémiques telles que le paludisme. Et Vangaindrano n'échappe pas à ce fléau.

La vulnérabilité des jeunes enfants de moins de 5 ans en matière de santé par rapport au reste de la population est ici confirmée, à travers les taux de morbidité, surtout chez les ménages dirigés par des hommes. Et une sorte de priorisation est perçue quant à l'accès aux soins, à l'avantage des plus jeunes, à titre de stratégie pour réduire les dépenses.

Pour les malades de moins de 5 ans, le paludisme représente la principale maladie qui affecte les enfants (57%) suivi par la diarrhée (25%) qui est fort probablement la conséquence de la mauvaise qualité de l'eau utilisée surtout l'eau de boisson et l'absence de traitement d'amélioration. Ensuite, 12% de ces jeunes enfants ont souffert de l'IRA.

Même si dans l'ensemble, 57% des malades sont emmenées en consultation, 59% d'entre eux sont constitués par des enfants de moins de 5 ans. Cela peut s'agir d'une stratégie des ménages pour réduire les dépenses en accordant la priorité aux plus vulnérables, comme l'on a déjà mentionné précédemment.

Dans l'ensemble, une partie majoritaire de la population a déclaré avoir déjà entendu parler du SIDA, en particulier les hommes. Le niveau d'instruction favorise cette connaissance pour les deux sexes. Le niveau de connaissance de la population par rapport aux modes de transmission du VIH/SIDA est très élevé. Le mode de transmission le plus connu est le rapport sexuel non protégé (97%), et il est à noter que pour cela, les réponses étaient à 55% spontanées. Une fois encore, l'influence positive du niveau d'instruction des individus est constatée. Le taux des individus concernés par des perceptions erronées sur le mode de transmission est également important (62%). Et aussi bien pour les hommes que les femmes, 4 individus enquêtés sur 10 seulement savent qu'une personne apparemment saine peut porter le virus du SIDA.

La majorité de la population, tout sexe confondu, n'utilise pas du tout le préservatif. Par rapport aux prix et la disponibilité sur le marché, l'inutilisation des préservatifs s'explique par l'habitude mais aussi par le manque de sensibilisation sur les éventuels avantages.

M. Habitat

La population de Vangaindrano possède une bonne appréciation par rapport aux services publics malgré l'évocation de certaines raisons d'insatisfaction sur certains domaines.

Le fonctionnement du fokontany, la sécurité et la gestion des marchés sont les services les plus appréciés par les ménages. Les services censés être importants, de par leurs relations avec les activités agricoles, tels que les services agricoles, vétérinaires et fonciers sont considérés comme inexistantes par 6 à 9 ménages sur 10. L'intervention de la commune en matière d'eau potable et de l'entretien routier semble localisée dans certains fokontany d'où la contradiction enregistrée en ce qui concerne les avis des enquêtés.

Les principales raisons d'insatisfaction à l'égard des services publics peuvent être regroupées en deux raisons : l'une est liée à leurs coûts et l'autre à leur mode de fonctionnement (relative au personnel).

En général, une bonne appréciation a été enregistrée par rapport à la qualité des services rendus par le fokontany.

N. Violence à l'égard des enfants et violence domestique

L'incidence de la violence à l'égard des enfants et de la femme est très faible.

L'incidence de la violence à l'égard des enfants est très faible si on se réfère à la réponse des 94% des ménages qui n'ont pas constaté un tel cas depuis janvier 2010.

La proportion de ménages ayant constaté de violence domestique qui affecte les femmes n'est pas non plus importante. Pour ceux qui l'ont quand même évoqué, cette violence se manifeste sous différentes formes, mais la plus observée est la violence conjugale.

O. Etat de droit, justice et médias

La situation de chaque commune dans le district de Vangaindrano est différente en matière de sécurité. Il en est de même pour le comportement et la perception des individus face aux informations.

La sécurité au village, depuis janvier 2010, est jugée « bonne » pour 65% des enquêtés. Malgré cet avis majoritaire, une proportion de 14% affirme le contraire. Pour eux, l'insécurité est grave. Cette différence d'appréciation montre que la situation de chaque commune dans le district n'est pas pareille en matière de sécurité.

En rapport avec les perceptions majoritaires, la proportion de ménages ayant subi des actes d'insécurité est très faible. L'acte d'insécurité évoqué est le vol de culture au moins une fois, et dont l'ampleur des pertes la plus fréquente équivaut à du total.

Les comportements des ménages face à l'insécurité sont très variables, et ils ne correspondent pas forcément à leur perception sur la situation de l'insécurité.

Un désintéressement de la majorité de la population par rapport à l'actualité et à tout ce qui ne concerne pas directement la vie quotidienne est observé. Pour ce qui est de l'appréciation du rôle

des médias, les avis sont aussi partagés mais les rôles « réconciliateur » et « éducateur » sont évoqués à titre d'avis majoritaire.

P. Jeunes

Les avis des enquêtés sont disparates, avec des possibilités de contradiction, sur tout ce qui concerne les jeunes

La perception des enquêtés sur le niveau d'engagement des jeunes traduit une contradiction et une diversité des avis qui peuvent être expliquées par une différence entre le comportement des jeunes d'un fokontany à un autre. Mais elles pourraient provenir aussi d'une différence entre les façons de voir les choses de la part des enquêtés. Il en est de même pour l'avenir, les conditions d'épanouissement et les principales occupations des jeunes.

Pour ce qui est des principales menaces à la santé des jeunes, âgés de 15 à 24 ans, les garçons sont menacés surtout par l'alcool, le tabac et la drogue. Pour les filles, les principales menaces sont relatives à la sexualité en l'occurrence des grossesses précoces et des IST (autres que le SIDA).

Pour certains, les parents sont considérés comme responsables de l'éducation sexuelle des enfants, y compris les mesures préventives à l'encontre du SIDA, tandis que d'autres attribuent ce rôle aux services de santé, aux écoles et aux agents de santé communautaire.

Les raisons d'insatisfaction par rapport au service de la santé publique repose sur le personnel en particulier le comportement et la compétence.

Q. Besoins prioritaires

La priorisation de l'alimentation et de l'argent à titre de besoins immédiats confirme que ce sont en fait les problèmes les plus ressentis par les ménages actuellement.

Malgré la disparité des avis, la majorité des ménages aspirent à une alimentation correcte à titre de besoins immédiats. C'est une aspiration qui englobe l'amélioration en quantité et en qualité, la maîtrise des prix des PPN est aussi intégrée dans ce besoin. Ensuite, il y a le besoin en argent pour pouvoir faire des investissements mais aussi pour faire face aux éventuelles périodes difficiles (maladies, manque d'alimentation, etc.).

Dans le long terme, les ménages ont également évoqué beaucoup d'aspirations mais celles qui sont mentionnées par des taux assez significatifs sont d'abord l'habitat, les matériels de production, la santé et puis l'environnement.

L'opinion de 66% des ménages en matière de l'évolution de leur situation à la fin de l'année est la détérioration.

1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

1.1.Contexte

Ce pays-île situé dans l'Océan Indien compte plus de 20 millions d'habitants², dont près de la moitié a moins de 15 ans. Les problèmes majeurs que rencontre Madagascar sont liés à l'extrême pauvreté en étant l'un des pays les plus pauvres de la planète³ et en présentant des indicateurs de développement faibles (environ 82% des ménages ont un revenu inférieur ou égal à leurs besoins fondamentaux, 47% de la population malgache ont déclaré vivre en difficulté⁴).

Du point de vue géographique, Madagascar est une plaque tournante pour les voies maritimes entre les continents sud-africain et asiatique, car les navires marchands sont obligés de longer les côtes malgaches afin de retrouver les grands axes maritimes. Outre cette situation géographique intéressante d'un point de vue économique, le pays possède de par sa latitude et sa grande superficie, un climat varié : tropical le long de côtes, tempéré au centre et aride au sud. Néanmoins, un important problème que subit Madagascar est le passage périodique de cyclones, et la région Atsimo Atsinanana, la région d'appartenance du district de Vangaindrano, objet de la présente étude fait partie des zones cycloniques du pays.

L'Atsimo Atsinanana est en effet, l'une des 22 régions de Madagascar qui est située, comme son nom l'indique, dans le sud-est de l'île, dans la province de Fianarantsoa. Elle comporte 5 districts dont Farafangana, Vangaindrano, Vondrozo, Midongy et Befotaka avec 90 communes dont deux (02) communes urbaines et 88 communes rurales⁵. Les milieux physiques et géomorphologiques divisent la Région en trois sous-ensembles : la zone des falaises, la zone des collines et la zone littorale. Le relief est caractérisé par la falaise formant des barrières naturelles, le relief côtier des basses collines ou des étroites plaines autour de Farafangana et Vangaindrano ; le relief montagneux des hautes terres de l'Ouest intéressent le district de Midongy et Befotaka.

L'ensemble de la région s'étend sur une superficie de 24 081 km² et Vangaindrano occupe la plus grande superficie avec plus d'un tiers de l'ensemble du territoire.

Comme pour l'ensemble de la Côte Sud-est de Madagascar, le climat de la région Atsimo Atsinanana appartient au type tropical per-humide⁶. Il est caractérisé par un été austral chaud dont la pluviométrie élevée se répartit inégalement entre Novembre et Avril et un hiver moins pluvieux, à température basse. Le climat est marqué par la proximité de la bordure orientale de l'anticyclone de l'Océan Indien. De ce fait, un vent d'alizé constant souffle d'Est en Ouest entraînant des masses d'air humide, chaud et une forte pluviométrie. Les vents se caractérisent par des brises de mer, parfois très violentes, le long de la bande côtière, soufflant dans la journée et des brises de terre la nuit. Les vents violents enregistrés lors des cyclones (100 à 150 km/h) sont très préjudiciables aux cultures (déracinements, verses des cultures, manioc cassé, accidents de fécondation du riz etc.) L'érosion éolienne entraîne à partir des plages actives, un grand nombre de dunes qui ne sont pas toujours

² EPM 2010

³ Indice de Développement Humain 2007/2008: 143ème position sur les 177 pays classifiés par le PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement

⁴ EPM 2010

⁵ PRD Sud Est

⁶ Politique environnementale régionale, 2006

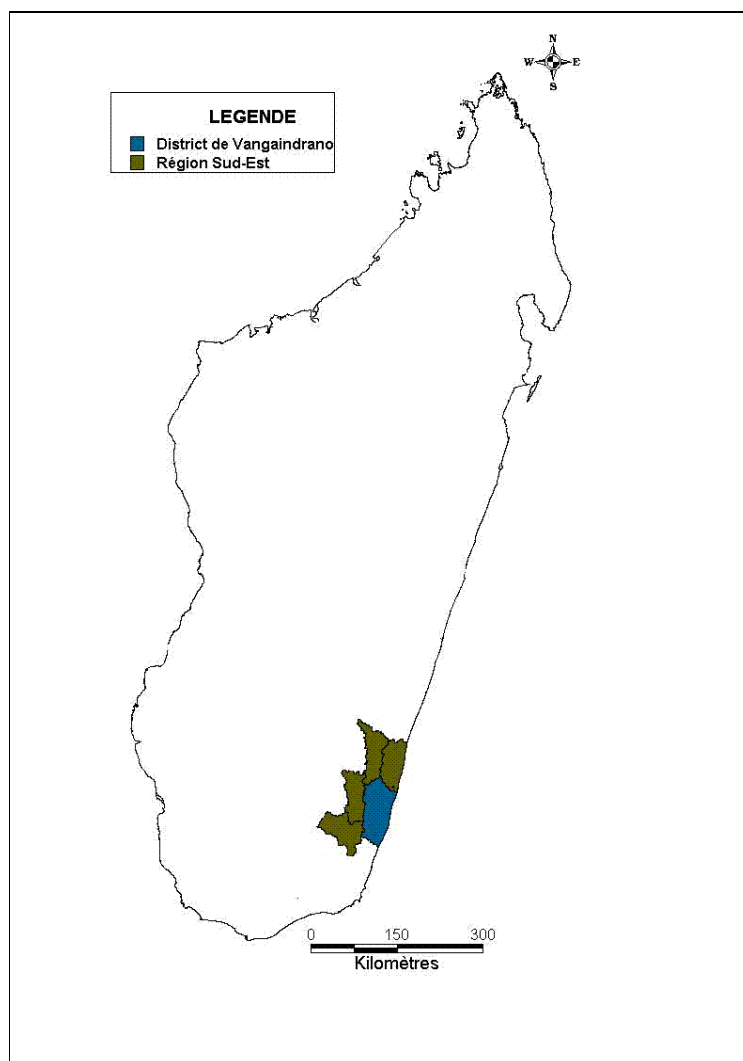
fixées. Les apports éoliens sont observés sur les collines basaltiques à plus de 10 km à l'intérieur des terres.

Le contexte socioéconomique du district de Vangaindrano en 2010 a été également marqué par le passage du cyclone Hubert en mars, et dont l'un des impacts directs est la destruction des cultures (réduction voire même absence de la production) qui entraîne à son tour l'avancée de la période de soudure. A cela s'ajoutent les éventuels impacts de la crise politique qui perdure dans le pays depuis 2009.

Dans un tel contexte d'instabilités et d'aléas, le besoin en informations sur les conditions de vie de la population s'annonce inéluctable. En effet, il importe de réaliser un état des lieux des situations socioéconomiques des ménages pour pouvoir orienter de manière plus pertinente et objective les prises de décisions à l'issue de ces plusieurs mois de bouleversements. C'est dans ce sens que les Nations Unies ont pris l'initiative, par le biais de la coordination de l'UNICEF, d'effectuer des enquêtes multisectorielles auprès des ménages. De telles investigations ont été mises en œuvre en milieu urbain depuis 2009. Mais étant donné que plus de 3 Malgaches sur 4 résident en milieu rural, il s'est également avéré intéressant d'étendre les collectes de données en milieu rural afin que des informations récentes et à jour soient également disponibles sur ce dernier. Les choix des zones à étudier seront ainsi particulièrement axés sur les problématiques clés de l'économie rurale malgache.

La collecte de données s'est tenue du 06 octobre au 09 novembre 2010. Mais une collecte de données supplémentaire a été réalisée pour substituer la ZD de la commune de Karimbary qui ne compte que très peu d'habitants à une autre ZD de la commune de Fenoambany (Fokontany d'Ankazomasy), des enquêtes qui ont eu lieu du 08 au 15 décembre 2010. Le présent rapport porte ainsi sur l'étude de la situation des ménages ruraux dans le district de Vangaindrano en période de soudure.

Figure 1.1-1 : Localisation du district de Vangaindrano



1.2.Objectifs de l'étude

Les investigations cherchent à évaluer les impacts socio-économiques des différents chocs, dont particulièrement la crise politique depuis 2009, au niveau des ménages ruraux au cours de l'année 2010. Les objectifs escomptés consistent ainsi à :

- Appréhender dans une optique multidimensionnelle la situation des ménages ruraux à l'occasion de la période la plus difficile et celle la plus favorable dans l'année : en pleine soudure et après la récolte. Le présent rapport fait l'objet des analyses en période post récolte.
- Identifier les stratégies de détresse adoptées par les ménages face aux différents chocs, ainsi que les éventuelles opportunités qui puissent se présenter aux ménages ruraux.

1.3.Aspects méthodologiques

1.3.1. Echantillonnage

Les travaux de la cartographie censitaire effectués par l'INSTAT et destinés à la préparation du troisième recensement général de la population et de l'habitation ont servi de base de sondage pour l'enquête au niveau de ce district et un échantillonnage aléatoire à deux degrés a été constitué pour réaliser l'enquête.

Au premier degré, il a été procédé à la sélection des zones de dénombrement (ZD) proportionnellement à la taille de la population. Les ZD-échantillons constituent de ce fait les unités primaires de sondage (UPS). Au deuxième degré, au sein des ZD-échantillons, il a fallu procéder au dénombrement de tous les ménages les composant afin d'obtenir une liste à partir de laquelle ont été tirés les ménages à enquêter. Les ménages constituent les unités secondaires de sondage (USS).

L'échantillon défini a été constitué de 21 zones de dénombrement au sein desquelles il a été convenu d'enquêter 25 ménages par zone de dénombrement. En d'autres termes, l'échantillon conçu pour le district de Vangaindrano comptera au total 525 ménages. La liste des ZD constituant l'échantillon sera fournie en Annexe 1.

1.3.2. Phase pré-enquête

1.3.2.1. Formation des équipes

Toute l'équipe de terrain, aussi bien les superviseurs que les enquêteurs ont bénéficié d'une formation dispensée par l'équipe du ROR. En dehors de la formation systématique sur le questionnaire et la sphère de l'enquête, des techniciens de l'INSTAT ont tenu une séance consacrée à la lecture des cartes des zones de dénombrement ainsi qu'à la procédure de dénombrement et de tirage des ménages à enquêter. A part cela, en vue de garantir au mieux la qualité des entrevues lors de l'administration du questionnaire, une séance de formation en communication a été dispensée. Part ailleurs, pour tester le questionnaire et en même temps permettre à chacun de se familiariser avec cet outil, une descente sur terrain au niveau d'une zone agricole aux environs d'Antananarivo a été effectuée avec toute l'équipe.

1.3.2.2. Les missions de reconnaissance

La collecte de données proprement dite a été précédée d'une mission de reconnaissance de tous les sites d'enquêtes assurée par l'équipe du ROR avec l'appui des superviseurs. Outre les préparatifs d'ordre logistique, cette phase préliminaire a spécifiquement visé à présenter à l'avance aux autorités locales la réalisation de l'enquête et par là d'instaurer au préalable la confiance au niveau de la communauté locale, ainsi que de préparer l'itinéraire de la collecte. Ceci représente une étape sine qua non pour assurer la bonne marche des enquêtes le moment venu.

1.3.3. Phase de collecte de données

1.3.3.1. Les outils de travail

Le questionnaire a été conçu en concertation avec l'UNICEF et avec l'appui de l'équipe chargée de la mise en œuvre des enquêtes Mc RAM en milieu urbain en 2010. Une harmonisation a été en fait convenue entre les enquêtes réalisées en milieu rural et en milieu urbain. Le questionnaire traduit la multisectorialité des investigations dont les modules sont fournis dans le tableau qui suit :

Tableau 1.3-1 : Les modules inclus dans le questionnaire

Modules	Objectifs
Ménage (M) Scolarisation (S) Jeunes (JN)	<ul style="list-style-type: none">Appréhender les caractéristiques sociodémographiques des ménages en milieu rural
Transport (TR) - Migration (MG) Revenu (A) - Transfert (T) Habitat (H) - Réseau Social (RS)	<ul style="list-style-type: none">Cerner les conditions de vie des ménages, leurs activités, leurs organisations sociales
Chocs et stratégies d'adaptation (CS)	<ul style="list-style-type: none">Identifier les différents chocs affectant les ménages ruraux, leurs impacts ainsi que les stratégies d'adaptation adoptées par le ménage pour y faire.Déterminer également les éventuelles opportunités qui puissent se présenter à eux.
Riz (R-DC-CER), Autres cultures (C-CEC) Elevage (EL-PE)	<ul style="list-style-type: none">Renseigner sur les activités agricoles des ménages ruraux et évaluer les coûts de production ainsi que les revenus générés par ces activités
Dépenses (D) Consommation alimentaire (CA)	<ul style="list-style-type: none">Suivre l'évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité (recoupement avec le revenu)
Etat de droit, Justice et Média (ED)	<ul style="list-style-type: none">Avoir un aperçu sur le civisme et la vie en société en milieu rural
Eau (E) et Assainissement (AS) Lavage des mains (L) Santé et planning familial (SP)	<ul style="list-style-type: none">Appréhender les comportements des ménages en matière d'hygiène quotidienne, de santé dont notamment celle des enfants
Protection de l'enfant, Violence sur les enfants (PE)	<ul style="list-style-type: none">Avoir un aperçu des problèmes de violence physique, psychologique ou sexuelle liés à la crise sociopolitique
Besoins prioritaires des ménages (BP)	<ul style="list-style-type: none">Connaître les perceptions et attentes des ménages en termes de besoins prioritaire

Par ailleurs, un manuel de l'enquêteur a été spécifiquement élaboré pour aider l'équipe de terrain à cerner au mieux l'objectif de chaque module, voire de chaque question. Il permet également de bien expliciter les différents sauts et filtres. Enfin, cet outil de travail comporte les différents codes non intégrés dans le questionnaire.

1.3.3.2. Les enquêtes proprement dites

La collecte de données s'est tenue du 06 octobre au 09 novembre 2010. Mais une collecte de données supplémentaire a été réalisée pour substituer la ZD de la commune de Karimbary qui ne compte que très peu d'habitants à une autre ZD de la commune de Fenoambany (Fokontany d'Ankazomasy), des enquêtes qui ont eu lieu du 08 au 15 décembre 2010.

Etant donné la multitude des données à recueillir, il a été recommandé sauf en cas de force majeure de mettre en œuvre le questionnaire auprès du chef de ménage ou de sa conjointe pour mieux garantir des réponses fiables. Les enquêtes proprement dites ont été menées en parallèle avec les enquêtes communautaires effectuées au niveau des institutions dont les informations serviront à expliquer les résultats des enquêtes auprès des ménages.

L'équipe de terrain est constituée de 12 enquêteurs dirigés par 3 superviseurs et est appuyée par une cuisinière. Un technicien du ROR a assuré spécifiquement l'encadrement technique de l'équipe durant tout le processus de la collecte.

1.3.4. Phase post-enquête

1.3.4.1. Saisie et apurement des données

Le masque de saisie a été conçu sous Visual Basic en créant un programme compilé, et ce, conformément au contenu du questionnaire. Le principe de la double saisie a été adopté en vue de repérer rapidement les erreurs de saisie des données contenues dans les fiches d'enquête. L'équipe de saisie est constituée d'un informaticien responsable de la gestion des fichiers, d'un superviseur de saisie chargé de la gestion organisationnelle des fiches d'enquêtes, ainsi que de 9 opérateurs de saisie.

Les données ainsi saisies ont par la suite passé un test de cohérence ; une phase visant à détecter les erreurs et les valeurs aberrantes. Il est à mentionner qu'en raison de leur maîtrise du questionnaire et particulièrement de leurs expériences sur terrain, les superviseurs ont participé dans tout le processus d'apurement des données. De telles mesures contribuent à garantir la qualité et la fiabilité des données.

1.3.5. Traitement et analyse de données

Les exploitations des données apurées ont été réalisées sous STATA 9 et sous SAS. Compte tenu du fait que le nombre de ménages tirés au niveau de chaque zone de dénombrement a été fixé à 50 et ce, quel que soit l'effectif des ménages dénombrés, il s'est avéré plus approprié de pondérer les données d'enquêtes au prorata du nombre de ménages effectivement dénombrés sur chaque zone de dénombrement. Ce recours à la pondération garantit au mieux la représentativité statistique au niveau du district en écartant tout effet de structure.

2. PRESENTATION DES RESULTATS

2.1. Caractéristiques de l'échantillon

Les caractéristiques de l'échantillon seront présentées ici en premier lieu en tant que résultats, vu leurs éventuelles influences sur les comportements des ménages qui seront analysés ultérieurement pour chaque secteur étudié. Ainsi, cette section traitera tant les caractéristiques des ménages que celles de leurs membres.

2.1.1. Caractéristiques des ménages

Cette partie consiste à présenter la répartition des ménages suivant les caractéristiques sociodémographiques de leurs chefs telles que le sexe, l'âge et le statut matrimonial, mais aussi suivant les caractéristiques socioéconomiques comme la composition, la taille et le niveau de revenu.

Tableau 2.1-1 : Caractéristiques des ménages enquêtés

Répartition des ménages selon les caractéristiques de leur chef et autres caractéristiques comme la structure des ménages et le revenu						
	Chef de ménage Homme		Chef de ménage Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Age du CM						
Moins de 24 ans	11.1	48	4.1	4	9.9	52
25 - 34 ans	23.2	101	16.0	15	22.0	115
35 - 54 ans	45.5	197	44.6	41	45.3	238
55 ans et plus	20.2	87	35.3	33	22.8	120
Ensemble	100.0	433	100.0	92	100.0	525
Sexe du chef de ménage						
Ensemble	82.4	433	17.6	92	100.0	525
Statut matrimonial du CM						
Marié légalement	9.1	39	1.2	1	7.7	40
Marié coutumièrement	81.6	353	0.0	0	67.3	353
Union libre	4.3	18	0.6	1	3.6	19
Divorcé / séparé	1.4	6	46.4	43	9.3	49
Veuf / veuve	2.6	11	45.1	42	10.1	53
Célibataire	1.1	5	6.6	6	2.1	11
Ensemble	100.0	433	100.0	92	100.0	525
Composition du ménage						
Unipersonnel	0.0	0	2.8	3	0.5	3
Couple sans enfant	1.9	8	0.0	0	1.6	8
Nucléaire monoparental	1.5	7	37.5	35	7.8	41
Nucléaire strict	62.7	271	0.6	1	51.8	272
Elargi monoparental	3.9	17	58.4	54	13.5	71
Elargi	30.0	130	0.7	1	24.9	130
Ensemble	100.0	433	100.0	92	100.0	525
Niveau d'instruction du chef de ménage						
Sans instruction	37.9	164	61.9	57	42.2	221
Primaire	52.0	225	32.2	30	48.5	255
Secondaire 1er cycle	7.6	33	4.6	4	7.1	37
Secondaire 2nd cycle	2.3	10	1.3	1	2.1	11
Supérieur	0.1	1	0.0	0	0.1	1
Taille du ménage						
1	0.0	0	2.8	3	0.5	3
2	2.3	10	11.3	10	3.9	20
3	10.7	46	14.7	14	11.4	60
4	14.9	65	13.6	13	14.7	77
5	12.6	54	14.2	13	12.9	67
6	13.5	59	21.5	20	14.9	78
7	13.5	58	7.4	7	12.4	65

8	10.0	43	3.8	4	8.9	47
9 ou plus	22.6	98	10.8	10	20.5	108
Ensemble	100.0	433	100.0	92	100.0	525
Niveau de revenu						
Revenu < Ar 50 000	26.4	114	59.2	55	32.2	169
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	32.7	141	27.9	26	31.8	167
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	35.3	153	12.9	12	31.4	165
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	4.5	20	0.0	0	3.7	20
Revenu ≥ Ar 500 000	1.0	5	0.0	0	0.9	5
Ensemble	100.0	433	100.0	92	100.0	525
Taille moyenne des ménages						
		6.6		5.2		6.3
Age moyen du chef de ménage						
		41.7		47.2		42.7
Age médian du chef de ménage						
		40.0		49.0		40.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les chefs de ménages sont à 82% du sexe masculin. Leur statut matrimonial l'explique car selon cette caractéristique, très peu de femmes mariées sont considérées comme chefs. Elles le deviennent seulement en étant divorcées (46%) ou veuves (45%). Le taux de femmes chefs de ménage dans le district de Vangaindrano, qui est de 18%, est légèrement inférieur à la tendance en milieu rural malgache où les femmes chefs de ménage sont de l'ordre de 18.5%⁷.

L'âge de la majorité des chefs de ménage (45%), quel que soit le sexe, se trouve entre 35 et 54 ans. L'âge moyen est de 43 ans pour les hommes et 47 pour les femmes. Quant à la composition des ménages, ceux qui sont dirigés par des hommes sont à 63% des nucléaires stricts⁸ tandis que ceux qui ont des femmes comme chefs se divisent, par ordre d'importance, en élargi monoparental⁹ (58%) et nucléaire monoparental¹⁰ (38%). Ce qui confirme que les femmes chefs ne sont pas mariées, et on peut également en déduire qu'en cas de divorce, il est fort probable que les enfants vivent avec leurs mères et que les femmes sont plus disponibles à accueillir dans le ménage d'autres personnes que leurs propres enfants.

Dans l'ensemble, en matière de niveau d'instruction des chefs de ménages, 48.5% ont le niveau primaire tandis que 42% n'ont jamais fréquenté l'école. Et on constate que les chefs de ménages femmes sans instruction sont nombreux par rapport à leurs homologues hommes en affichant des taux respectifs de 62% et 38%. Le contraire s'observe pour le niveau primaire car 52% des chefs de ménages hommes appartiennent à ce niveau si c'est seulement 32% pour les chefs femmes.

⁷ EPM 2010

⁸ Le couple vit avec leurs propres enfants

⁹ Le ménage est dirigé par l'un des parents et il y a des membres autres que les propres enfants

¹⁰ L'un des parents vivent avec ses propres enfants

La taille moyenne des ménages est de 6.3 avec un peu plus d'individus chez les ménages dirigés par un homme (6.6 contre 5.2 chez les ménages régis par une femme). Un tel constat dépasse la situation observée en milieu rural malgache où les ménages comptent en moyenne 4.9 individus¹¹.

Les caractéristiques par rapport au niveau de revenu montrent qu'avec des proportions plus ou moins égales, les ménages sont partagés dans les 3 premiers niveaux de revenu. Autrement dit, ils sont très rares à avoir de revenu supérieur à 300 000 Ariary, voire même inexistant pour les ménages dirigés par une femme. Il est à préciser que le revenu considéré ici est le revenu courant qui consiste au revenu des exploitations et des activités. Cette composante du revenu peut être supposée comme permanente si l'on ne tient pas compte des aléas climatiques.

2.1.2. Caractéristiques des membres des ménages

Tout comme celles des ménages, les caractéristiques des membres des ménages ont été également appréhendées. Il s'agit donc de la répartition de la population de l'échantillon selon le groupe d'âge, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale et le statut de résidence.

Tableau 2.1-2 : Caractéristiques des membres des ménages

Répartition de la population de l'échantillon selon les caractéristiques sociodémographiques						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Groupe d'âge						
< 6 ans	22.3	379	23.39	391	22.8	770
6 - 10 ans	20.2	344	18.19	304	19.2	648
11 - 14 ans	9.8	166	8.38	140	9.1	306
15 - 17 ans	6.9	117	7.52	126	7.2	242
18 - 24 ans	12.7	217	12.50	209	12.6	425
25 - 34 ans	9.7	165	12.18	204	10.9	368
35 - 54 ans	12.6	215	13.50	226	13.1	440
55 ans et plus	5.9	100	4.34	72	5.1	172
Ensemble	100.0	1702	100.0	1671	100.0	3373
Niveau d'instruction (15 ans et plus)						
Sans instruction	34.4	279	56.1	468	45.4	747
Primaire incomplet	49.0	397	36.2	302	42.5	699
Primaire	4.8	39	2.5	21	3.7	60
Secondaire 1er cycle incomplet	8.3	67	3.9	32	6.1	99
Secondaire 1er cycle	1.4	11	0.7	6	1.1	17
Secondaire 2nd cycle incomplet	1.5	12	0.4	4	1.0	16
Secondaire 2nd cycle	0.5	4	0.2	1	0.3	5
Supérieur	0.2	1	0.0	0	0.1	1
Ensemble	100.0	810	100	834	100	1644
Statut matrimonial (12 ans et plus)						
Marié légalement	4.4	42	4.1	39	4.2	81
Marié coutumièrement	44.4	425	43.8	423	44.1	847
Union libre	2.7	26	2.7	26	2.7	51

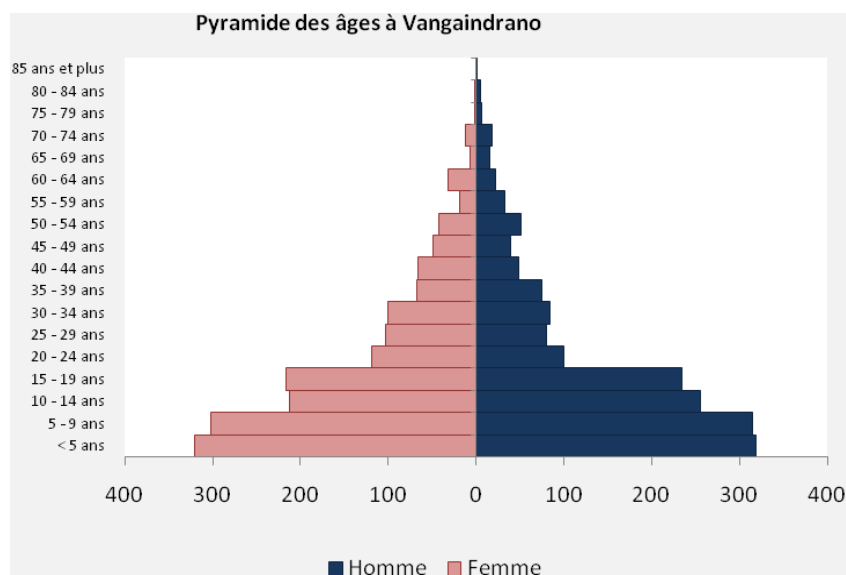
¹¹ EPM 2010

Divorcé / séparé	2.4	23	9.0	87	5.7	109
Veuf / veuve	1.9	18	7.1	69	4.5	87
Célibataire	44.3	424	33.3	321	38.8	745
Ensemble	100.0	957	100	964	100	1921
Statut de résidence						
Présent	99.5	1694	99.6	1664	99,6	3358
Absent	0.5	8	0.4	7	0,4	15
Ensemble	100.0	1702	100.0	1671	100,0	3373
Age moyen		19.0		18.9		18.9
Age médian		14		15		14

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Par rapport à l'âge, les individus des ménages sont majoritairement très jeunes avec 58% de moins de 17 ans. Le niveau d'instruction a été étudié auprès des plus de 15 ans, et on constate la prédominance des sans instruction (45%) et de ceux qui ont fait le primaire sans avoir achevé ce cycle (43%). Pour le statut matrimonial, on a considéré les 12 ans et plus, et le tableau ci-dessus montre que le statut prédominant est le mariage par coutume (44%) suivi par le célibat (39%). Les membres de ménage sont en quasi-totalité résidents présents.

Graphique 2.1-1 : Pyramide des âges



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

L'avantage en nombre des femmes s'observe à partir de 20 jusqu'à 64 ans si le contraire se produit pour les deux tranches d'âge de 10 à 14 ans et 15 à 19 ans. A la base, en dessous de 10 ans, la pyramide paraît en équilibre c'est-à-dire que la différence est pratiquement imperceptible. La base élargie de la pyramide traduit le caractère jeune de la population du district.

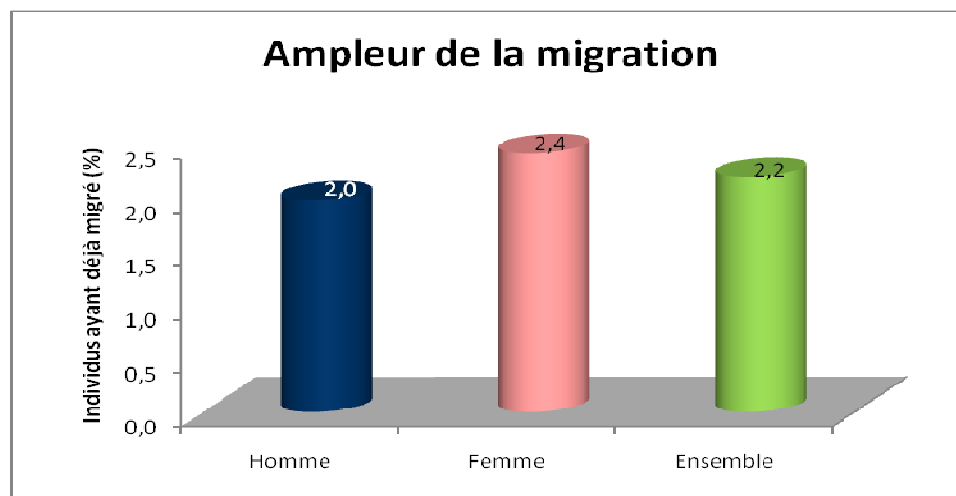
2.2.Migration

La thématique migration consiste à exprimer l'incidence du phénomène migratoire auprès de chaque individu de l'échantillon avant qu'il s'installe dans son fokontany de résidence actuel ; et ceci pour une période d'au moins 6 mois depuis sa naissance.

2.2.1. Incidence de la migration

Selon le graphique ci après, le phénomène de migration s'avère très faible au niveau de la population du district de Vangaindrano.

Graphique 2.2-1 : Ampleur de la migration



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les résultats d'enquêtes montrent qu'une infime frange de la population seulement a déjà migré au moins une fois dans sa vie (2%). Ce qui signifie que pratiquement toute la population a toujours habité son fokontany de résidence actuelle depuis sa naissance, et que les éventuelles installations ailleurs n'ont jamais dépassé les 6 mois.

2.2.2. Caractéristiques des migrants

Le tableau ci-après évoque les caractéristiques sociodémographiques des migrants.

Tableau 2.2-1 : Caractéristiques des migrants

Répartition des individus ayant déjà vécu auparavant en dehors du fokontany de résidence pendant au moins 6 mois selon les caractéristiques sociodémographiques						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Statut matrimonial						
Marié légalement	2.1	1	1.8	1	1.9	1
Marié coutumièrement	30.8	10	19.6	8	24.7	18
Union libre	11.1	4	6.9	3	8.8	6
Divorcé / séparé	0.0	0	14.1	6	7.7	6
Veuf / veuve	0.0	0	4.6	2	2.5	2
Célibataire	55.9	19	53.0	21	54.4	40

	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Ensemble	100.0	34	100.0	40	100.0	74
Groupe d'âge						
< 25 ans	50.0	17	52.7	21	51.5	38
25 - 34 ans	15.1	5	12.5	5	13.7	10
35 -54 ans	23.7	8	33.0	13	28.8	21
55 ans et plus	11.2	4	1.8	1	6.1	4
Ensemble	100.0	34	100.0	40	100.0	74
Niveau d'instruction						
Sans instruction / préscolaire	15.8	5	24.9	10	20.8	15
Primaire	35.1	12	37.1	15	36.2	27
Secondaire 1er cycle	27.8	9	27.6	11	27.7	21
Secondaire 2nd cycle	21.4	7	7.1	3	13.6	10
Supérieur	0.0	0	3.3	1	1.8	1
Ensemble	100.0	34	100.0	40	100.0	74

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Parmi ceux qui sont concernés par la migration, on constate que plus de la moitié sont des célibataires (54%) surtout des hommes (56% contre 53% de femmes). Par rapport aux groupes d'âge, les jeunes sont plus nombreux à migrer sachant que plus de 1 migrant sur 2 a moins de 25 ans. Ceux qui ont entre 25 à 34 ans semblent se stabiliser un peu car les taux les plus importants qui suivent (29%) concernent les 35 à 54 ans, toujours avec plus de femmes (33%) que des hommes (24%). Quant au niveau d'instruction, les ménages patriarcaux sont plus instruits en affichant un taux des sans instruction de 16% si c'est 25% pour les matriarcaux. Ils sont aussi plus nombreux à avoir atteint le niveau secondaire 2nd cycle.

2.2.3. Lieu de provenance des migrants

L'ancienne résidence des migrants varie d'un individu à un autre. En effet, selon les cas, un migrant peut provenir du même district ou de région mais le contraire est également possible.

Tableau 2.2-2 : Lieu de provenance des migrants

Répartition des individus ayant vécu en dehors du fokontany de résidence actuel par genre et selon le lieu de provenance						
	Homme		Femme		Ensemble	
	N	%	N	%	N	
Même district	20	61.7	25	60.7	45	
Districts de la même région	3	3.2	1	6.1	4	
Districts des autres régions	10	35.1	14	33.2	25	
Ensemble	34	100.0	40	100.0	74	

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

L'incidence de la migration s'est opérée à 61% dans le même district. La majorité des migrants viennent ainsi des autres fokontany ou communes mais à l'intérieur même du district de Vangaindrano. 33% des migrants ont habité dans des districts des autres régions (tableau 1 en annexe) notamment Ihosy (22%), Sambava (22%) et Mahajanga I (18.5%).

2.2.4. Motifs de la migration

Le fait de changer de résidence n'est pas une décision à prendre à la légère pour n'importe quel ménage et/ou individu. C'est un choix qui doit être motivé par un motif bien déterminé et c'est ce motif que cette partie de l'étude essaie de cerner.

Tableau 2.2-3 : Les motifs de la migration

Répartition des individus ayant vécu en dehors du fokontany de résidence actuel par genre et selon le principal motif de migration			
	Homme (N=33)	femme (N=42)	Ensemble (N=75)
Travail	35.7	25.0	29.9
Education	41.0	24.5	32.0
Mariage	0.0	14.2	7.7
Confiance d'enfants à d'autres familles	0.0	18.5	10.1
Raisons santé	1.9	0.0	0.9
Obligations familiales	3.8	3.2	3.5
Autres	17.6	14.6	16.0
Total	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

L'éducation constitue le motif de migration des 32% de ceux qui ont migré avec une prédominance des hommes (41%) par rapport aux femmes (24.5%). On a vu précédemment que les migrants sont en majorité des moins de 25 ans, qui sont en effet des jeunes qui voudraient poursuivre leurs études ou étudier tout simplement alors que leurs fokontany étaient démunis de centre d'éducation, quelque soit le niveau. Il s'agit d'une situation qui n'est pas rare en monde rural, au niveau des fokontany très reculés et/ou enclavés. Il est aussi très fréquent que les dits fokontany ont des infrastructures scolaires mais qui ne sont pas opérationnelles faute d'enseignants. Comme deuxième motifs, il y a le travail qui est exprimé par 30% des migrants essentiellement les hommes (36% si ce taux est de 25% pour les femmes). Ce motif est supposé expliquer la motivation de ceux qui viennent des districts très lointains comme Sambava et Mahajanga I.

2.3. Transport

La thématique transport décrit la situation des individus de l'échantillon à partir de 6 ans en matière de déplacement. Une référence a été établie à cet effet et a été considéré comme déplacement le fait de se rendre en aller et retour à l'échelle du chef lieu de district au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Les motifs de ce déplacement ainsi que le moyen de transport utilisé ont été également appréhendés.

2.3.1. Ampleur des déplacements

L'ampleur de déplacement exprime la fréquence effectuée par les membres des ménages selon les références citées en haut.

Tableau 2.3-1 : Fréquence des déplacements au cours des 30 derniers jours

Répartition des membres de ménages âgés de 6 ans et plus selon le nombre de déplacements effectués vers le chef lieu de district au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
0	91.9	1219	94.3	1209	93.1	2428
1	3.6	48	3.0	38	3.3	86
2	2.0	27	1.2	15	1.6	41
3	0.6	8	0.3	4	0.5	12
4	1.0	14	1.0	12	1.0	26
5	0.2	3	0.1	1	0.2	5
8	0.3	4	0.1	1	0.2	6
9	0.0	0	0.1	1	0.0	1
12	0.1	1	0.0	0	0.1	1
16	0.1	1	0.0	0	0.0	1
20	0.1	1	0.0	0	0.0	1
99	0.1	2	0.0	0	0.1	2
Total	100.0	1327	100.0	1281	100.0	2608

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les individus ici considérés se déplacent peu selon le tableau ci-dessus. En effet, 93% d'entre eux ne se sont pas rendus au chef lieu du district dans un délai de 30 jours avant l'enquête. Ceux qui ont fait ce déplacement une fois ne représentent que 3% de la totalité et la fréquence de 2 fois n'est enregistrée qu'auprès d'une infime partie de 2%. Beaucoup de raisons peuvent expliquer cette faible mobilité mais la coïncidence de la période de l'enquête avec certains travaux de culture en est la plus probable. En plus, puisque les enfants à partir de 6 ans ont été considérés, ceux qui sont scolarisés ne se déplacent qu'en période de vacances. Mais le manque de moyens n'est pas non plus à écarter surtout pour les fokontany qui se trouvent très éloignés de ce chef lieu et qui sont ainsi obligés de dépenser de l'argent pour pouvoir rejoindre le chef lieu de district.

On constate qu'il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes en matière de déplacement (tableau 2 en annexe). En effet, le nombre moyen de déplacements effectués est pratiquement égal : 2.5 fois pour les hommes et 2.1 pour les femmes. Ce qui sous entend que même si les raisons qui les retiennent ne sont pas forcément les mêmes, la disponibilité à se déplacer s'avère limitée pour les deux sexes.

2.3.2. Caractéristiques des individus qui se sont déplacés

Le déplacement a été également appréhendé par rapport à certaines caractéristiques des individus ayant déplacés comme l'âge, le statut matrimonial et le niveau d'instruction.

Tableau 2.3-2 : Caractéristiques des individus qui se sont déplacés

Caractéristiques des individus qui se sont déplacés						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Age						
6 - 25 ans	30.7	38	43.2	37	35.8	75
25 - 34 ans	13.6	17	20.5	17	16.4	34
35 -54 ans	47.4	59	30.7	26	40.6	85
55 ans et plus	8.3	10	5.7	5	7.2	15
Statut matrimonial						
Marié légalement	11.0	14	0.0	0	6.55	14
Marié coutumièrement	59.6	74	47.3	40	54.59	115
Union libre	5.3	7	7.2	6	6.05	13
Séparé / veuf / célibataire	24.1	30	45.5	39	32.81	69
Niveau d'instruction						
Sans instruction	24.3	30	43.5	37	32.1	67
Primaire	50.6	63	43.1	37	47.6	100
Secondaire 1er cycle	13.4	17	10.5	9	12.2	26
Secondaire 2nd cycle	10.5	13	2.9	3	7.5	16
Supérieur	1.1	1	0.0	0	0.7	1
Ensemble	100.0	125	100.0	85	100.0	210

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Par rapport à l'âge, ce sont les individus qui se trouvent entre 35 et 54 ans qui sont nombreux à avoir effectué des déplacements (41%), et on constate une légère dominance des hommes par rapport aux femmes (respectivement 47% et 31%). Ensuite, il y a ceux qui ont 6 à 25 ans en représentant 36% du total, mais ce sont les femmes qui prédominent cette fois ci car elles en représentent les 43% si c'est seulement 31% pour les hommes.

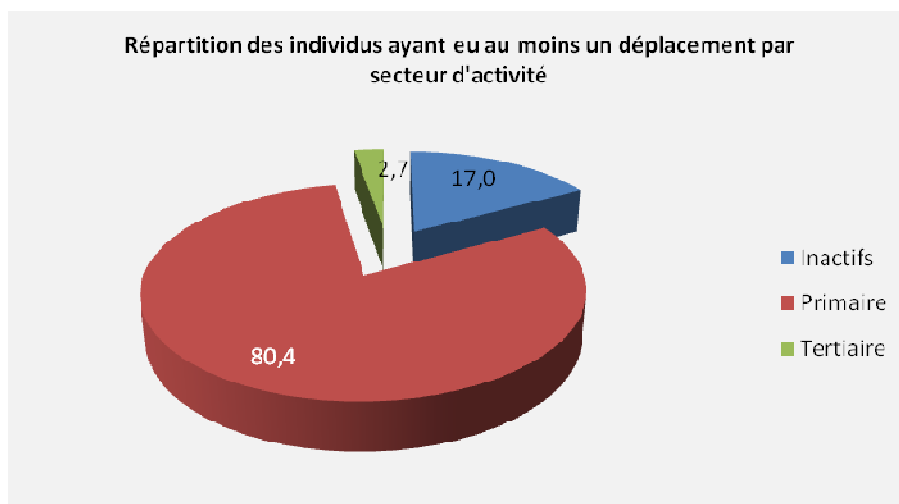
En ce qui concerne le statut matrimonial, 55% des individus ayant déplacé sont mariés coutumièrement et 33% sont des séparés/veufs/divorcés. Et une différence par rapport au sexe est observée car pour les mariés, les hommes sont en surnombre (60% d'hommes et 47% de femmes) si c'est le contraire pour les célibataires (45.5% de femmes et 24% d'hommes).

Quant au niveau d'instruction de ceux qui se sont déplacés, 48% d'entre eux ont le niveau primaire et 32% en sont sans instruction.

2.3.3. Déplacements et secteurs d'activités

Le fait d'apprécier l'incidence de déplacement par rapport aux secteurs d'activités de la population semble important vu la probable corrélation entre ces deux variables. Les activités principale déclarées devraient ainsi appartenir à l'un des trois secteurs à savoir : le primaire qui englobe les activités d'agriculture et d'élevage ; le secondaire qui concerne l'artisanat et le tertiaire relatif au commerce et l'administration. Les inactifs ont été également considérés et il s'agit des individus en âge de travailler mais qui n'ont pas d'occupation rémunérée, y compris les étudiants.

Graphique 2.3-1 : Répartition des individus ayant déplacé selon les secteurs d'activité



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Selon le graphe ci-dessus, 80% de ceux qui ont fait des déplacements travaillent dans le secteur primaire. Rappelons que ce dernier englobe les activités agricoles, principales activités de la majorité des paysans. Il est ainsi logique si la plupart des concernés appartiennent aussi à ce secteur, sans pouvoir dire pour autant que ce sont les agriculteurs qui se déplacent le plus. C'est en effet le contraire qui devrait se produire vu que ces gens sont censés travailler sur place. Ensuite, 17% de ceux qui se déplacent sont des inactifs et les explications les plus plausibles consistent à la recherche de travail et aussi à la disponibilité en temps qui leur permet d'assumer les affaires familiales nécessitant de déplacements, c'est à dire de rejoindre le chef lieu du district.

Tableau 2.3-3 : Caractéristiques des déplacements

Nombre des déplacements par individu au cours des 30 derniers jours				
	N	Moyenne	Intervalle de confiance (95%)	
Inactifs	36	1.7	1.3	2.1
Primaire	168	2.5	2.1	2.9
Tertiaire	6	1.5	0.4	2.6

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les caractéristiques des déplacements ont été appréciées à partir du nombre de déplacements effectués par individu au cours des 30 derniers jours, et ceci par secteur d'activités. Pendant cette période donc, il est constaté que ce sont ceux qui travaillent dans le secteur primaire qui se déplacent le plus avec une fréquence moyenne de 2.5 fois. Les inactifs et ceux qui appartiennent au secteur tertiaire se sont déplacés respectivement 1.7 et 1.5 fois. Il n'y a pas eu de différence significative entre les différents secteurs en matière de fréquence de déplacements.

2.3.4. Les motifs de déplacement

Il est évident qu'à chaque déplacement correspond un ou des motifs qui auraient incité le concerné à l'effectuer.

Tableau 2.3-4 : Répartition par genre des motifs de déplacement

Pourcentage des déplacements pour lesquels les motifs ci-après ont été évoqués pour les membres des ménages résidant en dehors du chef lieu de district, âgés de 6 ans et plus et ayant effectué au moins un déplacement en aller et retour vers le chef lieu de district, par sexe.			
Principal motif	Chez les hommes N=125	Chez les femmes N=85	Ensemble N=210
Aller au marché	44.3	53.1	47.9
Vendre au marché	18.6	20.6	19.4
Education	8.4	11.2	9.6
Travail	8.2	0.8	5.2
Services administratifs	6.2	3.3	5.0
Institution de santé	5.4	6.2	5.7
Obligation / visite familiale	8.9	4.9	7.3
Total	100.0	100.0	100.0
Deuxième motif	Chez les hommes N=33	Chez les femmes N=19	Ensemble N=52
Aller au marché	41.9	52.5	45.8
Vendre au marché	31.5	24.1	28.7
Education	4.5	3.8	4.2
Travail	2.6	-	1.6
Services administratifs	2.7	3.8	3.1
Institution de santé	2.7	3.2	2.9
Obligation / visite familiale	14.2	12.8	13.7
Total	100.0	100.0	100.0
Troisième motif	Chez les hommes N=2	Chez les femmes N=3	N=5
Aller au marché	0.0	29.4	17.4
Services administratifs	0.0	36.0	21.3
Obligation / visite familiale	100.0	34.6	61.3
Total	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Parmi les motifs de déplacement, il y a ceux qui sont considérés comme principaux soit à cause de leur fréquence soit de leur importance même dans différents domaines de la vie quotidienne (économique, santé, etc.).

Aller au marché pour faire des achats représente le principal et le deuxième motif de déplacement pour tout genre confondu (respectivement 48 et 46%) mais surtout pour les femmes (53%). Le marché tient en effet une place importante dans la vie des ruraux, car à part les raisons économiques (échange entre producteurs et consommateurs), il représente un centre de rencontre et aussi de loisirs pour tout individu de tout âge. Le motif qui suit, toujours pour les deux premiers classements, est encore relatif au marché mais cette fois-ci pour vendre. Il s'agit donc d'une raison économique qui est la principale raison d'être des marchés. Ensuite, on constate que les avis sont partagés entre différents motifs mais l'éducation occupe la troisième place (respectivement 10 et 4% pour le principal et deuxième motif). Ce qui consiste à l'envoi des enfants au chef lieu du district qui est

censé muni d'école secondaire surtout. Le déplacement pour raison d'éducation devrait concerner effectivement ce niveau car le niveau primaire est censé exister dans les fokontany.

En troisième motif, les hommes présentent une particularité car en totalité, ils se déplacent seulement pour les obligations et visites familiales. C'est également le deuxième motif des femmes (35%) après les services administratifs (36%) mais avant le fait d'aller au marché (29%). Un des faits courants en monde rural n'est pas vérifié ici car habituellement, ce sont les hommes qui s'occupent des besoins qui nécessitent la fréquentation des bureaux administratifs.

Tableau 2.3-5 : Répartition par secteur d'activité des motifs de déplacement

Pourcentage des déplacements pour lesquels les motifs ci-après ont été évoqués pour les membres des ménages résidant en dehors du chef lieu de district, âgés de 6 ans et plus et ayant effectué au moins un déplacement en aller et retour vers le chef lieu de district, par secteur d'activités catégorisés à partir de l'activité principale				
Principal motif	Inactifs N=36	Primaire N=169	Tertiaire N=6	Total N=210
Aller au marché	32.1	52.3	14.1	47.9
Vendre au marché	0.0	24.2	0.0	19.4
Education	54.5	0.4	0.0	9.6
Travail	0.0	4.0	73.3	5.2
Services administratifs	5.8	5.0	0.0	5.0
Institution de santé	5.6	5.5	12.6	5.7
Obligation / visite familiale	2.0	8.6	0.0	7.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Deuxième motif	N=4	N=45	N=3	N=52
Aller au marché	0.0	49.4	49.6	45.8
Vendre au marché	0.0	33.2	0.0	28.7
Education	38.5	1.6	0.0	4.2
Travail	0.0	1.9	0.0	1.6
Services administratifs	0.0	0.0	50.4	3.1
Institution de santé	0.0	3.3	0.0	2.9
Obligation / visite familiale	61.5	10.6	0.0	13.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Troisième motif	N=0	N=4	N=1	N=5
Aller au marché	-	0.0	100.0	17.4
Services administratifs	-	25.8	0.0	21.3
Obligation / visite familiale	-	74.3	0.0	61.3
Total	0.0	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le même principe que le précédent est encore valable quant au classement des motifs, mais ici ils sont appréhendés par rapport aux secteurs d'activités. Ceux qui sont dans le secteur primaire priorisent les motifs liés au marché surtout le fait d'y aller pour diverses raisons. Ce n'est qu'en troisième motif qu'ils mentionnent les obligations familiales (74%) et les services administratifs qui

existent seulement dans le chef lieu du district (26%). Presque 6 inactifs sur 10 se déplacent principalement pour raison d'éducation. C'est également le motif avancé par 39% d'entre eux à titre de deuxième motif mais l'avis majoritaire (62%) en est l'obligation/visite familiale. Concernant l'éducation, il s'agit forcément des jeunes étudiants qui, comme en haut, sont contraints de rejoindre le chef lieu du district pour poursuivre leurs études. Pour le secteur tertiaire, les concernés se déplacent principalement pour le travail (73%). Les deuxièmes motifs sont partagés presque équitablement entre les services administratifs et aller au marché. En troisième motif, ils se déplacent à l'unanimité pour aller au marché.

2.3.5. Les dépenses liées aux déplacements

Les dépenses ici considérées sont relatives à tous les déplacements effectués par la population au cours des 30 derniers jours avant l'enquête, et pas seulement vers le chef lieu de district mais pour n'importe quelle destination.

Tableau 2.3-6 : Les dépenses en transport (Ariary)

Montant dépensé par le ménage au cours des 30 derniers jours pour tout besoin en transport au sein du ménage, que cela soit à l'échelle du chef lieu de district ou non (en Ariary)							
	n	Min	Max	Médiane	Moyenne	Intervalle de confiance	
Sexe du chef de ménage							
Masculin	15	6 000	60 000	16 000	20 541	11 699	29 382
Féminin	1	18 000	18 000	18 000	18 000	-	-
Taille du ménage							
< =4	6	6 000	40 000	10 000	12 301	1 336	23 267
5 - 6	3	20 000	60 000	30 000	42 118	-12 615	96 851
7 ou plus	7	8 000	30 000	18 000	19 386	13 020	25 753
Niveau de revenu							
Revenu < Ar 50 000	1	60 000	60 000	60 000	60 000	-	-
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	1	15 000	15 000	15 000	15 000	-	-
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	9	6 000	30 000	16 000	15 811	10 765	20 856
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	4	6 000	40 000	10 000	16 488	-7 496	40 472
Revenu ≥ Ar 500 000	1	30 000	30 000	30 000	30 000	-	-
Ensemble	16	6 000	60 000	16 000	20 332	12 191	28 473

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Avant d'avancer l'interprétation, il est à signaler qu'au total, 210 individus ont fait des déplacements au cours de la période considérée et 16 ménages sont concernés par les dépenses relatives au déplacement.

Les dépenses moyennes indiquées par le tableau ci-dessus montrent que les hommes dépensent beaucoup plus en matière de déplacement, car le montant y afférent atteint 20 541 ariary si c'est 18 000 Ariary pour les femmes. Par rapport à la taille des ménages, ceux qui abritent 5 à 6 personnes possèdent les dépenses les plus élevées en la matière. Ainsi, ce genre de dépenses ne dépend pas du nombre des membres des ménages. Il en est de même avec le niveau de revenu. En effet, les plus démunis, c'est-à-dire ceux qui ont le revenu le plus faible (moins de 50 000 Ariary) dépensent presque 4 fois plus que ceux ont de revenu entre 50 000 et 500 000 Ariary. Et leurs dépenses dans ce

domaine constituent le double de ceux qui ont le revenu maximum (plus de 500 000 Ariary). Il n'est donc pas ici question de disponibilité de moyens, mais l'explication vient plutôt du fait que les ménages au revenu inférieur à 50 000 Ariary sont obligés de se déplacer justement pour leurs activités sources de revenu (vendre au marché par exemple).

2.4. Education

Le système éducatif Malgache est lourdement affecté par la situation économique du pays ainsi que par les catastrophes naturelles. Les parents ont du mal à financer la scolarisation de leurs enfants, le budget de l'éducation nationale est faible, ce qui affecte l'environnement scolaire et donc la qualité de l'éducation. Par ailleurs, les disparités régionales sont importantes.

L'Etat malgache a alors adopté une stratégie particulière pour améliorer l'enseignement de base à Madagascar. En effet, de grands efforts ont été fournis en matière d'infrastructures, d'aides matérielles et financières octroyées aux élèves et à leurs parents, de renforcement de la compétence des enseignants. De plus, une nouvelle méthode, Approche par les Compétences (APC), a été mise en place depuis 2005. Cette méthode vise notamment à améliorer la qualité de l'enseignement de base.

La thématique éducation se veut décrire le niveau d'instruction de la population âgée de 6 ans et plus, l'âge officiel d'entrée en primaire. La scolarisation des moins de 6 ans a été appréhendée en particulier vu l'existence de l'éducation de la petite enfance. Il en est de même pour ceux qui sont dans la tranche d'âge de 6 à 17 ans car ils sont considérés avoir le plein droit à l'éducation, et l'école est censée être leur occupation principale.

2.4.1. Niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus

Le niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus a été appréhendé suivant le sexe et le groupe d'âge.

Tableau 2.4-1 : Niveau d'instruction de la population

Répartition des membres des ménages âgés de 6 ans et plus selon le niveau d'instruction acquis, par sexe et par groupe d'âge											
	Sans instruction	Préscolaire	Primaire incomplet	Primaire complet	Secondaire 1er cycle incomplet	Secondaire 1er cycle complet	Secondaire 2nd cycle incomplet	Secondaire 2nd cycle complet	Supérieur	Total	N
Sexe											
Masculin (>=6 ans)	36.2	0.2	50.7	4.7	6.1	0.8	0.9	0.3	0.1	100	1323
Féminin (>=6 ans)	52.7	0.0	41.3	2.2	3.0	0.5	0.3	0.1	0.0	100	1280
Groupe d'âge											
6 - 10 ans	53.1	0.2	46.2	0.4	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	100	649
11 - 14 ans	19.8	0.4	65.1	8.7	6.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100	307
15 - 17 ans	29.5	0.0	52.1	8.3	10.1	0.0	0.0	0.0	0.0	100	243
18 - 24 ans	38.2	0.0	46.9	4.1	7.9	1.2	1.4	0.3	0.0	100	426
25 - 34 ans	53.1	0.0	42.6	1.1	2.0	0.5	0.3	0.2	0.3	100	369
35 - 44 ans	42.1	0.0	42.3	3.9	8.0	2.0	0.9	0.8	0.0	100	258

45 - 54 ans	50.0	0.0	35.5	2.7	6.7	1.0	3.5	0.7	0.0	100	184
55 ans et plus	69.3	0.0	25.5	2.1	1.1	2.0	0.0	0.0	0.0	100	172
6 ans et plus	44.3	0.1	46.1	3.4	4.6	0.7	0.6	0.2	0.1	100	2603
15 ans et plus	45.4	0.0	42.5	3.7	6.1	1.1	1.0	0.3	0.1	100	1644

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Par rapport au sexe, la moitié des hommes ont entamé mais n'ont pas terminé le niveau primaire, tandis que 36% n'ont jamais été à l'école. Quant aux femmes, 53% sont sans instruction et 41% ont le niveau primaire mais incomplet aussi. Ce qui met en exergue un écart entre les genres en défaveur de la population féminine.

En considérant le groupe d'âge, en général, la tendance ci-dessus est maintenue c'est-à-dire que la population est majoritairement partagée entre le niveau d'instruction primaire incomplet et sans instruction. La non fréquentation de l'école affecte surtout les 55 ans et plus (69%) et puis les 6 à 10 ans et ceux qui ont entre 25 et 34 ans avec des taux égaux de 53%. Le niveau d'éducation semble s'améliorer auprès des 11 à 17 ans avec respectivement 9% et 8% d'individus ayant eu terminé le niveau primaire. Certains de ces derniers (10%) ont également entamé le secondaire 1^{er} cycle, et il en est de même pour les 18 à 24 ans et les 35 à 44 ans mais avec des pourcentages moindres. Ceux qui ont terminé ce niveau sont quasiment nuls, tout comme les autres niveaux restant (secondaire 2nd cycle et niveau supérieur).

2.4.2. Scolarisation des enfants

La scolarisation des enfants traite à la fois l'accès à l'éducation des moins de 6 ans et aussi la situation de ceux qui ont entre 6 à 17 ans par rapport à l'éducation.

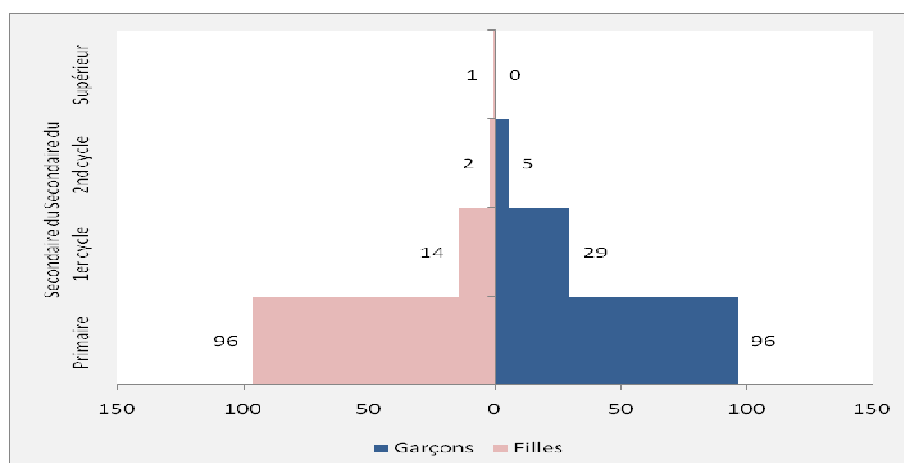
2.4.2.1. Scolarisation des enfants âgés de 6 à 17 ans

Le fait d'apprécier particulièrement la scolarisation des enfants âgés de 6 à 17 ans s'avère important car c'est la tranche d'âge qui correspond à l'âge théorique conçu pour l'éducation du niveau primaire jusqu'à la fin du secondaire second cycle, c'est-à-dire la classe terminale.

Pour faciliter la compréhension, la définition des indicateurs couramment utilisés suivants sont à rappeler :

- Age théorique pour le primaire : 6 à 10 ans
- Age théorique pour le secondaire du premier cycle : 11 à 14 ans
- Age théorique pour le secondaire du second cycle : 15 à 17 ans
- Taux Brut de Scolarisation (TBS) : rapport entre l'effectif de tous les enfants scolarisés au niveau d'un cycle quel que soit leur âge et l'effectif de tous les enfants de la tranche d'âge théorique afférente à ce cycle.
- Taux Net de Scolarisation (TNS) : rapport entre l'effectif des enfants scolarisés au niveau d'un cycle et ayant l'âge standard prévu et l'effectif des enfants de la tranche d'âge théorique y afférente.
- Indice de Parité entre les Sexes (IPS) : rapport entre le TBS des filles et celui des garçons.

Graphique 2.4-1 : Les Taux Bruts de Scolarisation par cycle



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le graphique ci-dessus montre que les TBS par cycle à Vangaindrano sont sensiblement inférieurs aux indicateurs appréciés au niveau national, soit 118% pour le primaire, 44% pour le premier cycle secondaire, 16% pour le second cycle secondaire et 2% pour l'enseignement supérieur¹². En dehors des conditions d'insécurité alimentaire et de la pauvreté, ce constat s'explique aussi par l'enclavement, l'éloignement des établissements scolaires, voire l'indisponibilité des infrastructures au sein du district.

Tableau 2.4-2 : Tableau comparatif par genre de l'accès à l'éducation

		Primaire	Secondaire du premier cycle	Secondaire du second cycle	Supérieur
Garçons	N	338	265	122	186
	TNS	61.9	13.1	0.0	0.0
	TBS	96.1	29.2	5.2	0.0
	scolarisation précoce (%)	1.6	0.4	0.0	0.0
	retard de scolarisation (%)	32.6	15.7	5.2	0.0
Filles	N	298	220	131	175
	TNS	61.4	5.6	0.0	0.0
	TBS	96.3	14.4	2.0	0.6
	scolarisation précoce (%)	5.5	0.0	0.0	0.0
	retard de scolarisation (%)	29.5	8.8	2.0	0.6

¹² EPM 2010

	N	636	485	253	361
	TNS	61.6	9.7	0.0	0.0
	TBS	96.2	22.5	3.6	0.3
Ensemble	scolarisation précoce (%)	3.5	0.2	0.0	0.0
	retard de scolarisation (%)	31.1	12.6	3.6	0.3

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Par ailleurs, au niveau du primaire, une égalité entre les sexes est observée en matière d'accès à l'école. Toutefois, les filles ont moins de chance d'accéder dans les cycles scolaires plus avancés. D'une manière générale, la baisse du taux de scolarisation à mesure que le cycle s'élève laisse entendre des déperditions scolaires importantes, stipulant qu'une fraction non négligeable des enfants quitte l'école de manière précoce, au niveau du primaire. Comme il est évoqué plus haut, ceci est lié à l'éloignement ou à l'indisponibilité d'infrastructures, mais aussi par le besoin de main d'œuvre familiale pour se charger des exploitations agricoles.

A part cela, le TNS se situe à 62% au primaire, 10% au premier cycle et nul au second cycle et au niveau de l'enseignement supérieur. Comme avec les TBS, des écarts négatifs sont aussi observés par rapport à la tendance nationale (73% pour le primaire, 23% pour le premier cycle, 6% pour le second cycle et 1% pour l'enseignement supérieur¹³). L'écart entre les TBS et les TNS se manifeste essentiellement par des retards de scolarisation, sachant que la scolarisation précoce affiche une faible incidence. Ces retards de scolarisation sont surtout imputables à un retard d'entrée à l'école et ce, compte tenu de l'éloignement des établissements scolaires et éventuellement des difficultés d'accès à l'école notamment en période des pluies.

2.4.2.2. Situation des enfants âgés de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif

Le tableau suivant a pour objet de cerner l'accès à l'éducation des individus âgés de 6 à 17 ans et ceci selon le sexe, la tranche d'âge et le niveau de revenu.

Tableau 2.4-3 : Situation des enfants de 6 à 17 ans vis-à-vis du système éducatif

	Scolarisés	Déscolarisés avant	Abandon au cours de 2009-2010	Jamais été scolarisés	Total	N
Sexe						
Masculin	59.8	15.0	0.5	24.8	100	635
Féminin	51.9	18.3	0.3	29.5	100	577
Age						
6 à 10 ans	62.4	4.5	0.7	32.5	100	656
11 à 14 ans	65.1	20.6	0.0	14.3	100	310
15 à 17 ans	27.7	43.7	0.0	28.7	100	246
Niveau de revenu des ménages						
NR < Ar 50 000	53.5	15.3	0.3	30.9	100	324
Ar 50 000 ≤ NR < Ar 100 000	54.8	16.4	0.3	28.6	100	395
Ar 100 000 ≤ NR < Ar 300 000	58.7	16.4	0.6	24.3	100	432

¹³ EPM 2010

	Scolarisés	Déscolarisés avant	Abandon au cours de 2009-2010	Jamais été scolarisés	Total	N
Ar 300 000 ≤ NR < Ar 500 000	54.4	28.2	0.0	17.3	100	46
NR ≥ Ar 500 000	72.6	13.2	0.0	14.2	100	14
Ensemble	56.0	16.5	0.4	27.1	100	1212

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les garçons sont mieux scolarisés que les filles car les taux enregistrés sont respectivement 60% et 52%. Ces dernières sont aussi plus affectées par la non fréquentation de l'école. Le fait de léser les filles par rapport aux garçons peut être lié à des aspects culturels, notamment au fait que les femmes sont faites seulement pour s'occuper de leurs foyers (entre autres les enfants et la cuisine).

En considérant l'âge, l'accès à l'éducation diminue considérablement à partir de 15 ans. Cette situation rejoint le retrait des enfants du système éducatif cité plus haut et confirme également les besoins en mains d'œuvre au sein des exploitations familiales. En effet, à partir de cet âge et en matière de travail physique, les enfants sont censés être aptes à travailler et avec des rendements équivalents à ceux des adultes. L'abandon scolaire au cours de l'année 2009-2010 est quasiment nul. Le niveau de revenu des ménages semble ne pas affecter de manière significative la scolarisation des enfants.

Tableau 2.4-4 : Incidence de la scolarisation des enfants suivant les caractéristiques des ménages

	6 à 10 ans		11 à 14 ans		15 à 17 ans	
	%	N	%	N	%	N
Sexe du chef de ménage						
Masculin	61.3	550	64.1	262	29.1	208
Féminin	68.3	107	66.8	48	18.1	38
Statut matrimonial du chef						
Marié légalement	77.6	65	72.1	29	43.9	21
Marié coutumièrement	58.4	450	61.4	210	24.1	164
Union libre	72.7	18	63.3	11	46.3	13
Séparé / veuf / célibataire	67.6	124	71.8	59	26.4	48
Taille du ménage						
≤ 4	59.8	56	58.8	27	15.6	36
5 – 6	61.9	172	62.8	59	34.6	35
7 et plus	63.0	428	65.6	224	28.4	174
Niveau d'instruction du chef de ménage						
Sans instruction	59.8	573	61.2	248	25.5	213
Primaire incomplet	77.0	61	66.6	39	37.3	22
Secondaire 1er cycle incomplet	91.1	15	96.2	20	27.3	8
Secondaire 2nd cycle incomplet	89.0	7	99.0	3	99.0	3
Niveau de revenu						
Revenu < Ar 50 000	56.9	180	63.8	80	30.3	65

Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	60.1	231	65.8	91	23.0	73
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	67.5	222	65.5	117	29.5	94
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	74.3	19	50.7	19	19.4	9
Revenu ≥ Ar 500 000	99.0	6	82.7	4	28.7	5
Ensemble	62.4	656	64.5	310	27.4	246

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

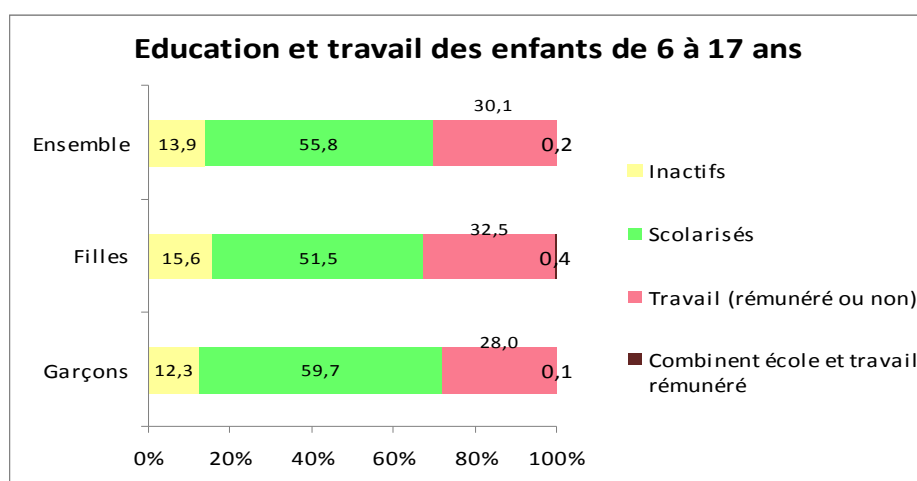
Dans l'ensemble, quelque soit les caractéristiques des chefs de ménages, les enfants sont en majorité scolarisés sauf à partir de 15 ans où le taux de scolarisation diminue à 27%. Le sexe du chef de ménage ainsi que leur statut matrimonial n'expliquent pas cette situation. Quant à la taille des ménages, les enfants de 6 à 14 ans sont plus nombreux à fréquenter l'école au fur et à mesure que le nombre des membres des ménages augmente. Ce qui est contraire à la logique si on raisonne à partir des dépenses engagées par la scolarisation qui est fonction du nombre d'enfants concernés. Par rapport au niveau d'instruction du chef de ménage, on observe son influence positive sur la scolarisation des enfants. Les parents instruits sont en effet plus enclins à éduquer leurs enfants grâce à leur capacité à mieux comprendre l'importance de l'éducation dans la préparation de leur avenir. Cette influence positive est maintenue si on considère le niveau de revenu mais seulement pour les enfants de 6 à 14 ans. Au-delà de cet âge, le niveau de revenu n'affecte pas significativement la scolarisation des enfants.

2.4.2.3. Situation des enfants de 6 à 17 ans vis-à-vis du travail des enfants

Le tableau ci-après relate la situation des enfants âgés de 6 à 17 ans à l'égard du travail, avec les typologies suivantes :

- Scolarisés : ceux qui vont à l'école et n'exercent aucune autre activité rémunératrice ;
- Travail : ceux qui sont hors du système scolaire et qui ont une occupation précise, rémunérée ou non ;
- Ecole et travail : Enfants combinant l'école à d'autres activités lucratives ;
- Inactifs : ceux qui ne sont ni scolarisés, ni dotés d'une occupation précise, rémunérée ou non.

Graphique 2.4-2 : Situation des enfants à l'égard du travail des enfants



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les enfants de 6 à 17 ans sont majoritairement scolarisés comme ils devraient l'être, avec une proportion de 56% dans l'ensemble et on remarque l'avantage des garçons (60% si c'est 51.5% pour les filles). Les inactifs représentent un taux de 12% et on constate une proportion assez élevée de ceux qui sont concernés par le travail (30%) surtout les filles (33%). Ce sont en effet les enfants qui quittent l'école pour pouvoir participer aux activités économiques des ménages à titre de mains d'œuvre. La combinaison de l'école avec le travail est quasiment nulle c'est-à-dire que les enfants de cette tranche d'âge possèdent des statuts bien déterminés : soit ils sont scolarisés soit ils abandonnent l'école pour aider leurs parents, il n'y a pas de statut intermédiaire.

2.4.3. Absence et performance scolaire des enfants

La scolarisation, si elle est effectuée suivant la norme, exige aux élèves un certain degré d'assiduité c'est à dire de la présence effective en classe en dehors des périodes de vacances. Il y a également les évaluations à travers les examens pour pouvoir accéder au niveau supérieur.

2.4.3.1. Absence prolongée

Une absence est dite prolongée quand elle dure 2 semaines sans interruption. C'est l'incidence d'un tel cas que l'on observe dans le tableau ci après.

Tableau 2.4-5 : Incidence de l'absence prolongée pendant au moins 2 semaines

Pourcentage des enfants âgés de 6 à 17 ans déclarés comme absents au cours de 2 semaines sans interruption depuis janvier 2010						
	Garçons		Filles		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
6 à 10 ans	19.8	218	25.0	188	22.2	405
11 à 14 ans	19.4	117	28.8	83	23.3	200
15 à 17 ans	24.4	42	12.1	26	19.7	67
Ensemble	20.2	376	24.9	297	22.3	673

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

L'incidence de l'absence prolongée, pendant au moins 2 semaines, s'avère importante à Vangaindrano en affectant 20% des garçons et 25% des filles. En considérant les tranches d'âge, il y a une très grande différence entre les deux sexes. En effet, les garçons s'absentent surtout d'une manière prolongée à partir de 15 ans. Le contraire est enregistré auprès des filles, car ce genre d'absence affecte plutôt les jeunes enfants de moins de 10 ans et le phénomène s'atténue avec l'âge.

Indépendamment du sexe, les raisons d'absence évoquées par les enquêtés (tableau 3 en annexe) sont par ordre d'importance l'obstacle naturel (73%) suivi mais de loin par l'absence inhabituelle des enseignants (11%). Cette absence des enseignants pourrait être imputée à l'incapacité des parents d'élèves à assumer leurs responsabilités envers eux. Les enseignants ici concernés ne sont pas des fonctionnaires mais qui étaient recrutés pour être à la charge des parents. Ce genre d'enseignants est très fréquent dans les zones reculées non couvertes par les fonctionnaires. Les travaux domestiques ou exploitations familiales ont été cités par une infime proportion, ce qui confirme la thèse avancée précédemment sur la faiblesse de l'incidence des enfants qui combinent travail et école.

2.4.3.2. Performance scolaire

La réussite scolaire se mesure par les résultats de fin d'année scolaire par le biais des passages en classe supérieure, mais surtout par le taux de réussite aux examens officiels tels que CEPE, BEPC et baccalauréat.

Tableau 2.4-6 : Taux de réussite aux examens officiels en 2008 – 2009

	CEPE		BEPC		BAC	
	%	N	%	N	%	N
Ensemble	100.0	45	27.2	5	-	0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le taux de réussite au CEPE est de 100% pour l'année scolaire 2009-2010. L'effort promu par l'Etat depuis 2003 sur l'amélioration des systèmes éducatifs en primaire a produit ses effets. Il s'agit de la mise à priorité par le gouvernement de la politique de l'Education pour tous en vue notamment de l'amélioration qualitative et de l'universalisation du premier cycle fondamental.

2.4.4. Problèmes rencontrés par les ménages en termes de scolarisation

La faiblesse du niveau d'instruction de la population en générale, surtout en milieu rural, suscite l'existence des problèmes liés à la scolarisation. Le cas de Vangaindrano en matière de problèmes rencontrés par les ménages en termes de scolarisation a été appréhendé lors de l'enquête.

Tableau 2.4-7 : Principaux problèmes liés à la scolarisation

Problèmes en termes d'accès à l'éducation	CM Homme		CM Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Manque d'argent pour payer les frais	48.1	257	69.2	64	52.3	321
Manque d'enseignants	61.4	257	53.5	64	59.8	321
Manque d'uniforme, livres, cahiers. ...	63.0	257	71.9	64	64.8	321

Insécurité	15.1	257	9.5	64	14.0	321
Sous-alimentation	69.0	257	71.4	64	69.5	321
Obstacle naturel (ex : montée des eaux)	31.5	257	37.4	64	32.7	321
Manque d'infrastructure	55.8	257	41.5	64	53.0	321
Autre _____	1.1	257	4.9	64	1.9	321
Difficultés d'honorer les frais de scolarité						
Oui	30.5	257	54.4	64	35.3	321
Non	68.0	257	43.6	64	63.1	321
Non concerné	1.5	257	1.9	64	1.6	321
Augmentation des frais de scolarité par rapport à l'année dernière						
Hausse	30.5	257	42.3	64	32.9	321
Baisse	29.3	257	21.5	64	27.7	321
Inchangés	36.9	257	31.5	64	35.8	321
Non concerné	3.3	257	4.7	64	3.6	321

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Parmi les problèmes cités comme relatifs à l'accès à l'éducation, la sous alimentation prévaut en affichant un taux de 70% de ménages l'ayant déclaré. Cette situation prouve que la scolarisation des enfants n'est pas seulement une affaire de fournitures même si le manque en ces dernières n'est mentionné qu'en deuxième lieu (65% des ménages). Ensuite il y a le manque d'enseignant (60%) suivi du manque d'infrastructures (53%) et d'argent pour payer les frais (52%).

En général donc, les principaux problèmes liés à la scolarisation proviennent de l'environnement familial des élèves (situation des parents et des ménages dans lesquels ils vivent) et de la situation de l'enseignement dans leurs fokontany de résidence (disponibilité des infrastructures scolaires et des enseignants).

Toujours à propos des problèmes de la scolarisation et compte tenu du niveau de revenu des ménages (tableau 4 en annexe), on constate que les ménages appartenant aux deux premiers niveaux de revenu se plaignent de la sous alimentation et du manque d'uniforme et de fournitures mais dans des ordres différents. Ces deux problèmes sont également mentionnés par la majorité des ménages ayant les deux niveaux de revenu entre 100 000 et 300 000 Ariary, mais ceux qui ont évoqué le manque d'enseignant et d'argent ne sont pas minimes. Un fait étonnant a été observé auprès des ménages dont le revenu dépasse les 500 000 Ariary. En effet, malgré le niveau de revenu élevé, les principaux problèmes cités par ces ménages sont relatifs à l'argent : 100% se plaignent à l'unanimité du manque d'argent pour payer les frais, 98% du manque de fournitures c'est-à-dire qu'ils ont du mal à en acheter. Une telle situation laisse à supposer que ces ménages sont plutôt habitués à avoir les fournitures et uniformes d'une manière gratuite grâce aux habitudes pendant l'ancien régime. Une fois ces donations suspendues, même ceux qui ont les moyens ont des difficultés par rapport à ces dépenses.

2.5. Activités économiques

Cette thématique a pour objectif d'étudier la situation de la population par rapport aux activités économiques. Il s'agit d'identifier les activités principales, c'est-à-dire celles qui rapportent le plus en matière de revenu et qui occupent également la majorité du temps de travail des concernés.

2.5.1. Activités

Le tableau suivant montre la situation des 15 et plus vis-à-vis de l'activité et les termes suivants sont utilisés à titre de statut d'activité :

- Les inactifs comprennent les étudiants sans aucune activité rémunérée, les femmes au foyer sans aucune activité secondaire, les retraités sans activité secondaire et les enfants pas encore scolarisés et n'ayant aucune autre activité.
- Les actifs occupés comprennent tout individu exerçant une activité économique, les étudiants qui combinent l'école à d'autres activités rémunérées, les femmes au foyer et les retraités ayant une activité secondaire.
- Les actifs non occupés représentent les individus en âge d'être actifs mais qui n'exercent aucune autre activité et sont déclarés inactifs au cours de l'enquête. Ce groupe intègre éventuellement les chômeurs, ainsi que des personnes en incapacité de travailler.
- Population potentiellement **active** : Population âgée de 15 à 64 ans qui travaillent ou qui cherchent un emploi
- Population active **occupée** : Population âgée de 15 à 64 ans qui travaillent
- Population active **inoccupée** (chômeur dans le sens large) : Population qui ne travaille pas et qui est à la recherche d'un emploi
- Population **inactive** : Population qui ne sont pas encore ou ne sont plus sur le marché du travail (étudiants, retraités, handicapés, femmes au foyer...).

Tableau 2.5-1 : Situation des individus âgés de 15 ans et plus vis-à-vis de l'activité

Répartition des membres des ménages âgés de 15 ans et plus suivant leur situation à l'égard de l'activité						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Actifs occupés	89.0	721	91.9	766	90.5	1487
Individus non occupés mais en âge d'être actifs	1.4	12	3.4	28	2.4	40
Inactifs	9.6	78	4.8	40	7.1	117
Ensemble	100.0	810	100.0	834	100.0	1644
Taux d'occupation des individus âgés de 15 ans et plus						90%

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

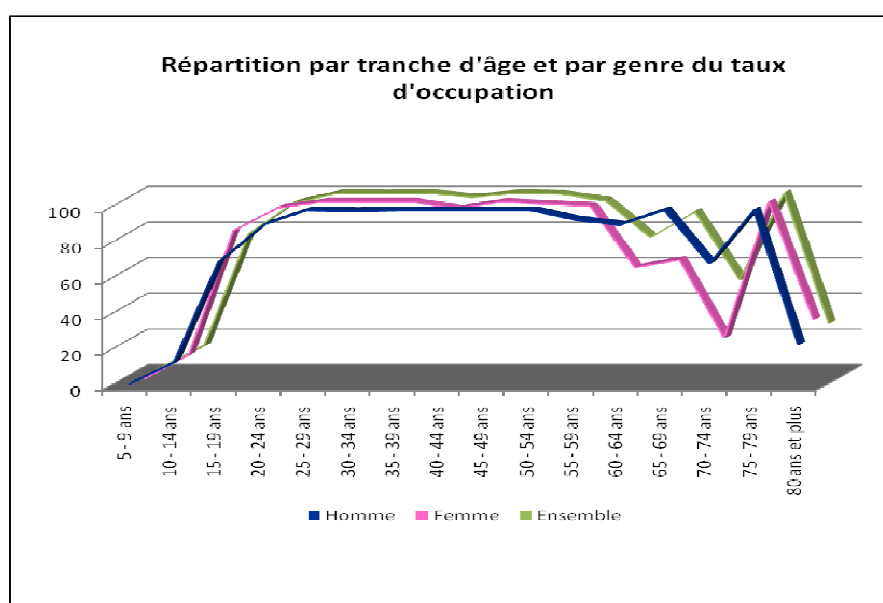
Le taux d'occupation des individus de 15 ans et plus atteint les 90%, c'est-à-dire que presque 9 individus sur 10 possèdent un emploi bien déterminé. Les femmes (92%) sont plus nombreuses à être classées comme actifs occupés que les hommes (89%). La majorité des femmes ne se contentent pas ainsi de s'occuper du foyer et de la famille, mais contribuent en même temps à la rentrée de revenu du ménage. En effet, en milieu rural, il est plus facile pour les femmes d'avoir des activités secondaires outre le fait de s'occuper du foyer. Cette facilité vient de la nature de ces activités qui sont dans la majorité des cas caractérisées par l'agriculture et l'élevage. Les actifs non occupés ne

représentent qu'une infime partie (2%), et le statut inactif touche plutôt les hommes (10% contre 5% pour les femmes).

L'incidence de l'insertion des enfants dans le monde du travail est exprimée par le taux d'occupation de 8% des 6 à 14 ans (tableau 5 en annexe). Mais malgré cela, on peut dire que la plupart des enfants appartenant à cette tranche d'âge ne sont pas encore victimes des besoins en mains d'œuvre au sein de la famille.

Pour ce qui est de la sortie du monde de travail, elle s'avère assez tardive car en général, 68% des individus de plus de 65 ans travaillent encore si la vie active est censée s'arrêter à l'âge de 64 ans. Une autre caractéristique des activités agricole est encore vérifiée ici, il s'agit de leur faculté à offrir à tout âge du travail qui leur convient. Ce qui n'est pas le cas des activités économiques en ville qui, dans la majorité des cas, exigent certains niveaux intellectuels et capacités physiques. Le ratio de dépendance économique enregistré est de 111%, ce qui veut dire que 100 individus travailleurs s'occupent de 111 individus sans emploi.

Graphique 2.5-1 : Répartition par tranche d'âge et par genre du taux d'occupation



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le graphe ci-dessus confirme que la majorité de la population est occupée entre 24 et 70 ans. A partir de cet âge, une importante oscillation est observée, c'est-à-dire que la plupart des individus semblent s'arrêter de s'activer vers leur 70^{ème} année pour reprendre à 75 ans. L'allure de la courbe diminue progressivement à partir de 79 ans, ce qui traduit la logique sur la diminution de la capacité à travailler pour les personnes âgées. La rentrée de la population dans le monde du travail qui commence vers l'âge de 10 à 14 ans est relativement précoce, tandis que la sortie en est très tardive.

2.5.2. Profil du capital humain

Le profil du capital humain informe sur certaines caractéristiques de différents groupes de population tels qu'actifs occupés, actifs inoccupés, etc. De ce fait, l'analyse de ce profil permet d'appréhender situation de la population par rapport au travail.

Tableau 2.5-2 : Profil du capital humain

Répartition des individus de 15 ans et plus par situation vis-à-vis de l'activité selon les caractéristiques sociodémographiques								
	Population active occupée		Population active non occupée		Population inactive		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N	%	N
Groupe d'âge								
15 - 24 ans	37.0	551	14.6	6	93.5	110	40.5	666
25 - 34 ans	24.7	367	1.2	0	0.0	0	22.4	367
35 - 54 ans	29.3	436	1.4	1	2.3	3	26.7	439
55 ans et plus	9.0	134	82.8	33	4.2	5	10.4	172
Niveau d'instruction								
Sans instruction	87.7	1304	88.1	35	72.2	85	86.6	1423
Primaire	9.5	142	7.4	3	13.7	16	9.8	161
Secondaire du 1er cycle	2.0	30	4.5	2	9.8	11	2.6	43
Secondaire du 2nd cycle	0.8	11	0.0	0	4.4	5	1.0	17
Statut matrimonial								
Marié légalement	5.3	78	0.0	0	2.0	2	4.9	81
Marié coutumièrement	55.5	826	24.3	10	4.0	5	51.1	840
Union libre	3.3	49	1.5	1	0.4	0	3.0	50
Célibataire /séparé/veuf	35.9	534	74.2	30	93.6	110	41.0	674
Ensemble	100.0	1487	100.0	40	100.0	117	100.0	1644

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La population inactive atteint un taux maximum de 94% pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans. En se référant à la définition citée en haut, il doit s'agir des jeunes étudiants ou bien ceux qui ne le sont plus mais qui sont en quête de travail. Pour les 55 ans et plus, ils sont à 83% des actifs non occupés. Ce qui s'explique par leur âge qui limite leur capacité à travailler tout en sachant que les activités agricoles demandent des efforts physiques.

Par rapport au niveau d'instruction, les actifs occupés sont à 88% des sans instruction. Mais ceci n'affecte pas leur capacité à travailler et ne rend pas difficile la recherche d'emploi. En effet, en tant que milieu rural, les activités économiques sont censées prédominées par les activités agricoles. Donc, tant que le système de production en matière d'agriculture et d'élevage est encore traditionnel, être actif n'exige aucun niveau scolaire mais plutôt de l'apprentissage à travers les années de pratiques.

2.5.3. Secteur d'activité de la population active

Les différentes activités économiques devraient appartenir à trois principaux secteurs dont primaire, secondaire et tertiaire.

Tableau 2.5-3 : Répartition des individus âgés de 15 ans à 64 ans qui travaillent par secteur d'activité

Répartition des individus âgés de 15 ans à 64 ans qui travaillent par secteur d'activité						
	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Primaire	97.7	668	98.4	742	98.1	1410
Secondaire	0.2	1	0.8	6	0.5	7
Tertiaire	2.2	15	0.8	6	1.4	21
Ensemble	100.0	684	100.0	754	100.0	1438

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La répartition des actifs occupés (de 15 à 64 ans) par secteur d'activité montre que c'est le secteur primaire qui prédomine (98%) comme dans tout milieu rural malgache. En effet, hommes ou femmes, pratiquement tout individu qui travaille appartient à ce secteur qui englobe tous les travaux agricoles tels que l'agriculture, l'élevage, le salariat agricole, éventuellement pêche et gardiennage du bétail. Ensuite, même en faible nombre, le secteur tertiaire qui regroupe les activités commerciales et administratives apparaît également (1%). Il doit s'agir des épiceries et des services de transport qui sont indispensables au bon fonctionnement de la vie quotidienne de la population, surtout pour les fokontany très éloignés des chefs lieux de commune ou de district.

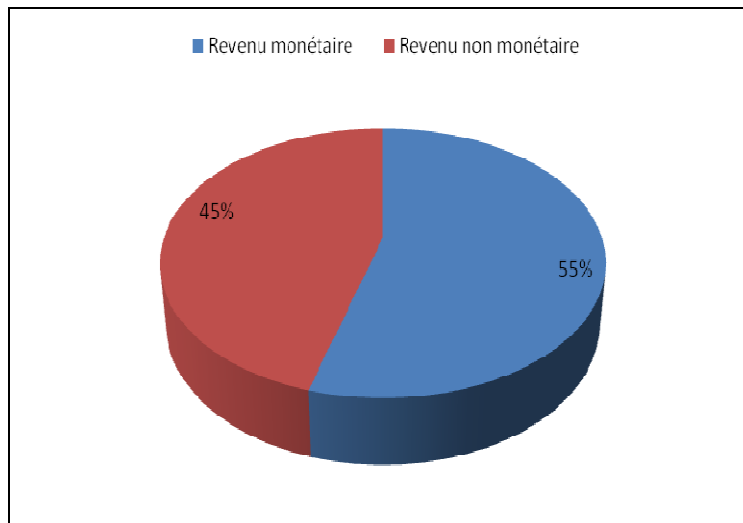
2.6.Revenus des ménages

La thématique « revenus des ménages » a son importance en tant qu'indicateur de pauvreté. La pauvreté qui devient un contexte non seulement régional mais national à Madagascar, mérite effectivement une attention particulière si on veut vraiment instaurer un processus de développement. A cet effet, cette section cherche à analyser le revenu des ménages à travers sa structure et ses caractéristiques. Cette analyse s'avère importante vu le rôle du revenu sur le comportement en général des membres de ménages, entre autres l'accès aux soins et la sécurité alimentaire.

2.6.1. Structure du revenu

L'étude de la structure du revenu consiste à identifier l'origine prédominante entre « monétaire » et « non monétaire ». Le revenu monétaire consiste à l'ensemble des revenus engendrés par les activités hors exploitations agricoles, les exploitations agricoles (vente du riz, vente des produits d'élevage, etc.), la vente des bétails, la décapitalisation des biens et le transfert d'argent. Tandis que le revenu non monétaire est engendré par l'autoconsommation (riz, autres cultures, animaux, produits d'élevage) et le transfert non monétaire.

Graphique 2.6-1 : Structure du revenu



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En termes de structure, le revenu des ménages à Vangaindrano est constitué en majeure partie (55%) par le revenu monétaire. Les 45% restant consistent au revenu non monétaire.

En ce qui concerne les sources ou composition du revenu, le tableau suivant montre celles qui rapportent le plus.

Tableau 2.6-1 : Source ou composition du revenu total (monétaire/non monétaire)

Revenu des activités hors exploitation agricole	21.3
Revenu provenant de la vente du riz	1.1
Revenu provenant de la vente des autres cultures	19.8
Revenu provenant de la vente des volailles	1.7
Revenu provenant de la vente des produits d'élevage	0
Revenu provenant de la décapitalisation des biens	3.2
Revenu provenant de la vente de bétails	6
Revenu de transfert en argent	1.4
Autoconsommation en riz	15.4
Autoconsommation en d'autres cultures	25.4
Autoconsommation des animaux	2.2
Autoconsommation en produits d'élevage	0.1
Revenu de transfert non monétaire	2.4
Total	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Par rapport au total du revenu, les compositions les plus importantes, celles qui rapportent le plus, sont par ordre d'importance l'autoconsommation en d'autres cultures (25%), le revenu des activités hors exploitation agricole (21%) et le revenu provenant de la vente des autres cultures (20%). Le revenu par la vente du riz est presque nul (1%), ce qui paraît normal du fait que le riz constitue

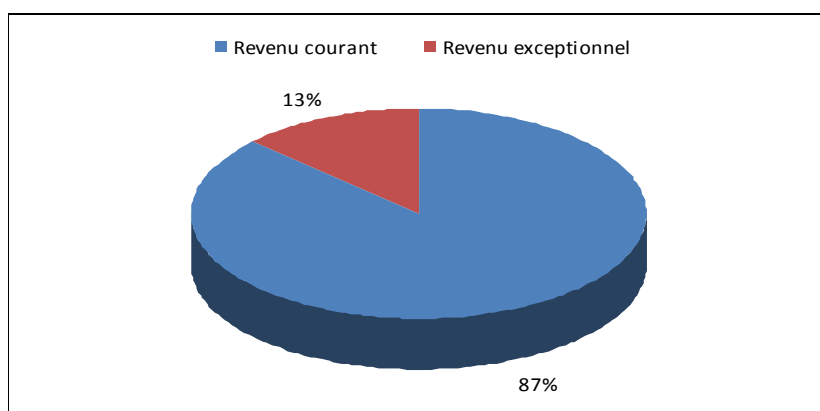
l'aliment de base donc la production assure la subsistance. De ce fait, l'autoconsommation en riz représente les 15% du total.

2.6.2 Caractéristique du revenu

Le revenu des ménages est caractérisé par le revenu courant et le revenu exceptionnel comme le montre le graphe suivant.

Le revenu courant consiste à celui qui est engendré par les activités économiques des ménages telles que les activités hors exploitation agricole, la vente et l'autoconsommation des produits agricoles et d'élevage. Quant au revenu exceptionnel, il provient de la décapitalisation des biens, de la vente de bétails et des éventuels transferts (en argent ou non monétaire).

Graphique 2.6-2 : Caractéristique du revenu



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le revenu des ménages à Vangaindrano est prédominé par le revenu courant avec un taux de 87% et 13% de revenu exceptionnel.

Cette situation des ménages par rapport au revenu semble logique car en principe, c'est le revenu courant qui devrait satisfaire les principaux besoins des ménages grâce à leurs activités habituelles qui les occupent quotidiennement. Le revenu exceptionnel, comme son nom l'indique est censé réservé aux exceptions comme le besoin urgent en liquide en cas de maladie par exemple. L'incidence des décapitalisations et ventes de bétails indique certaines difficultés rencontrées par les ménages et qu'ils n'ont pas pu résoudre par d'autres moyens.

Le niveau du revenu courant pourrait être également fonction des caractéristiques sociodémographiques des ménages.

Tableau 2.6-2 : Niveau de revenu des ménages selon les caractéristiques sociodémographique (en Ariary)

Répartition des ménages suivant le niveau de revenu (Ar) et les caractéristiques sociodémographiques												
	NR<50 000		50 000<NR<100.000		100.000<NR<300.000		300.000<NR<500.000		NR>500.000		Total	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Sexe du CM												
		11										
Masculin	26.4	4	32.7	141	35.3	153	4.5	20	1.0	5	100	433
Féminin	59.2	55	27.9	26	12.9	12	0.0	0	0.0	0	100	92
Statut matrimonial du CM												
Marié légalement	20.6	8	29.8	12	44.8	18	4.8	2	0.0	0	100	40
Marié coutumièrement	25.5	90	34.0	120	35.5	125	4.2	15	0.9	3	100	353
Union libre	22.1	4	25.5	5	36.7	7	9.1	2	6.7	1	100	19
Séparé / veuf / célibataire	59.2	66	27.0	30	12.8	14	1.0	1	0.0	0	100	112
Taille du ménage												
<= 4	41.5	66	22.1	35	30.2	48	6.0	10	0.3	1	100	160
5 - 6	38.9	57	34.3	50	24.8	36	2.0	3	0.0	0	100	146
7 et plus	21.0	46	37.3	82	36.6	80	3.3	7	1.8	4	100	219
Niveau d'éducation du chef de ménage												
Sans instruction	37.6	83	34.8	77	24.2	53	2.7	6	0.8	2	100	221
Primaire	27.9	71	31.6	81	37.1	95	3.0	8	0.3	1	100	255
Secondaire 1er cycle	33.2	12	25.9	10	29.4	11	9.9	4	1.8	1	100	37
Secondaire 2nd cycle	21.2	2	0.0	0	51.6	6	15.8	2	11.4	1	100	11
Supérieur	0.0	0	0.0	0	0.0	0	100.0	1	0.0	0	100	1
Ensemble	32.2	9	31.8	167	31.4	165	3.7	20	0.9	5	100	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Une proportion importante de 64% des ménages ruraux de Vangaindrano possède un niveau de revenu inférieur à 100 000 Ariary par mois. D'une manière générale, les taux des ménages concernés diminuent au fur et à mesure que le niveau de revenu augmente. Et il est constaté que les ménages dirigés par des femmes sont plus enclins à avoir le revenu le plus faible, c'est-à-dire inférieur à 50 000 Ariary (59% contre 26.4% pour ceux régis par un homme). Par rapport à la taille des ménages, les ménages avec 7 individus et plus sont moins nombreux à appartenir à la classe la plus défavorisée et plus nombreux à avoir du revenu entre 100 000 et 300 000 Ariary. Une plus de disponibilité de mains d'œuvre, qui contribuent à l'amélioration du revenu, au sein de ces ménages peut expliquer cette situation. L'influence positive du niveau d'instruction du chef de ménage sur le niveau de revenu ne semble pas évidente. Ce qui confirme que les activités principales de la population qui génèrent le

revenu courant concernent l'agriculture et l'élevage. Il s'agit d'une technique de production traditionnelle donc c'est la durée de pratique qui importe mais non pas le niveau d'instruction.

Tableau 2.6-3 : Niveau de revenu des ménages pendant les 30 derniers jours (en Ariary)

Niveau du revenu pendant les 30 derniers jours en Ariary						
	Moyenne	Médiane	Min	Max	% ménages	N
Niveau du revenu global par tête par ménage	135 018	83 052	4 500	14 400 000	100,0	525
Niveau du revenu courant par tête par ménage	118 475	74 462	1 467	14 400 000	99,0	520

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En moyenne, le revenu global (l'ensemble du revenu) par tête par ménage est de 135 018 Ariary tandis que le revenu courant est de 118 475 Ariary. Pour les deux types de revenu mentionnés, on constate des grandes différences entre le minimum et le maximum. Ce qui indique une différence des conditions de vie des ménages (et celles des individus qui les composent) dans le district même s'ils évoluent dans un même contexte.

2.7. Dépenses des ménages

Comme le revenu, les dépenses constituent également un agrégat qui a souvent servi pour analyser la pauvreté. En effet, cette variable permet d'apprécier la capacité des ménages à consommer et à satisfaire ses différents besoins, aussi bien de subsistance, d'investissement ou d'exploitation,.... La présente section est destinée à présenter la structure et les caractéristiques des dépenses des ménages au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. Par la suite, elle traitera spécifiquement le cas des dépenses alimentaires.

2.7.1. Structure des dépenses totales

Comme pour le revenu, la structure des dépenses des ménages ruraux se démarque par l'existence de la composante non monétaire, laquelle est évaluée sur la base des autoconsommations en cultures diverses, en animaux et en produits de l'élevage. Les productions vivrières sont avant tout destinées à l'autoconsommation.

Tableau 2.7-1 : Structure des dépenses totales

Catégories de dépenses	%
Autoconsommations	52.7
Dépenses non monétaires	52.7
Dépenses en PPN alimentaires	21.7
Dépenses en PPN non alimentaires	5.2
Autres dépenses courantes	9.0
Dépenses d'exploitation	2.8
Dépenses d'investissement	3.6
Dépenses non monétaires	49.5
Dépenses totales	100

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

D'une manière générale, le niveau de revenu influence les dépenses des ménages. La prépondérance des autoconsommations au sein des dépenses globales (53%) laisse entendre que pour rationaliser, les ménages essaient de dépendre essentiellement des productions vivrières pour satisfaire les besoins en nourriture. Toutefois, en ce début de la soudure, certains ne peuvent se passer d'acheter des aliments, étant donné que les stocks à leur disponibilité ont déjà tendance à s'épuiser. Parmi les dépenses monétaires, l'achat des PPN alimentaires est encore priorisé et représente 22% des dépenses totales. Il s'agit de l'achat de riz et d'autres aliments amortisseurs, ainsi que de l'achat d'aliments d'accompagnement et de produits d'usage courant comme le sel, le sucre, l'huile alimentaire, ... En tout alors, les dépenses alimentaires s'élèvent jusqu'à près des ¼ des dépenses totales des ménages. C'est donc dire que les dépenses de subsistance absorbent la plus grande part des dépenses effectuées. Les autres formes de dépenses seront alors sujettes à des restrictions, vu que les priorités ont dû être focalisées au niveau de l'alimentation.

Après les dépenses alimentaires viennent les autres dépenses courantes qui représentent 13% des dépenses globales. Dans cette rubrique, les dépenses en santé, les obligations sociales et les charges liées à la scolarisation sont les principales dépenses enregistrées, affichant respectivement des parts de 18%, 16% et 17% dans la catégorie des dépenses courantes non alimentaires.

Enfin, l'achat des PPN non alimentaires, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement n'occupent que des parts assez faibles au sein des dépenses globales, avec respectivement 6%, 3% et 4%. Les charges d'exploitation portent essentiellement sur la riziculture, notamment à travers l'entraide au moment de la récolte de la contresaison ou le coût de la main d'œuvre salariale chargée du labour en vue des préparatifs de la prochaine grande saison. Quant aux dépenses d'investissement, il s'agit principalement de l'achat de bétail ou de parcelles. La structure détaillée des dépenses est donnée en annexe, tableau 6.

2.7.2. Les dépenses courantes non alimentaires

Le tableau ci-après indique les caractéristiques des dépenses courantes non alimentaires au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête. L'achat de produits d'hygiène dont essentiellement le savon a touché presque la totalité des ménages, des dépenses qui s'élèvent en moyenne à Ariary 1 402 pour représenter 14% des dépenses courantes non alimentaires. Ensuite, environ 3 ménages sur 4 ont dû payer pour l'éclairage. Les foyers utilisent généralement le pétrole lampant puisque les sites d'enquêtes ne sont pas encore électrifiés. En moyenne, l'éclairage occupe 16% du groupe de dépenses analysées ici et les coûts y afférents dépassent Ariary 1 500 pour la moitié des ménages concernés. Par ailleurs, le recours au tabac ou à l'alcool représente un fait courant en milieu rural. Ce type de besoin induit des dépenses auprès de plus de 6 ménages sur 10 et le cas échéant, les dépenses y afférentes représentent à peu près le quart des charges courantes extra- alimentaires.

D'un autre point de vue, les trois principales charges d'envergure sociale ont touché au moins 3 ménages sur 10. En effet, le secteur de la santé, de l'éducation et les obligations sociales ont affiché des dépenses monétaires pour respectivement 35%, 30% et 49% des ménages. Les obligations sociales revêtent une importance sociale particulière en milieu rural et ce, dans ce sens où elles permettent de renforcer les liens sociaux et la solidarité en cas d'évènements spécifiques comme le mariage, la naissance, le décès, ... Les dépenses en santé sont généralement imprévues et portent sur les frais de consultation ou le prix des médicaments dont le ménage avait besoin. Quant aux frais scolaires, la collecte de données s'est coïncidée avec la période de rentrée pour l'année scolaire

2010-2011. Par conséquent, c'est la période pour les ménages abritant des enfants scolarisés d'acquiescer les effets scolaires dont les élèves auront besoin, ainsi que d'honorer les frais de scolarité en ce début d'année scolaire. En moyenne, les dépenses mensuelles s'élèvent à Ariary 7 175 pour la santé, Ariary 8 722 pour l'éducation et Ariary 4 848 pour les obligations sociales.

Enfin, certains postes budgétaires sont conçus comme superflus et affectent une proportion assez faible de ménages. Entre autres, la communication téléphonique et le transport ne concernent que 3% des ménages au plus. Quant aux combustibles, les ménages en ont quotidiennement besoin mais ayant recours à la cueillette de bois de chauffe, ce type de besoin n'engendre pas de coût majeur au niveau des charges courantes des ménages. Seuls 3% des ménages ont affiché des dépenses en combustibles au cours des 30 derniers jours. En tout cas, le recours aux énergies plus modernes n'est pratiquement pas à la portée des bourses des ménages qui auront à gérer de façon optimale leur budget suffisamment limité.

Tableau 2.7-2 : Caractéristiques des principales dépenses courantes non alimentaires (en Ariary)

Rubrique de dépenses	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	Part dans les dépenses non alimentaires (%)	Ménages concernés (%)
Tabac, alcool	200	45 000	3 000	3 536	25.2	61.5
Savon et produits d'hygiène	100	16 000	1 000	1 402	13.5	98.3
Transport	6 000	60 000	16 000	20 332	42.8	3.0
Combustible	1 200	30 000	6 000	8 876	19.8	2.9
Eclairage	100	15 000	1 500	2 000	16.4	75.8
Téléphone (crédits appels)	1 200	10 000	4 000	3 964	9.8	2.3
Santé	200	80 000	2 900	7 175	24.5	35.4
Education	200	120 000	3 500	8 722	25.8	30.1
Obligations sociales	100	200 000	1 200	4 848	16.8	48.8

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

2.7.3. Part des dépenses alimentaires par rapport au revenu

Il est assez courant d'analyser les conditions de vie à travers l'étude de la part du revenu consacré aux besoins alimentaires. A priori, la situation des ménages se détériore à mesure que ce ratio s'élève. Pour l'analyse qui suit, il importe de préciser que les dépenses considérées représentent les dépenses alimentaires totales qui consistent en la somme des évaluations monétaires des autoconsommations et des achats de denrées alimentaires. Quant au revenu, il s'agit du revenu courant (revenu des exploitations et autres activités génératrices de revenu) sachant que cette composante peut être considérée comme du revenu permanent si l'on fait abstraction des aléas climatiques.

Tableau 2.7-3 : Répartition des ménages suivant la part des dépenses par rapport au revenu, et selon les caractéristiques sociodémographiques

Part des revenus (en %) consacrés aux dépenses alimentaires					
	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	N
Sexe du CM					
Masculin	12.5	952.8	78.5	94.2	430
Féminin	2.5	538.4	91.7	114.5	90
Statut matrimonial du CM					
Marié légalement	26.6	204.4	95.7	94.9	40
Marié coutumièrement	12.5	952.8	76.9	93.8	351
Union libre	20.8	151.2	61.6	70.1	19
Séparé / veuf / célibataire	2.5	538.4	95.1	117.1	109
Taille du ménage					
<= 4	11.1	496.5	82.6	90.4	158
5 – 6	2.5	672.5	85.9	109.1	143
7 et plus	12.5	952.8	78.0	96.5	219
Niveau d'éducation du chef de ménage					
Sans instruction	2.5	952.8	85.8	102.3	221
Primaire	13.9	672.5	77.6	93.7	253
Secondaire 1er cycle	12.5	510.7	79.4	106.7	36
Secondaire 2nd cycle	16.9	496.8	53.1	89.7	10
Supérieur	18.0	18.0	18.0	18.0	1
Niveau de revenu des ménages					
NR<50.000 Ar	2.5	952.8	113.9	155.9	164
50.000<NR<100.000	17.3	204.4	80.5	82.9	167
100.000<NR<300.000	11.1	136.9	51.4	56.2	165
300.000<NR<500.000	14.1	115.3	34.6	42.8	20
NR>500.000	12.5	100.0	22.1	40.6	5
Ensemble	2.5	952.8	81.4	98.2	520

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les résultats s'annoncent peu encourageants à travers le gonflement très marqué de la part du revenu consacrée à l'alimentation. En effet, en moyenne, le revenu courant arrive à peine à couvrir les dépenses alimentaires. Pour la moitié des ménages, ce poste budgétaire requiert plus de 81% du revenu. Or, comme il est évoqué plus haut, les ménages auront besoin entre autres de produits d'éclairage et d'hygiène, de médicaments, d'effets scolaires, en dehors des besoins alimentaires. Les obligations sociales sont par ailleurs incontournables. Lorsque les charges de subsistance pèsent aussi lourdement dans les ressources du ménage, des sacrifices devraient être entrepris au niveau des autres besoins jugés moins prioritaires.

Il a été même constaté que le présent ratio excède les 100% pour plus de 1 ménage sur 3 (37%), une proportion qualifiée de non négligeable pour une telle vulnérabilité. Dans ce cas, les ménages devraient recourir au revenu exceptionnel, éventuellement via les transferts venant d'autres ménages ou la décapitalisation. En cette phase transitoire vers la soudure, le taux de ménages affectés par la décapitalisation s'est encore avéré faible, soit 3% pour la vente de zébus, 2% pour la vente de porcs et 3% pour la vente de parcelles. Quant aux transferts, 7% des ménages ont reçu au

cours des 30 jours ayant précédé l'enquête de l'argent qui a été destiné à l'achat de PPN. Les transferts en nourriture ont, par contre, affiché une incidence plus importante. En effet, 39% des ménages ont reçu d'autres ménages des denrées alimentaires affectées à l'autoconsommation, notamment du riz, du paddy, du manioc ou autres aliments. Il est à rappeler que les transferts sont capitalisés dans le revenu en tant que revenu exceptionnel.

Les analyses ont permis de vérifier l'influence des caractéristiques sociodémographiques sur les dépenses des ménages. Comme profil des ménages les plus lésés, il s'agit des ménages dirigés par une femme (115%), ceux dont le chef n'est pas avec un conjoint (117%), ceux dont le chef n'a jamais eu accès à l'éducation (102%) et ceux à revenus plus bas (156%). En revanche, il a été appréhendé que les ménages de plus petite taille en soient plus épargnés. Ce qui permet de supposer que le nombre de bouches à nourrir influencerait à la hausse les dépenses alimentaires. Effectivement, la part des dépenses alimentaires par rapport au revenu est en moyenne de 90% chez les ménages constitués d'au plus 4 individus.

2.7.4. Profil des ménages selon les quintiles de dépenses alimentaires

Ce paragraphe cherche à catégoriser les ménages suivant le niveau des dépenses totales en alimentation au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête et la consommation alimentaire au cours des 7 derniers jours. Il a été convenu de distribuer les ménages suivant les quintiles des dépenses alimentaires par tête afin d'éliminer les effets de structure au sein des ménages. Ce qui a amené à la typologie suivante :

- 20% des ménages ayant affiché des dépenses alimentaires par tête de moins d'Ariary 5 273 ;
- 20% des ménages faisant l'objet de dépenses alimentaires par tête étalées entre Ariary 5 273 et Ariary 7784;
- 20% des ménages ayant enregistré de dépenses alimentaires par tête situées entre Ariary 7 784 et Ariary 10 874;
- 20% des ménages à dépenses alimentaires par tête comprises entre Ariary 10 874 et Ariary 15 565 ;
- 20% des ménages ayant des dépenses alimentaires dépassant Ariary 15 565.

Le tableau ci-après illustre, pour chaque quintile de dépenses alimentaires par tête, le profil des ménages, ainsi que les tendances de la consommation alimentaire. Une première attention est portée sur la faiblesse des niveaux de dépenses. En effet, pour le cas du premier quintile, les dépenses alimentaires par tête sont en dessous d'Ariary 5 273, soit moins d'Ariary 176 par personne par jour. C'est pour dire que les dépenses affectées à la nourriture sont très faibles par rapport aux prix à la consommation. En effet, le prix au kilo du riz blanc s'étale entre Ariary 525 et Ariary 1 330 selon le site au moment de l'enquête tandis que celui du manioc frais avoisine souvent Ariary 200. Ce

qui traduit que les ménages doivent rationner de façon considérable au niveau de la consommation alimentaire.

Généralement, il a été constaté que le riz a dû être substitué à des aliments amortisseurs en ce début de la période de soudure. Même pour certains ménages du quintile le plus favorisé, le riz en tant qu'aliment de base ne se consomme pas chaque jour. Le manioc frais, suivi de la pomme de jacque constituent les denrées de substitution les plus recourues. A travers les analyses de la consommation alimentaire par quintile, il a été observé que la diversification s'intensifie relativement au fur et à mesure que les dépenses allouées à la nourriture s'élève. En effet, la ration alimentaire se réduit au strict minimum au sein du quintile le plus lésé, marquée par une alternance du riz avec le manioc frais ou le fruit du jacquier, et fréquemment avec des brèdes en accompagnement. En revanche, à partir du quatrième quintile, la consommation alimentaire s'étend de manière plus importante aux légumineuses, à la patate douce, à la viande et même éventuellement aux produits halieutiques. Les ménages peuvent se permettre de consommer du café, du sucre et de l'huile alimentaire.

Tableau 2.7-4 : Profil des ménages selon les dépenses alimentaires par tête et la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête

Quintiles des dépenses	Caractéristiques des ménages	Consommation alimentaire
D < 5273	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage relativement élevé de ménages dirigés par une femme (23%) • Forte proportion des ménages dirigés par des personnes mariées coutumièrement (69%) et incidence plus importante des ménages dirigés par une personne sans conjoint (26%) • Proportion maximale des ménages de grande taille (64%) • Plus forte proportion des chefs de ménages n'ayant jamais été à l'école (51%) et pourcentage élevé des chefs ayant un niveau d'éducation primaire (45%) • Proportion maximale des ménages à plus faibles revenus (52% avec moins d'Ariary 50000) 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation de riz pouvant atteindre jusqu'à 7 jours • Consommation presque quotidienne des principaux aliments de substitution dont le manioc frais et le fruit de jacquier, et de brèdes en tant qu'aliment d'accompagnement • Faible consommation de fruits et autres légumes, de viande et prise quasiment inexistante de laitage • Présence de la consommation de « Via », la racine aquatique sauvage recourue à défaut de nourriture
5273 ≤ D < 7784	<ul style="list-style-type: none"> • Plus forte incidence des ménages dirigés par une femme (23%) • Forte proportion des ménages régis par un mariage coutumier (64%) • Prépondérance des ménages de grande taille (56%) • Prédominance des ménages dirigés par un individu sans 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation presque quotidienne de riz • Forte consommation des principaux aliments de substitution (manioc frais et fruit de jacquier) • Recours assez fréquent à la patate douce, à des fruits et légumes (brèdes

	<p>instruction (46%) et proportion non négligeable des chefs ayant un niveau primaire (41%).</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau de revenu généralement plus faible (44% de moins d'Ariary 50000 et 34% entre Ariary 50000 et Ariary 100000) 	<p>et banane)</p> <ul style="list-style-type: none"> Faible consommation de légumineuses (voatsororoka), de viande et de poisson et très peu de laitage Faible consommation d'huile alimentaire, de café et de sucre, et éventuellement substitution du sucre à la canne à sucre
--	---	--

Quintiles des dépenses	Caractéristiques des ménages	Consommation alimentaire
7784 ≤ D < 10874	<ul style="list-style-type: none"> Prépondérance des ménages dirigés par un homme (79%) Prépondérance des ménages dirigés par des personnes mariés coutumièrement (70%) et pourcentage assez important de ménages ayant à la tête un chef sans conjoint (26%) Prépondérance des ménages de plus grande taille (46%) Plus forte proportion des chefs ayant un niveau primaire (53%) et incidence non négligeable des chefs sans instruction (41%) Pourcentage assez important des ménages à revenus intermédiaires (29% entre Ariary 50000 et Ariary 100000 et 29% à revenus compris entre 100000 et 300000 Ariary) 	<ul style="list-style-type: none"> Consommation quotidienne des principaux aliments consistants (riz, manioc sec, fruit de jacquier, fruit à pain), et recours moins fréquent à d'autres tubercules (patate douce) Consommation assez importante de légumineuses (voatsororoka), de fruits et légumes (brèdes, banane) Consommation relativement plus remarquable de viande et de poisson mais absence de produits laitiers Consommation relativement plus importante d'huile alimentaire, de sucre, de café, de canne à sucre pour remplacer le sucre
10874 ≤ D < 15565	<ul style="list-style-type: none"> Prédominance des ménages dirigés par un homme (88%) Proportion maximale des ménages régis par le mariage coutumier (70%) Prépondérance des ménages de taille moyenne (37%) Prédominance des chefs ayant un niveau d'éducation primaire (53%) et incidence relativement élevée des chefs ayant un niveau d'instruction secondaire (10%) Pourcentage assez important des ménages à revenus intermédiaires (39% entre Ariary 50000 et Ariary 100000 et 35% à revenus compris entre 100000 et 300000 Ariary) 	<ul style="list-style-type: none"> Consommation de riz alternée avec d'autres aliments de substitution comme le manioc frais, la patate douce, la pomme de jacque et le fruit à pain Consommation plus importante de légumineuses (voatsororoka et haricot sec), de viande (zébu, porc, poulet) et du poisson frais Consommation non significative de laitage Recours assez important aux PPN usuels comme le sucre, l'huile alimentaire, le café ; éventuellement substitution du sucre à la canne à sucre

Quintiles des dépenses	Caractéristiques des ménages	Consommation alimentaire
D ≥ 15565	<ul style="list-style-type: none"> • Incidence maximale des ménages dirigés par un homme (88%) • Proportion maximale des ménages dirigés par un chef marié civilement (13%) mais prédominance des ménages ayant à leur tête un individu marié coutumièrement (64%) • Plus forte incidence des ménages de petite taille (62%) • Niveau d'instruction relativement plus élevé (10% des chefs avec un niveau secondaire du premier cycle, 2 avec un niveau du second cycle et 1% avec un niveau d'enseignement supérieur) • Forte incidence des ménages à revenus plus élevés (respectivement 54%, 12% et 2% des ménages pour chacune des 3 classes plus aisées) 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation de riz alternée avec d'autres aliments de substitution comme le manioc frais, la patate douce, la pomme de jacque et le fruit à pain • Consommation plus importante de légumineuses (voatsororoka et haricot sec), de fruits et légumes (brèdes, tomate, oignon, ciboulette, banane) • Légère diversification de la consommation de viande (zébu, porc et poulet), et de produits halieutiques (poisson frais, crevettes fraîches, crabe, et « patsa » sec) • Consommation non significative de laitage • Recours assez important aux PPN courants comme le sucre, le café, l'huile alimentaire ; éventuellement substitution du sucre à la canne à sucre.

2.8.Sécurité alimentaire

Cette section se veut analyser la situation des ménages en termes de sécurité alimentaire. Afin de cerner au mieux cet aspect, le profil de consommation alimentaire ou Food Consumption Score élaboré par le PAM a été évalué. Il est à mentionner que cet indicateur de référence initié par le PAM est aussi calculé avec les enquêtes Mc RAM en milieu urbain ; ceci permet éventuellement de comparer les situations en milieu rural et urbain en termes de consommation alimentaire. Mais en outre, il y a également lieu d'apprécier le niveau de diversification alimentaire, la fréquence de consommation, la quantité consommée, le nombre de repas journaliers ainsi que les principales sources des aliments.

2.8.1. Le profil de consommation alimentaire

Un module de consommation alimentaire a été intégré dans le questionnaire afin de disposer des données sur la diversification alimentaire, la fréquence de consommation des aliments ainsi que la quantité consommée au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête. Ces données ont permis de calculer le score de la consommation alimentaire ou Food Consumption Score (FCS). En fait, conformément à la valeur nutritionnelle des aliments, un poids est assigné à chaque groupe d'aliments consommés¹⁴. Pour chaque ménage, le FCS est obtenu par la somme des produits de la

¹⁴ Poids attribués aux groupes d'aliments : riz, céréales et racines (2), Haricot et légumineuses (3), fruits et légumes (1), lait et produits laitiers (4), Sucre, huile (0,5), viande et poisson (4)

fréquence de consommation de chaque aliment au cours des 7 derniers jours et du poids attribué à celui-ci. Le FCS permet de répartir les ménages en 3 catégories définies par la typologie suivante :

- Consommation alimentaire « pauvre » (FCS \leq 21).

Les données d'enquêtes informent que pour cette catégorie, le riz ne se consomme pas tous les jours (au maximum 4 jours) et les principaux aliments de substitution sont constitués par le manioc frais et le fruit du jacquier ou pomme de jacque qui font généralement partie de la ration de tous les jours. Eventuellement, la banane est prise chaque jour mais la consommation de denrées d'origine animale telles que la viande, le poisson et le laitage s'avère non significative.

- Consommation alimentaire « limite » ou « modérée » ($21 \leq$ FCS \leq 35).

La consommation alimentaire est marquée par une alternance du riz et du manioc frais, avec des fréquences relativement variées mais généralement tous les jours. Les brèdes se consomment plus fréquemment, et une légère diversification alimentaire est appréhendée à travers la consommation de patate douce, de banane et de fruit de jacquier.

- Consommation alimentaire « bonne » ou « acceptable » (FCS $>$ 35).

La diversification de la nourriture affiche une plus grande ampleur. L'aliment de base qu'est le riz est pris chaque jour, lequel est souvent substitué au manioc frais pour certains repas de la journée pendant 7 jours sur 7. Les principaux groupes d'aliments ont été presque représentés dans la ration, notamment la patate douce comme autre type de tubercules, le « voatsororoka » en tant que légumineuses, les brèdes, banane, fruit de jacquier et fruit à pain en tant que fruits et légumes, ainsi que la viande et le poisson frais. Les ménages consomment plus les PPN usuels comme le sucre, l'huile alimentaire. Le café se consomme chaque jour et éventuellement, la canne à sucre est recourue pour substituer au sucre.

Il a été constaté qu'environ 2 ménages sur 3 présentent un FCS bon, signifiant ainsi qu'ils ont un niveau acceptable de diversification alimentaire selon les critères du PAM. Par contre, 6% des ménages font l'objet d'une étendue de diversification alimentaire insuffisante, avec un FCS jugé pauvre. Plus de 1 ménage sur 4 s'inscrit parmi ceux dont la diversification alimentaire est qualifiée de modérée ou limite. Toutefois, il faut faire attention parce que même si la diversification alimentaire est estimée acceptable, les principaux groupes d'aliments ont été présents dans la ration mais à l'intérieur même de ces groupes, la variété des aliments peut être limitée, soit par l'insuffisance des moyens pour s'en procurer, soit par l'indisponibilité d'un plus large éventail d'aliments au niveau local.

Tableau 2.8-1 : Répartition des ménages selon le FCS et les caractéristiques sociodémographiques

	FCS Pauvre	FCS Limite	FCS Bon	%	N
Sexe du CM					
Masculin	5.0	25.3	69.7	100	433
Féminin	8.9	32.8	58.4	100	92
Statut matrimonial du CM					
Marié légalement	6.9	21.9	71.2	100	40
Marié coutumièrement	4.2	25.5	70.3	100	353
Union libre	9.0	14.4	76.6	100	19
Séparé / veuf / célibataire	9.4	33.6	57.1	100	112
Polygame ou partenaire					

Taille du ménage	6.3	22.3	71.4	100	160
<= 4	7.8	27.7	64.6	100	146
5 – 6	3.9	28.9	67.2	100	219
7 et plus					
Niveau d'éducation	9.1	27.7	63.2	100	221
Sans instruction	3.3	27.0	69.7	100	255
Primaire	0.0	24.0	76.0	100	37
Secondaire 1er cycle	11.0	5.3	83.7	100	11
Secondaire 2nd cycle	0.0	0.0	100.0		1
Niveau de revenu des ménages					
NR<50 000 Ar	10.4	35.7	53.9	100	169
50 000<NR<100.000	4.0	27.2	68.7	100	167
100.000<NR<300.000	3.4	19.1	77.6	100	165
300.000<500.000	0.0	11.8	88.2	100	20
NR>500.000	0.0	0.0	100.0	100	5
Ensemble	5.7	26.6	67.7	100	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

D'un point de vue global, l'influence des variables sociodémographiques usuelles sur le niveau du FCS est vérifiée. D'abord, l'écart sur l'aspect genre en défaveur des femmes qui caractérise la région est dans le cas présent réitéré. En effet, les ménages dirigés par une femme ont plus de chance d'avoir un pauvre FCS que ceux du type standard en enregistrant des taux respectifs de 9% et 5%. A part cela, le profil des ménages les plus défavorisés (FCS pauvre) est caractérisé par une prédominance des ménages dont le chef ne vit pas avec un conjoint (9%) et n'a jamais eu accès à l'éducation (9%), ainsi que par une plus forte proportion des ménages de plus petite taille (6% chez les ménages constitués de moins de 5 individus et 8% chez ceux composés de 5 ou 6 personnes) et une incidence plus importante de ménages moins aisés avec un revenu en dessous d'Ariary 50 000 (10%).

2.8.2. Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments

La consommation alimentaire est tributaire de la disponibilité en aliments au niveau local, ainsi que des moyens permettant de s'en procurer en cas de recours à l'achat. Les déclarations des ménages sur la consommation alimentaire au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête révèlent une diversification alimentaire assez limitée. Afin de cerner au mieux la situation alimentaire, la consommation par unité de consommation selon l'échelle d'équivalence préconisée par l'OCDE a été prise en compte¹⁵. Ceci permet de prendre en compte de l'effet de l'âge des membres des ménages sur la consommation.

Le riz constitue l'aliment de base au niveau local alors que sa consommation n'affecte pas l'intégralité des ménages mais seulement les 87%. En cette période où la soudure est en train de commencer, une partie des ménages est déjà contrainte de renoncer à l'aliment de base et de le substituer à des aliments amortisseurs pour cause d'insuffisance des moyens. Des rationnements sont également ressentis puisque les ménages concernés n'en consomment en moyenne que 5.2 jours sur 7. Pour la moitié des ménages concernés, la consommation de riz par unité de

¹⁵ Echelle d'équivalence selon l'OCDE pour le calcul de l'unité de consommation : 1 pour le premier adulte, 0.5 pour les autres adultes, 0.5 pour les enfants de 14 ans et plus et 0.3 pour les enfants de moins de 14 ans

consommation par semaine est de 1 226 g, soit près de 175 g par unité de consommation par jour. En moyenne, cela vaut environ 1 594 g par unité de consommation par semaine.

En raison du manque de moyens, les ménages alternent souvent la consommation du riz avec d'autres aliments qui sont plus faciles d'accès. Le manioc frais et le fruit du jacquier sont les principaux aliments de substitution rencontrés sur place, dont la consommation touche respectivement 88% et 70% des ménages. La moitié des ménages concernés prend le manioc chaque jour tandis que la fréquence médiane de consommation est de 5 jours pour la pomme de jacque. Etant disponible au niveau local, le fruit du jacquier est souvent mangé cru mais à défaut d'aliment pendant la soudure, le fruit encore vert est mangé cuit. La quantité médiane consommée par unité de consommation par semaine est estimée à 5 556 g pour le manioc et 4 375 g pour le fruit du jacquier. A part cela, la patate douce et le fruit à pain représentent également des aliments amortisseurs non négligeables même si leur consommation n'affecte que des proportions relativement moins élevées de ménages, soit 50% pour la patate douce et 23% pour le fruit à pain. Chacune de ces denrées est souvent prise 4 jours et 3 jours sur 7, avec une consommation moyenne respective de 4 377 g et 3 435 g par semaine par unité de consommation chez les ménages concernés.

Par ailleurs, d'autres aliments caractérisent aussi la ration alimentaire, en l'occurrence les variétés de brèdes dont la consommation concerne la quasi-totalité des ménages pour en moyenne 4.9 jours. Presque la moitié des ménages se nourrit également de la banane, en moyenne 2.9 jours sur 7 avec une consommation par unité de consommation de 238 g par jour. D'une manière générale, la consommation de légumineuses se réduit essentiellement au voatsororoka, denrée recourue par 23% des ménages. La moitié des ménages concernés en mange 4 jours sur 7 avec une quantité de 85g par jour par unité de consommation. Puis, la consommation du poisson frais affecte près de 1 ménage sur 5, surtout ceux localisés sur le littoral. En moyenne, le poisson frais est pris en 2.1 jours sur 7 avec une quantité par unité de consommation de 580 g par semaine.

Pour ce qui est des produits d'usage courant, le sel se consomme tous les jours pour presque la totalité des ménages. Par contre, le sucre représente un bien de luxe que seul 1 ménage sur 5 peut se permettre d'en consommer, en moyenne pour 6.1 jours. Il en est de même pour l'huile alimentaire qui affecte 1 ménage sur 3 pour en moyenne 3.9 jours sur 7. Il a été constaté que la canne à sucre est recourue par 22% des ménages et ce, en moyenne 6.2 jours sur 7 pour substituer au sucre dans certains cas.

Tableau 2.8-2 : Fréquence de la consommation alimentaire (en nombre de jours au cours de la semaine ayant précédé l'enquête)

Aliments	Fréquence (nb de jours)		Consommation par uc (g/uc/semaine)		N	% ménages
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane		
Céréales						
Riz	5.2	7.0	15 93.7	12 25.7	455	86.7
Tubercules						
Manioc frais	5.7	7.0	7 109.5	5 555.6	461	87.8
Patate douce	4.1	4.0	4 376.8	3 333.3	262	49.9
Légumineuses						

Voatsororoka	3.7	4.0	795.1	595.2	123	23.4
Fruits et légumes						
Brèdes	4.9	5.0	1 098.9	952.4	478	91.0
Banane	2.9	2.0	2 307.5	1 666.7	249	47.4
Jacquier	4.7	5.0	5 678.4	4 375.0	367	69.9
Fruit à pain	3.1	3.0	3 435.4	2 857.1	121	23.0
Poisson et viande						
Poisson frais	2.1	2.0	579.8	434.8	107	20.4
PPN d'usage courant						
Huile alimentaire (cl/uc/semaine)	3.9	3.0	16.8	2.9	173	33.0
Sel	6.8	7.0	131.0	104.2	506	96.4
Sucre	6.1	7.0	92.5	83.3	110	21.0
Canne à sucre	6.2	7.0	2 374.7	1 714.3	116	22.1

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

2.8.3. Le type d'aliment de base

Le tableau ci-après évoque le type d'aliment de base pris au cours des trois principaux repas pendant le jour ayant précédé l'entrevue. A cet égard, la vulnérabilité alimentaire commence à être appréhendée dès cette saison en début de soudure. En effet, le riz, en tant qu'aliment de base, n'est pas pris au cours des 3 principaux repas de la journée pour la grande majorité des ménages. Les ruraux ont l'habitude de prioriser le repas du soir, sachant qu'y renoncer serait une véritable privation alimentaire. C'est pour cela que plus de 1 ménage sur 2 profite du riz au dîner. A défaut de cet aliment, 28% des ménages se rabattent sur le manioc frais tandis que 11% ont plutôt recours à la pomme de jacque pour le dîner.

En période de soudure, le rôle des aliments amortisseurs transparait à travers la substitution de l'aliment de base. Au matin et à midi, environ 1 ménage sur 2 devra se nourrir du manioc frais. Puis, la pomme de jacque sert de repas de matin et de midi chez les ménages pour lesquels il faut rationaliser la consommation rizicole, avec des proportions respectives de 21% et 25%. Mais le recours à la patate douce n'est pas non négligeable, tant que cette denrée est aussi localement disponible. Elle est consommée par 13% des ménages au petit déjeuner et par 12% au déjeuner.

Il est à souligner qu'à ce stade où la soudure commence à affliger la communauté locale, une fraction assez infime de ménages se trouve déjà dans l'obligation de sauter de repas, soit 2% pour le petit déjeuner et 4% pour le déjeuner. Le dîner est toujours considéré comme plus important et fait l'objet de moins de sacrifice.

Tableau 2.8-3 : Répartition des ménages selon le type d'aliment de base pendant le jour ayant précédé l'enquête (N=525)

	Petit déjeuner	Déjeuner	Dîner
Riz	7.9	3.9	53.5
Maïs sec	0.0	0.0	0.1
Manioc frais	50.5	49.0	27.7
manioc sec	1.8	2.2	0.8
Patate douce	12.9	12.1	3.6
Brèdes	0.0	0.0	0.2

Banane	1.4	2.1	1.8
Jacquier	21.2	24.5	10.9
Fruit à pain	1.6	2.1	1.1
Thé	0.3	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.2
Beignet	0.1	0.0	0.0
Canne à sucre	0.1	0.0	0.0
Rien	2.3	4.1	0.1
Total	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Toujours sur le plan alimentaire, il a été demandé aux répondants d'évoquer le nombre de repas pris la veille de l'enquête pour les enfants de moins de 6 ans, pour les enfants de 6 à 12 ans et pour les individus âgés de plus de 12 ans. D'une manière générale, des similarités ont été constatées pour les trois catégories de population et il n'y a donc pas d'écart majeur à ce sujet. En effet, dans les 3 cas, le nombre moyen repas est de 2.9 tandis que la médiane est de 3. La faible incidence des sauts de repas est quand même reflétée au niveau du nombre moyen.

2.8.4. Situation des stocks en aliments de base et origine des aliments consommés

On peut avancer que les retombées néfastes du passage du cyclone Hubert en mars 2010 qui n'a pas manqué de compromettre les exploitations agricoles sont palpables à travers l'étude des stocks à disponibilité des ménages. L'avènement de la soudure est, en effet, justifié par l'amenuisement du pourcentage de ménages disposant de stocks d'aliment de base, et surtout par le recours à l'achat des principales denrées nécessaires. En effet, si 92% des ménages sont des exploitants rizicoles, seuls 16% sont encore dotés de stocks de riz au moment de l'enquête et ce, avec une couverture alimentaire assez faible de ces stocks qui est de 1.1 mois.

En revanche, le manioc représente la denrée qui est encore disponible en stock pour la plupart des ménages. En effet, environ 6 ménages sur 10 ont à leur disposition cet aliment en stocks, mais lesquels ne vont plus assurer que 2 mois de consommation pour la moitié des ménages concernés. A part cela, 1 ménage sur 3 possède encore de la patate douce qui en moyenne, pourra subvenir à 1.3 mois de consommation. Par ailleurs, d'autres denrées dont essentiellement le voatsororoka sont aussi disponibles en stocks étant donné que la culture en est adaptée aux conditions climatiques et pédologiques locales. Ces autres formes de stocks sont disponibles au sein de 18% des ménages pour lesquels 1 mois de consommation est encore assurée. Enfin, la disponibilité de stocks de maïs et de pomme de terre s'est avérée très faible au moment de l'enquête étant donné que ces denrées ne sont généralement pas cultivées au niveau local.

Par conséquent, compte tenu de cette faible situation des stocks, il est compréhensible que les ménages soient confrontés à un tel avancement de la période de soudure, une situation qui est principalement expliquée par les dégâts engendrés par la saison cyclonique de 2010.

Tableau 2.8-4 : Estimation de la durée des stocks (en mois)

	% Ménages ayant des stocks	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Riz	16.4	1.1	1	0	6	86
Manioc	59.4	2.1	2	0	12	312
Maïs	0.6	0.9	1	0	3	3
Patate douce	33.3	1.3	1	0	5	175
Autre	0.8	1.5	2	0	2	4

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

A part la situation des stocks, l'étude de l'origine des aliments peut aussi aider à mieux comprendre la situation des ménages en termes d'accès aux aliments. Comme stipulé dans le tableau suivant qui montre la principale source des aliments pris au cours des 7 jours ayant précédé l'enquête, un peu moins de 2 ménages sur 3 (62%) se sont déjà mis à acheter du riz en ce début de la soudure. Parallèlement, le taux de ménages achetant les autres aliments amortisseurs n'est point négligeable, soit 22% pour le manioc et 24% pour le voatsororoka. Compte tenu du faible revenu qui implique l'insuffisance des moyens, le recours à l'achat implique naturellement des rationnements et restrictions au niveau de la quantité à acheter. Mais cette situation explique également la stratégie de substitution de l'aliment de base à d'autres denrées plus disponibles ou plus accessibles.

Par contre, pour le cas des denrées encore disponibles en stocks, en l'occurrence le manioc et le voatsororoka, le rôle des stocks met en exergue les caractéristiques de l'économie de subsistance où les exploitations cherchent d'abord à procurer les aliments dont les ménages auront besoin. A cet égard, la consommation de ces aliments provient des fruits des exploitations pour 64% des ménages pour le manioc et 71% pour le voatsororoka. De même, les autres aliments amortisseurs comme la pomme de jacque et la banane proviennent de la production pour respectivement 82% et 75% des ménages. Il en est également ainsi pour le cas de certains aliments d'accompagnement comme les brèdes qui sont issues du jardin potager pour 64% des ménages.

Par ailleurs, la disponibilité des ressources halieutiques constitue un atout pour les ménages localisés au niveau du littoral. Ainsi, 6 ménages sur 10 qui se nourrissent du poisson frais en disposent par le biais de la pratique de la pêche. Enfin, en ce qui concerne les PPN usuels (sels, huile alimentaire, sucre, café,...), ces produits sont généralement achetés. Il a été remarqué que les ménages préfèrent le plus souvent les magasins principaux aux petites échoppes pour faire des achats. Les prix sont, en effet, plus abordables au niveau de ces épiceries relativement plus grandes.

Tableau 2.8-5 : Principales sources des aliments (%)

	Riz	Manioc frais	Voatsororoka	Brèdes	Banane	Jacquier	Poisson frais	Huile alimentaire	Sel	Café
Propre production / jardin	20.7	64.3	70.9	64.1	74.9	82.0	1.3	0.9	0.0	53.5
Vivre contre travail (VCT)	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.6	0.0	0.0
Dons des proches / des voisins	1.5	1.4	0.8	6.5	3.6	7.6	1.8	1.0	0.1	3.3
Achat dans un magasin principal	62.2	22.1	23.6	4.2	10.4	1.0	15.1	95.0	96.1	38.5
aide alimentaire (organisme)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0
Achat dans échoppes sur la route	15.0	11.8	4.8	3.5	6.6	1.8	21.0	1.5	3.4	4.7
Chasse/Pêche/Collecte	0.0	0.0	0.0	18.3	4.5	5.8	60.8	0.0	0.0	0.0
Mendicité	0.1	0.1	0.0	3.4	0.0	1.8	0.0	0.0	0.2	0.0
Aliments déjà préparés et achetés à l'extérieur	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
N	455	461	123	478	249	367	91	148	506	215
% ménages concernés	86.7	87.8	23.4	91.0	47.4	69.9	17.3	28.2	96.4	41.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

2.8.5. Perceptions sur la situation alimentaire actuelle

Il a été demandé aux répondants d'évoquer leurs perceptions subjectives sur la situation alimentaire au sein des ménages au moment de l'enquête. Les réponses obtenues ne se sont pas avérées enthousiastes, témoignant ainsi de l'avènement assez précoce de la période de soudure. En effet, plus de 1 ménage sur 2 (52%) estime vivre dans une mauvaise situation alimentaire, en l'occurrence de par les restrictions en termes de quantité et de diversification, ainsi que de l'incapacité à consommer régulièrement l'aliment de base. Une proportion assez importante (18%) déclare même affronter une très mauvaise situation alimentaire. Il s'agit de la catégorie des ménages pour lesquels les restrictions s'avèrent beaucoup plus flagrantes car les moyens sont vraiment insuffisants. En revanche, plus de 1 ménage sur 4 (27%) pense avoir une situation alimentaire qualifiée de moyenne. Une infime frange de répondants a évoqué des réponses encourageantes puisque 5% ont dit vivre dans une bonne voire très bonne situation alimentaire.

2.9. Agriculture

La thématique agriculture traite à la fois la riziculture, les autres cultures que le riz et l'élevage qui constituent les principales activités économiques de la majorité des ménages.

2.9.1 Les autres cultures que le riz

A part le riz, les ménages pratiquent d'autres types de cultures qui jouent des rôles importants aussi bien pour la subsistance que le revenu.

2.9.1.1. Le niveau de diversification agricole

Ce chapitre informe sur les types de cultures pratiquées par les ménages à Vangaindrano avec les quantités produites.

Tableau 2.9-1 : Le niveau de diversification agricole

Types de cultures	% des ménages pratiquants	Production en kg			
		Moyenne	Médiane	Min	Max
Manioc	84	260	180	10	8 000
Café	42	41	20	2	400
Canne à sucre	19	135	80	7	1 500
Patate douce	48	151	100	1	800
Banane	46	100	80	4	1 008
Brèdes	16	30	15	3	300
Fruit à pain	23	228	180	10	1 200
Jacquier	63	238	150	20	2 000
Voatsororoka	20	21	20	1	80

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

A titre de diversification agricole, les ménages pratiquent 9 autres cultures que le riz. Mais ceux qui semblent les plus importants, en étant pratiqués par plus de 40% des ménages sont par ordre d'importance : le manioc (84%), le jacquier (63%), la patate douce (48%), la banane (46%) et le café (42%).

En termes de production, c'est la production moyenne par ménage de manioc qui est la plus élevée (260 kg). Mais cette quantité ne permet pas une classification car le poids de chaque produit est différent. L'écart enregistré entre la quantité produite maximum et minimum est très important, pour tout type de culture, mais le manioc représente encore une particularité en affichant une quantité minimum de 10 kg et un maximum de 8 000 kg. Ce qui est imputable entre autres à la différence des superficies cultivées, à la qualité des sols mais aussi aux éventuels aléas climatiques qui touchent certaines communes tout en épargnant les autres.

2.9.1.2. La commercialisation des produits agricoles autres que le riz

La commercialisation consiste à identifier l'importance des ménages concernés par la vente, la part commercialisée par type de culture, les prix de vente et le flux de commercialisation.

Tableau 2.9-2 : Commercialisation des produits agricoles autres que le riz au cours des 30 derniers jours qui précèdent l'enquête

Types de cultures	% vendeurs	N	Quantité moyenne vendue (kg)	Part commercialisée (%)	Prix de vente unitaire (en Ariary)			
					Moyenne	Médiane	Min	Max
Manioc	12.1	439	66.2	15.6	268	200	70	500
Café	62.0	221	26.8	65.7	1 893	2 000	800	2 500
Canne à sucre	15.7	102	189.5	52.8	164	100	100	500
Patate douce	3.9	254	64.2	21.6	230	200	100	300
Banane	8.2	243	49.2	39.5	326	300	200	700

Brèdes	8.3	84	49.4	45.4	224	200	150	400
Fruit à pain	2.5	121	57.9	9.5	277	300	150	400
Jacquier	1.8	332	24.8	14.6	96	100	50	100
Voatsoroka	3.8	105	8.3	40.2	389	400	200	600

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La commercialisation de ces produits agricoles au cours des 30 derniers jours avant l'enquête a été aussi appréhendée. Et cela a permis de constater que seulement une faible partie des ménages producteurs vendent leurs produits, sauf pour le café qui atteint 62%. Il s'agit en effet d'une culture de rente qui est censée être destinée principalement à la vente à titre de source de revenu. Contrairement aux cultures vivrières qui devraient assurer en premier lieu l'autosubsistance.

La part commercialisée suit cette tendance sauf pour les brèdes qui sont vendues à 45% vu qu'il ne s'agit pas d'un aliment que l'on consomme à grande quantité, mais seulement pour accompagner le riz dans la majorité des cas. En ce qui concerne le prix de vente, en fonction des produits, le prix maximum varie entre 2 à 8 fois du prix minimum. Une telle variation laisse à supposer que, outre les saisons qui imposent la loi de l'offre et de la demande, les ménages producteurs ne sont pas en position de force dans la fixation des prix.

2.9.1.3. Le flux de la commercialisation

Le flux de commercialisation informe sur les principaux débouchés qui sont fonction des produits concernés. Dans le tableau suivant, on a considéré seulement 2 types de cultures qui sont les plus vendues à savoir le manioc et le café.

Tableau 2.9-3 : Le flux de la commercialisation

Types de cultures	Destinations principales
Manioc	- Vente directe aux ménages du Fokontany (22.9%) - Vente de détail du voisinage (30.0%) - Vente au marché de la ville la plus proche (44.4%)
Café	- Vente aux commerçants du voisinage (9,3%) - Vente aux collecteurs (16.1%) - Vente au marché de la ville la plus proche (57.8%)

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le marché de la ville la plus proche constitue le principal débouché du manioc et du café. Mais d'autres flux comme la vente directe aux ménages du fokontany, aux commerçants du voisinage et au collecteurs (seulement pour le café) ont été aussi cités mais avec des proportions plus faibles.

Pour le café, en tant que culture de rente, le flux enregistré exprime l'absence d'une relation directe entre producteurs et les acteurs prépondérants d'une filière tels que les opérateurs d'exportation. Il s'agit en effet d'une situation classique de la majorité des producteurs malgaches pour différentes raisons :

- Le manque de professionnalisme qui limite leur ouverture aux grands marchés nationaux et internationaux

- La faiblesse de la production aussi bien quantitative que qualitative, et qui fait que les produits ne sont compétitifs aux marchés.

En ce qui concerne le manioc, on constate que la vente est caractérisée par une relation directe entre producteurs et consommateurs mais avec différents flux d'écoulement. Ce qui exprime la volonté des producteurs à obtenir le maximum de bénéfice en éliminant les intermédiaires. Néanmoins, leur ouverture aux marchés se limite à celui de la ville la plus proche. Ce qui sous entend une difficulté en matière de transport en termes de coûts et/ou de moyens.

2.9.2. La riziculture

La culture du riz joue un rôle primordial dans la vie malgache. En effet, cette denrée représente l'aliment de base de la population, assurant plus de la moitié de la ration malgache (sauf dans quelques districts du sud)¹⁶. Ainsi, il a été jugé pertinent d'appréhender la situation des ménages par rapport à la riziculture.

2.9.2.1. La production en riz suivant les saisons

La culture de riz se pratique en 3 saisons bien différentes à savoir : la saison principale, la riziculture en contre saison et la saison intermédiaire. Les riziculteurs profitent ainsi de chaque opportunité offerte par le climat de la région pour produire du riz, et dont la production suivant chaque saison est exprimée dans le tableau ci après.

Tableau 2.9-4 : La production rizicole par ménage suivant les saisons

	Unité	Saison principale			Contre-saison			Saison intermédiaire		
		Moyenne	Médiane	N	Moyenne	Médiane	N	Moyenne	Médiane	N
Production	Kilo	254.0	180	467	175.6	150	38	145.0	145	2
Surface cultivée	Are	46.6	33	467	42.3	32	38	20.0	20	2
Nombre de parcelle	Nombre	1.7	1	467	1.2	1	38	1.0	1	2
Rendement	T / ha	0.7	0.6	467	0.7	0.6	38	0.7	0.7	2

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La quantité de production par ménage qui correspond à la saison principale est la plus élevée parmi les 3 saisons de culture. Les moyennes de ces dites quantités sont les suivantes par ordre d'importance : 254 kg pour la saison principale, 176 kg pour la contre saison et 145 kg pour la saison intermédiaire. Ce qui est logique car les conditions climatiques sont optimum à la riziculture pendant cette saison. Mais outre le climat, il y a également le rétrécissement des surfaces cultivées pour les deux autres saisons. Un rétrécissement qui est imputable à l'indisponibilité de certaines superficies suivant leur emplacement, entre autre les bas-fonds qui sont inondés en période pluie. Et il est évident que le nombre de parcelle par ménage et le rendement obtenu diminuent en fonction des superficies cultivées.

¹⁶Riziculture à Madagascar selon le lien "sciencesvieterre.free.fr/Dossiers/.../riz.htm"

Il est à noter que ce ne sont pas tous les ménages ayant pratiqué la contre saison qui sont présentés ci-dessus. En effet, il y a d'autres ménages qui ne sont pas enregistrés car ils ont eu leur récolte avant la période de l'enquête. En principe, la période de récolte en contre saison est de novembre-décembre avec des exceptions jusqu'au mois de février. Concernant la saison principale, des impacts éventuels du passage du cyclone Hubert au mois de mars 2010 sur la production enregistrée sont probables. Pour une analyse plus approfondie, le rendement de la grande saison a été appréhendé selon les caractéristiques sociodémographiques des ménages riziculteurs concernés.

Tableau 2.9-5 : Le rendement de la grande saison

Caractéristiques du ménage	Rendement de la grande saison (Tonne à l'hectare)				
	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Sexe du CM					
Masculin	0.7	0.7	0.0	6.0	384
Féminin	0.6	0.5	0.0	3.9	83
Statut matrimonial du CM					
Marié légalement	0.7	0.7	0.0	1.7	33
Marié coutumièrement	0.7	0.6	0.0	6.0	318
Union libre	1.0	0.8	0.2	2.2	21
Séparé / veuf / célibataire	0.6	0.5	0.0	3.9	95
Taille du ménage					
<= 4	0.6	0.6	0.0	3.9	124
5 - 6	0.7	0.6	0.0	2.5	132
7 et plus	0.7	0.7	0.0	6.0	211
Niveau d'éducation					
Sans instruction	0.7	0.7	0.0	3.9	193
Primaire	0.7	0.6	0.0	1.7	230
Secondaire 1er cycle	0.8	0.6	0.0	6.0	36
Secondaire 2nd cycle	0.9	0.8	0.5	1.7	8
Niveau de revenu des ménages					
NR<50 000 Ar	0.6	0.5	0.0	3.9	156
50 000<NR<100.000	0.7	0.7	0.0	6.0	138
100.000<NR<300.000	0.7	0.7	0.0	2.2	150
300.000<500.000	0.8	0.7	0.0	1.7	18
NR>500.000	0.9	0.6	0.3	2.2	5
Ensemble	0.7	0.6	0.0	6.0	467

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Dans l'ensemble, le rendement minimum équivaut à 0 t/ha. Ce qui indique qu'il y a des moments où les ménages n'obtiennent rien. La raison principale est le passage de cyclone car il faut noter que Vangaindrano fait partie des zones cycloniques à Madagascar. La forte pluie entraîne l'inondation des cultures pendant une certaine durée, ce qui fait qu'aucune production n'est plus à espérer.

Le sexe du chef de ménage ne représente pas un facteur explicatif du rendement. Une différence significative est quand même observée mais seulement au niveau du rendement maximum : 6 t/ha contre 3.9 t/ha pour les ménages dirigés par des femmes. L'influence positive du niveau de revenu sur le rendement est observée. Une telle situation est imputable à la disponibilité des moyens pour faire des investissements tels que l'utilisation d'engrais et/ou de semences améliorées.

Les éventuelles variations des surfaces cultivées selon les caractéristiques des ménages ont été appréhendées et dont les résultats sont présentés ci après.

Tableau 2.9-6 : Les surfaces cultivées selon les caractéristiques des ménages

Caractéristiques du ménage	Surface cultivée par ménage (ares)				
	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Sexe du CM					
Masculin	48.7	33	2	700	384
Féminin	32.0	24	1	180	83
Statut matrimonial du CM					
Marié légalement	45.4	36	6	120	33
Marié coutumièrement	49.5	33	2	700	318
Union libre	48.1	33	9	180	21
Séparé / veuf / célibataire	32.6	24	1	180	95
Taille du ménage					
<= 4	53.0	30	1	700	124
5 - 6	38.8	30	3	138	132
7 et plus	45.7	33	2	288	211
Niveau d'éducation					
Sans instruction	38.3	30	1	178	193
Primaire	51.3	33	2	700	230
Secondaire 1er cycle	49.3	39	2	180	36
Secondaire 2nd cycle	50.4	39	15	105	8
Niveau de revenu des ménages					
NR<50 000 Ar	40.9	22	1	700	156
50 000<NR<100.000	45.8	33	2	291	138
100.000<NR<300.000	47.9	38	4	180	150
300.000<500.000	49.8	50	9	105	18
NR>500.000	115.8	87	29	288	5
Ensemble	45.7	33	1	700	467

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Il est constaté que les ménages ayant des hommes comme chefs possèdent des superficies plus vastes que ceux dirigés par une femme. Selon la culture malgache, en matière de succession, les terres reviennent le plus souvent aux fils. Et comme on a déjà mentionné auparavant, les femmes ne deviennent chefs qu'en cas de veuvage ou de séparation. Des tels cas peuvent engendrer des partages des parcelles cultivées soit entre mère et fils (en cas de veuvage), soit entre les époux en cas de divorce. Ce qui pourrait expliquer, même en partie, la faiblesse des surfaces cultivées par les ménages matriarcaux.

Par rapport au statut matrimonial des chefs et toujours en matière de surfaces cultivées, ce sont les séparé(e)s/veuf(ve)s/célibataires qui sont les plus démunis. Ce qui confirme la thèse à propos du partage des terres.

La taille des ménages et le niveau d’instruction des chefs n’expliquent pas la variation des surfaces cultivées par les ménages. Par contre, on constate que plus le niveau d’instruction des chefs augmente, plus les superficies sont vastes (en moyenne, ça varie de 41 ares pour les plus défavorisés à 116 ares pour ceux qui ont de revenu supérieur à 500 000 Ariary). L’acquisition de terres par le biais de l’achat est très probable, et ceci grâce à la disponibilité du moyen financier.

2.9.2.2. La technique culturale

Les techniques de culture à Madagascar, pour tout type de culture y compris la riziculture sont dans la majorité des cas encore prédominées par les techniques traditionnelles. Et ceci malgré le bon nombre d’innovations qui sont déjà disponibles auprès des techniciens et dont les vulgarisations ont déjà commencé depuis une décennie si on ne cite que le SRI. L’adoption de ces dites innovations est encore très faible et elle s’observe en majorité dans les sites pilotes qui ont bénéficié des encadrements aussi bien techniques que financiers et matériels aussi.

Le cas de Vangaindrano va être étudié à travers le tableau ci après.

Tableau 2.9-7 : Les problèmes rencontrés et les techniques de culture adoptées

Répartition des parcelles par ménage selon les problèmes rencontrés et les techniques de culture adoptées			
	Moyenne	Médiane	N
Proportion des rizières par ménage ayant des problèmes d'irrigation	86.2	100	467
Proportion des parcelles sur lesquels les ménages utilisent de l'engrais	2.2	0	467
Proportion des parcelles pour lesquels les semences utilisées proviennent de la dernière récolte	85.7	100	467
Proportion des parcelles où les semences utilisées sont traditionnelles	99.1	100	467
Proportion des parcelles sur lesquels la technique de repiquage en foule a été pratiquée	83.8	100	467
Proportion des parcelles sur lesquels la technique de culture en piquet a été pratiquée	14.0	0	467

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En riziculture, c’est le problème relatif à l’irrigation qui prédomine avec une proportion moyenne de 86% de rizières concernées par ménage. Un tel problème provient dans la majorité des cas du

manque d'eau donc de la faiblesse de la pluviométrie. Mais pour un district de la région Atsimo Atsinanana comme Vangaindrano, qui appartient au type tropical humide et chaud et dont la pluviométrie varie de 1000 à 2000 mm de pluie par an¹⁷, l'origine du problème d'irrigation doit être forcément autre chose que la faiblesse de la pluviométrie. En effet, même si le manque d'eau est à écarter, un problème d'irrigation peut avoir lieu faute de barrage et de canaux d'irrigation. C'est la gestion de l'eau qui est ainsi la source du problème. Il est possible que ces infrastructures n'existent pas ou sont insuffisantes. Mais même si elles existent, des éventuelles destructions à cause des cyclones ne sont pas non plus à écarter.

L'utilisation de l'engrais est très rare car elle touche seulement en moyenne 2% des parcelles par ménage. Deux raisons peuvent l'expliquer, soit la qualité des sols est très adaptée à la culture de riz donc l'utilisation d'engrais n'est pas nécessaire, soit l'engrais pourrait bien influencer positivement le rendement mais c'est le moyen auprès des producteurs pour s'en procurer qui pose de problème.

En matière de semences, l'utilisation des semences améliorées semblent ne pas encore adoptée par les riziculteurs car les semences utilisées sont soit traditionnelles (pour 99% des parcelles) soit tirées de la dernière récolte (86%). Il est évident que le prix des semences améliorées est plus élevé par rapport aux autres, donc, outre le problème financier, l'inutilisation de ces semences peut être imputée à leur absence sur le marché. Mais l'absence ou le manque de sensibilisation concernant les avantages des semences améliorées n'est pas non plus à écarter. De ce fait, les riziculteurs sont réticent quant à l'investissement y afférent.

La technique de repiquage a été aussi mentionnée, et d'après les chiffres enregistrés, 84% des parcelles sont sujettes au repiquage en foule si c'est seulement 14% qui sont concernées par la pratique de la culture en piquet. Les observations ci-dessus démontrent que la technique de culture en riz est encore caractérisée par la tradition. Ce qui fait appel et aux vulgarisations des innovations dans le domaine et aux sensibilisations par rapport à leur adoptions par les ménages concernés.

2.9.2.3. La destination de la production et le flux de commercialisation

La destination de la production informe sur leur utilisation qui traduit à son tour les objectifs des ménages concernés par rapport à la riziculture.

Tableau 2.9-8 : La destination de la production

Pourcentage, par ménage, du riz produit destiné à la consommation et à la vente au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête (en un mois)					
Sous forme paddy	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Autoconsommation	14.4	8.0	1.0	68.6	101
Vente	17.5	12.0	0.9	60.0	22

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En termes de destination de la production, le riz en tant qu'aliment de base des malgaches est en principe censé en premier lieu assurer la subsistance des ménages. Cette théorie n'est pas ici vérifiée

¹⁷ PRDR Atsimo Atsinanana, 2007-2012

car au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, la part moyenne destinée à la vente (18%) est plus importante que celle qui est autoconsommée (14%). Cette période devait être ainsi marquée par des problèmes financiers pour que les ménages aient fait recours à la vente du riz alors que la conséquence logique est l'obligation d'en acheter dans un futur proche mais à des prix plus élevés.

Tableau 2.9-9 : La quantité vendue et les prix du riz

Quantité et prix du riz vendu au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête									
	Quantité (Kg)				Prix (Ariary)				
	Moyenne	Médiane	Min	Max	Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Paddy	108.9	45	15	690	458.9	400	300	780	15
Riz Blanc	18.0	6	3	34	995.0	1000	875	1225	7

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En se référant aux quantités vendues, le riz est essentiellement vendu sous forme de paddy (109 kg en moyenne contre 18 kg seulement pour le riz blanc). Outre le coût engendré par la transformation en riz blanc (piler à la main ou décortiquer avec une machine), le paddy offre l'avantage d'être plus facile à conserver. En effet, le riz blanc est susceptible d'être atteint par la moisissure au bout de 1 mois surtout en zone humide telle que Vangaindrano. Par rapport à la quantité produite qui est en moyenne 254 kg par ménage, pour la saison principale, la quantité vendue représente presque la moitié.

Tableau 2.9-9 : Le flux de la commercialisation

Les destinations de la vente de paddy		
	%	N
Vente directe aux ménages du Fokontany	42.4	6
Marché de détail du voisinage	24.2	4
Commerçant du voisinage	4.5	1
Collecteurs	19.3	3
Marché de la ville	9.6	1
TOTAL	100.0	15

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le flux de la commercialisation est caractérisé par la vente directe entre producteurs et consommateurs. En effet, 42% de la vente de paddy se fait à directement entre les ménages producteurs et les ménages consommateurs du même fokontany. Ensuite, il y a le marché de détail du voisinage qui représente les 24%. L'intervention des intermédiaires tels que les collecteurs

existent mais à des proportions moindres (19%). En principe, sauf en cas de besoins urgents, un tel flux accorde de l'avantage aux producteurs en matière de fixation des prix.

Pour ce qui est du riz blanc (tableau 7 en annexe), la destination de la vente est partagée en 3 grandes parties à savoir, par ordre d'importance : marché de la ville (31%), vente directe aux ménages du fokontany (30%) et au marché de détail du voisinage (24%). Le recours au marché est plus observé par rapport à la vente du paddy. En fait, la transformation en riz blanc contribue à l'augmentation de la valeur ajoutée mais c'est aussi la forme exigée par la majorité des consommateurs une fois le riz présenté sur le marché. Ce qui préfère le paddy sont des revendeurs dans la plupart des cas.

2.9.3 L'élevage

Il est typique dans le monde rural à Madagascar de pratiquer à la fois l'agriculture et l'élevage. Plus précisément, l'élevage ne représente pas une activité indépendante. En grande partie, cette pratique est due à la complémentarité des deux activités si on ne cite que l'élevage de bœufs pour les tractions animales et la production des fumiers.

La présente section a pour objectif d'analyser la pratique de l'élevage indépendamment de l'agriculture.

2.9.3.1. Caractéristiques des ménages éleveurs

A Vangaindrano, une forte proportion de 85% des ménages pratiquent l'élevage et dont les caractéristiques sont montrées par le tableau suivant.

Tableau 2.9-4 : Profil des ménages qui pratiquent l'élevage

	Répartition des ménages pratiquant l'élevage selon les caractéristiques des ménages	
	Ménages pratiquant l'élevage	
	%	N
Sexe du CM		
Masculin	88.2	433
Féminin	68.6	92
Statut matrimonial du CM		
Marié légalement	86.7	40
Marié coutumièrement	88.5	353
Union libre	99.2	19
Séparé / veuf / célibataire	70.0	112
Taille du ménage		
<= 4	81.7	160
5 - 6	86.6	146
7 et plus	85.8	219
Niveau d'éducation du chef de ménage		
Sans instruction	81.5	221
Primaire	88.6	255
Secondaire 1er cycle	84.3	37
Secondaire 2nd cycle	62.8	11
Supérieur	99.2	1
Niveau de revenu des ménages		
NR<50 000 Ar	76.3	169
50 000<NR<100.000	86.6	167

100.000<NR<300.000	90.0	165
300.000<500.000	95.3	20
NR>500.000	99.2	5
Total	84.8	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les ménages ayant des hommes comme dirigeants sont plus nombreux à pratiquer l'élevage (88%) que ceux qui sont régis par une femme contre (69%). Par rapport à la taille des ménages, on constate que les grandes familles s'intéressent plus à l'élevage. Ceci est dû au fait que les activités y afférentes peuvent être assurées même par les enfants. En considérant le niveau de revenu, on peut dire que l'élevage est l'apanage des plus aisés. En effet, 76% des ménages ayant de revenu inférieur à 50 000 Ariary le pratiquent, si ce taux atteint les 90% pour ceux dont le revenu se trouve entre 100 000 et 300 000 Ariary.

2.9.3.2. Les caractéristiques de l'élevage

Les caractéristiques de l'élevage varient d'une région à une autre suivant différents critères essentiellement le climat qui détermine le type d'animaux adapté et la disponibilité des alimentations.

Tableau 2.9-5 : Les caractéristiques de l'élevage

Caractéristiques de l'élevage						
	% de ménages éleveurs (N=525)	Nombre de têtes possédées par ménage éleveur au moment de l'enquête				
		Moyenne	Médiane	Min	Max	N
Bœufs/Vache	43.0	4.3	3	1	50	226
Porcs	28.6	1.9	1	0	15	150
Ovin/Caprin	0.0	0.0	0	0	0	0
Aviculture	79.0	9.6	7	0	60	415
Canard	6.9	4.3	3	1	24	36
Oie	0.0	0.0	0	0	0	0
Dinde	5.1	2.6	2	1	10	27

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les types d'élevage évoqués sont au nombre de 6 mais ceux qui semblent les plus pratiqués par un taux assez élevé de ménages sont, par ordre d'importance : les coqs/poules (79%), les bovins (43%), et les porcs (29%). L'élevage de coqs/poules est en fait très courant car c'est une pratique qui ne nécessite pas beaucoup d'investissement ni d'installation particulière. De plus, en tant que cycle court, il produit dans un meilleur délai et peut constituer de recours en cas de besoin urgent en liquide. Il faut mentionner que l'élevage caprin n'existe pas dans le district de Vangaindrano.

Concernant l'effectif du cheptel, la moitié des ménages éleveurs possèdent au moins 7 coqs/poules, 3 pour les bovidés et 1 pour les porcs.

Tableau 2.9-6 : La destination des produits d'élevage

Type d'élevage	Elevage		Autoconsommation		Vente		Autres (perte, ...)		Achat		N (éleveurs)
	Nb moyen de têtes	% des ménages concernés (N=525)	Nb moyen de têtes	% des ménages concernés	Nb moyen de têtes	% des ménages concernés	Nb moyen de têtes	% des ménages concernés	Nb moyen de têtes	% des ménages concernés	
Zébus	4.3	43.0	1.0	0.4	1.1	6.2	3.8	0.9	1.4	1.8	226
Porcs	1.9	28.6	1.1	2.7	1.7	8.0	2.5	7.3	1.0	5.3	150
Ovin/ Caprin	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Aviculture	9.6	79.0	1.9	36.6	4.0	21.7	6.5	20.5	1.8	2.4	415
Canard	4.3	6.9	1.0	19.4	1.0	2.8	1.9	13.9	1.6	5.6	36
Oie	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dinde	2.6	5.1	-	0.0	1.0	11.1	1.9	11.1		0.0	27

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Pour ce qui est de la destination des produits d'élevage et en se référant aux pourcentages des ménages concernés, les coqs/poules sont principalement destinés à l'auto consommation puis à la vente. Ce qui est contraire au fait courant car en principe, les volailles représentent une sorte de thésaurisation que l'on réserve pour faire face aux éventuels besoins urgents en liquide, c'est-à-dire qu'elles sont plutôt destinées à la vente et l'autoconsommation se trouve en deuxième place. Mais les coqs/poules sont également sujets aux éventuelles pertes pour 20.5% des ménages concernés. En effet, le système extensif qui laisse les animaux vagabonder librement pendant le jour rend difficile le contrôle de la part des propriétaires et favorise ainsi les vols.

2.9.3.4. La commercialisation des produits d'élevage

Le paragraphe ci-dessus nous montre que la vente fait partie des destinations des produits d'élevage. C'est pourquoi leur commercialisation a été intégrée dans la curiosité de l'étude.

Tableau 2.9-7 : La commercialisation des produits d'élevage

Type d'élevage	Vente (Prix en milliers d'Ariary)					Achat (Prix en milliers d'Ariary)					N éleveur	
	% ménages vendeurs parmi les éleveurs	Prix moyen	Prix médian	Min	Max	% ménages vendeurs parmi les éleveurs	Prix moyen	Prix médian	Min	Max		N acheteur
Bœufs/ Vache	6.2	213	250	100	400	1.8	194	180	180	230	4	226
Porcs	8.0	70	50	20	160	0.0	-	-	-	-	-	150
Ovin/ Caprin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Aviculture	21.7	3	3	1	7	2.4	4	4	2	6	10	415
Canard	2.8	4	4	4	4	5.6	4	4	4	4	2	36
Oie	-					-	-	-	-	-	-	0
Dinde	11.1	16	10	8	30	0.0	-	-	-	-	-	27

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Le tableau sur la commercialisation des produits d'élevage indique une faiblesse de l'investissement par rapport à la vente. Une telle déduction a été tirée à partir des pourcentages des ménages concernés. A titre d'exemple pour les bovidés, 6% des ménages éleveurs pratiquent la vente contre seulement 2% pour l'achat (achat de bétails en termes d'investissement). Mais un autre aspect peut être également mentionné là-dessus. Un taux 6% de ménages vendeurs semble effectivement important en matière de bovidés, surtout que la conduite de l'enquête dans ce district coïncidait avec le début de la période de soudure. En effet, en ce période, les travaux aux champs sont intensifiés, et les bovidés qui servent beaucoup dans les tractions animales ne sont pas censés faire l'objet d'une vente. L'incidence de la vente de bétails donc d'une décapitalisation indique un problème en argent que les ménages doivent résoudre à tout prix.

Concernant les prix, toujours pour les bovidés, on remarque que les prix d'achat sont inférieurs aux prix de vente. Ainsi, les ménages vendeurs ont quand même la possibilité d'imposer des prix malgré la difficulté dans laquelle ils se trouvent pour faire recours à la décapitalisation. Ce qui n'est pas le cas des coqs/poules dont les prix de vente sont modiques par rapport aux prix d'achat. Le fait est donc que les ménages vendeurs sont dans l'incapacité de fixer leurs prix, et ceci pour différentes raisons : urgence des besoins en argent, manque d'acheteurs, non connaissance des prix aux marchés, etc.

2.10. Réseau social

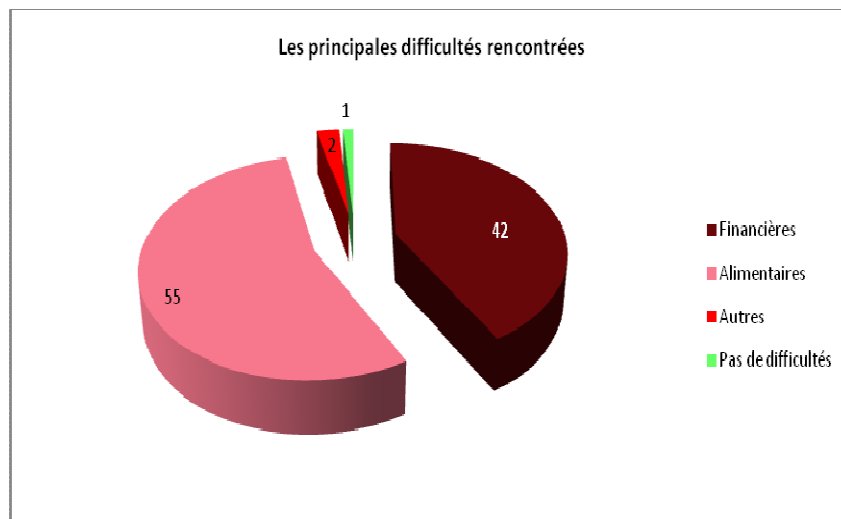
Un réseau social représente une structure sociale dynamique se modélisant par des sommets et des arêtes. Les sommets désignent généralement des gens et/ou des organisations et sont reliées entre elles par des interactions sociales

Vu la conjoncture actuelle, l'étude du réseau social s'avère pertinente pour cerner les types de recours adoptés par les ménages en cas de difficultés, la nature de ces dernières ainsi que les stratégies choisies pour les surmonter.

2.10.1. La nature des principales difficultés

Les difficultés rencontrées peuvent être de nature différente et il en est de même pour les taux de ménages concernés.

Graphique 2.10-1 : Principaux types de difficultés rencontrées par le ménage



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

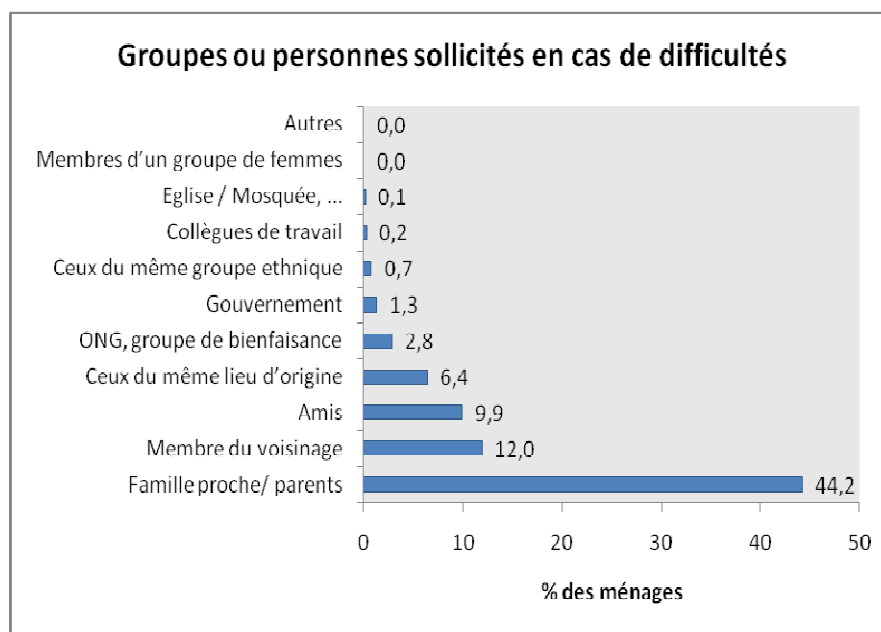
Les principales difficultés ressenties par les ménages sont par ordre d'importance de type alimentaire (55%) et financier (42%). On a déjà vu que les activités économiques de la population sont relatives à l'agriculture et l'élevage, qui assurent à la fois la subsistance et le revenu. Les difficultés perçues sont ainsi fortement liées car elles sont, fort probable, l'impact direct de l'insuffisance de la production. Il importe également de rappeler que la conduite de l'enquête a coïncidé avec la période de soudure.

Une appréciation de ces difficultés selon certaines caractéristiques des ménages a été faite (tableau 8 en annexe). Par rapport au sexe et statut matrimonial du chef ainsi qu'à la taille des ménages, l'ordre des principaux problèmes cités en haut est respecté. Mais il est constaté que les ménages dirigés par des femmes sont plus sensibles aux difficultés liées à l'alimentation. Il en est de même pour les grandes familles car les taux des ménages concernés par ce problème augmentent avec le nombre des membres. Ce qui semble logique vu le nombre des consommateurs alors que la corrélation positive entre la quantité de la production et le nombre des membres du ménage (censés être des mains d'œuvre de production) n'est pas évidente. Par rapport au revenu, ceux qui sont classés comme plus pauvres (revenu inférieur à 50 000 Ariary) sont plus sensibles aux difficultés alimentaires. Quelque soit le niveau de revenu, ce sont toujours ces deux types de problèmes qui importent, mais c'est l'ordre de priorité qui change. C'est-à-dire que le problème financier devient le plus ressenti au fur et à mesure que le revenu augmente.

2.10.2. La recherche de solution en cas de difficultés

Suivant leur mode de vie en particulier sur le plan relationnel, chaque ménage possède leur habitude en ce qui concerne les personnes sollicitées en cas de difficultés.

Graphique 2.10-2 : Groupes ou personnes sollicités en cas de difficultés



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En cas de difficulté, c'est la famille proche/parents qui représente le principal recours pour la recherche de solutions, et ceci pour 44% des ménages. Ensuite, il y a les membres du voisinage (12%) et les amis (10%). Par contre, la population ne considère pratiquement pas le gouvernement, les institutions religieuses, et les ONG comme des sources de solutions.

En ce qui concerne l'obtention d'appui (tableau 9 en annexe), les demandes venant de ceux qui sont en difficulté sont en quasi totalité acceptées, et ceci en dépit de la conjoncture actuelle qui n'épargne presque personne quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle. Une telle situation témoigne d'une perception positive sur le lien familial, le fait d'être voisin et l'amitié de la part de la population.

2.10.3. La forme de l'aide obtenue par les ménages

Les personnes ou les institutions contactées par les ménages répondent en fonction de leurs possibilités, d'où les différents types d'aide obtenue et qui sont traités dans le tableau ci-dessus.

Tableau 2.10-1 : Type d'aide reçue par les ménages en difficultés

	Type d'aide reçu				Total	N
	Alimentaire	Financière	Alimentaire et financière à la fois	Autre		
Famille proche/ parents	57.9	26.2	15.0	0.9	100.0	233

Membre du voisinage	77.1	16.4	6.6	0.0	100.0	61
Eglise / Mosquée	100.0				100.0	1
Collègues de travail	100.0				100.0	1
Membres d'un groupe de femmes	-	-	-	-	-	0
Ceux du même groupe ethnique	100.0				100.0	3
Ceux du même lieu d'origine	88.9	11.1	0.0	0.0	100.0	27
Gouvernement	60.0	0.0	0.0	40.0	100.0	5
ONG, groupe de bienfaisance	43.8	43.8	6.3	6.3	100.0	16
Amis	44.9	40.8	14.3	0.0	100.0	49
Autres	-	-	-	-	-	0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En matière de type d'aide reçue, le tableau ci-dessus montre que la famille proche, tout en apportant les deux types d'aide, priorise l'aide alimentaire (58%). Entre famille, cette forme d'aide ne doit pas forcément se faire à titre de donation, mais simplement en partageant le repas. Il en est de même avec les voisins, tandis que les aides venant des amis sont partagés presque équitablement entre les deux. Pour les très rares fois où les églises/mosquées, les collègues de travail et les mêmes groupes ethniques accordent de l'aide aux nécessiteux, c'est en totalité de l'aide alimentaire.

Il est constaté que quelque soit les recours, les aides reçues sont majoritairement d'ordre alimentaire. C'est en effet plus facile à réaliser par la population qui est en grande partie des agriculteurs, surtout si les deux parties se sont convenues que les aides accordées seront remboursées. En outre, cette situation laisse supposer la dominance du problème de disponibilité financière auprès des ménages.

2.11. Chocs et stratégies

La présente thématique est relative au contexte de crise qui persiste dans le pays en voulant analyser les chocs perçus par les ménages ainsi que les stratégies qu'ils ont adopté pour en faire face.

Tableau 2.11-1 : Chocs subis par les ménages depuis janvier 2010

Chocs	%	N : 525
Patrimoine		
Destruction de maisons	21.0	
Destruction d'équipements de production	5.7	
Maladies des animaux d'élevage	25.1	
Décès des animaux d'élevage	24.0	
Maladies des cultures	27.6	
Autre	0.6	
Economique		
Perte d'emploi	7.0	
Baisse des prix des produits de vente / Pas d'acheteurs ou diminution	28.4	

Hausse prix à la consommation	79.2
Perte de stock	4.2
Non disponibilité des intrants	4.6
Intrants trop chers	31.6
Diminution / pas d'accès au crédit / condition de prêt non adapté	11.0
Perte de débouchés	8.4
Autres	1.0
<hr/>	
Chocs naturels	
Cyclone	56.8
Inondation	71.4
Sécheresse	66.3
Criquet	7.6
Rats	45.7
Feux de brousse	9.1
Grêle	30.9
Troupeau, insectes, ...	19.6
Autre	0.8
<hr/>	

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Suivants les domaines affectés, les chocs sont classés en trois catégories à savoir les chocs sur les patrimoines, sur l'économie et ceux qui sont naturels.

Pour les chocs sur les patrimoines, 28% se plaignent des maladies de culture, 25% du décès des animaux d'élevage et 24% des maladies de ces dits animaux. On note que ces différents chocs sont probablement des impacts de l'absence des services phytosanitaires et vétérinaires.

En ce qui concerne les chocs économiques, les avis sont disparates mais la prédominance de la hausse des prix à la consommation s'avère très évidente avec 79% de ménages concernés. Cette appréciation reflète exactement la réalité actuelle car l'inflation, générée par le contexte de crise, influe sur toutes les catégories socioprofessionnelles existantes. La cherté des intrants mentionnée par 32% ainsi que l'inexistence ou la diminution des acheteurs (28%) témoignent la diminution du pouvoir d'achat de la population.

L'inondation et la sécheresse, deux aspects bien différents voire même contradictoire, sont évoquées par des proportions respectives de 71% et 66% des enquêtés. C'est-à-dire que ce sont les chocs les plus ressentis parmi tant d'autres. Le cyclone est aussi évoqué par 57% mais il est fort probable que ce soit l'origine même de l'inondation. Ensuite, 46% ont parlé de l'invasion des rats dont les méfaits peuvent toucher différents domaines tels que la santé des humains et la destruction des cultures. 31% ont constaté la grêle qui a la destruction des cultures sur pieds comme impact principal.

Les impacts de ces chocs sur l'agriculture et l'élevage ont été aussi analysé (tableau 10 en annexe). En agriculture, l'impact le plus ressenti, par 25% des ménages, est la perte des 2/3 de la production. Pour l'élevage, la situation est plus atténuée car malgré les différentes déclarations en matière de perte de la production, 56% des ménages n'avaient rien à déclarer, c'est-à-dire qu'ils n'ont subit aucune perte.

Différentes stratégies ont été proposées auprès des ménages pour faire face aux éventuels chocs, afin d'identifier celles qu'ils ont adoptées.

Tableau 2.111-2 : Stratégies adoptées pour faire face aux chocs

Répartition des ménages ayant déclaré avoir adopté les différentes stratégies selon la fréquence de l'adoption, par stratégie							
Stratégies	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Chaque jour	Total	N
Manger la nourriture la moins chère	49.0	11.5	15.3	18.9	5.4	100	525
Emprunter de la nourriture ou compter sur de amis / de la famille	43.9	25.2	18.5	8.7	3.8	100	525
Sauter de repas	43.9	25.2	18.5	8.7	3.8	100	525
Limiter la portion mangée à chaque repas	8.9	17.5	33.3	25.7	14.7	100	525
Restreindre la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger	59.9	13.6	14.8	7.7	3.9	100	525
Diminuer la diversité de la consommation	17.3	17.4	20.2	29.1	16.0	100	525
Manger plus d'aliments de rue	88.8	10.2	0.6	0.1	0.4	100	525
Manger le reste des autres	90.1	8.8	0.6	0.5	0.0	100	525
Manger du cactus rouge	98.5	1.5	0.0	0.0	0.0	100	525
Mendier pour manger	92.9	4.9	1.9	0.2	0.2	100	525
Acheter à crédit ou s'endetter	60.4	16.4	18.3	4.6	0.3	100	525
Réduire les dépenses non essentielles (éducation, santé, transport, location, etc.)	44.3	20.0	15.5	14.3	5.9	100	525
Envoyer un membre de la famille vivre chez un parent ou ami	96.8	2.8	0.4	0.0	0.0	100	525

Stratégies	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Chaque jour	Total	N
Vendre des biens (radio, réfrigérateur, TV, bijoux, etc.)	95.6	4.2	0.2	0.0	0.0	100	525
Vendre des biens de production (tracteur, machine à coudre, bicyclette, maison, terre, etc.)	96.4	3.5	0.1	0.0	0.0	100	525
Ne plus envoyer un enfant et/ou les enfants à l'école	92.4	3.4	2.5	0.5	1.2	100	525
Chercher d'autres alternatives ou exercer un travail secondaire	38.7	10.2	9.2	38.8	3.2	100	525
Envoyer un membre de votre ménage pour manger ailleurs	93.2	4.8	1.7	0.4	0.0	100	525
Envoyer un membre de la famille ailleurs pour chercher du travail ailleurs	93.9	2.9	1.4	1.5	0.3	100	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En général, la plupart de ces stratégies est liée à l'alimentation, d'autres à des restrictions au niveau de l'éducation des enfants (réduction des dépenses) et il y a celles qui consistent à la décapitalisation et la recherche de travail.

La priorité a été accordé suivant l'importance des ménages ayant évoqué l'idée mais aussi de la fréquence d'adoption de la stratégie en question. Ainsi, ce que 16% des ménages enquêtés font tous les jours consiste à diminuer la diversité de la consommation. Souvent, 39% optent pour la recherche d'autres alternatives ou exercer un travail secondaire. Notons qu'une proportion pratiquement égale n'adopte jamais cette stratégie. Mais ce que plus de 90% des ménages ne font jamais concerne l'origine de l'alimentation (manger le reste des autres, manger du cactus, mendier pour manger et envoyer un membre du ménage manger ailleurs), le transfert d'un membre de la famille dans d'autres ménages ou endroits que ce soit pour vivre tout simplement ou pour chercher du travail, l'arrêt de l'éducation des enfants et la vente des biens et des biens de production.

2.12. Eau et assainissement

La thématique eau et assainissement est destinée à apprécier les conditions de vie des ménages en matière d'accès à l'eau. Parallèlement à cela, la disponibilité des dispositifs d'aisance a été également appréhendée ainsi que le comportement habituel de la population par rapport à l'hygiène.

2.12.1. Accès à l'eau

Le Sommet Mondial pour l'Enfance a adopté une définition standardisée de l'eau salubre qui a été retenue dans l'EDSMD-IV (EDS, 2008-2009). C'est cette définition que l'on a repris dans la présente

étude et dans ce cadre, l'eau est considérée comme salubre lorsqu'elle provient des sources suivantes :

- Les robinets installés à l'intérieur ou à l'extérieur du logement;
- Les bornes fontaines ou robinets publics;
- Les puits/forages équipés de pompes; et
- Les puits couverts ou protégés.

2.12.1.1. Les sources d'approvisionnement en eau

Les sources d'approvisionnement en eau sont multiples suivant la possibilité de chaque ménage à effectuer ou non des aménagements particuliers. Un autre facteur qui limite lesdites sources est la situation hydrographique de la zone concernée.

Tableau 2.12-1: Les sources d'approvisionnement en eau

	Eau de boisson		Eau de lavage	
	%	N	%	N
Source améliorée				
Puits aménagé sans pompe	0.8	4	0.0	0
Source protégée	0.7	4	0.7	4
Ensemble source améliorée	1.5	8	0.7	4
Source non améliorée				
Puits traditionnel	12.2	64	2.3	12
Source non protégée	29.9	157	9.0	47
Cours d'eau	56.4	296	88.0	462
Ensemble source non améliorée	98.5	517	99.3	521
Total	100.0	525	100.0	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En matière de source d'approvisionnement en eau, le district de Vangaindrano est caractérisé par l'utilisation d'eau en provenance de la source non améliorée, que ce soit pour l'eau de boisson ou l'eau de lavage (99%). Pour cela, les cours d'eau représentent la principale source de l'eau de lavage (88%), mais également pour l'eau de boisson de 56% des ménages. Pour le reste, toujours en eau de boisson, 30% des ménages utilisent des sources non protégées et 12% des puits traditionnels.

En se référant à la définition standardisée de l'eau salubre citée en haut, même l'eau de boisson n'est pas ici considérée comme salubre. En outre, par rapport au niveau national qui stipule que 33%

des ménages ruraux utilisent des sources améliorées¹⁸, les conditions d’approvisionnement en eau de la population de Vangaindrano sont très mauvaises.

2.12.1.2. *Traitement habituel de l’eau*

Le traitement ou non de l’eau de boisson conditionne la salubrité de l’eau que les ménages consomment. Une salubrité qui devrait être respectée pour ne pas nuire à la santé surtout pour les enfants.

Tableau 2.12-2 : Pratique habituelle pour rendre l’eau de boisson plus saine

Répartition des ménages suivant la qualité de la source d'approvisionnement en eau de boisson et la pratique quotidienne en matière de traitement de l'eau			
	Source améliorée (N=8)	Source non améliorée (N=517)	Ensemble (N=525)
Faire bouillir	18.9	24.7	24.6
Utiliser des produits de traitement de l'eau (Sur'eau, ...)	0.0	1.0	1.0
Laisser reposer	0.0	2.7	2.7
Eau Propre	0.0	4.5	4.4
Rien	81.1	67.2	67.4
Total	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Malgré la supposition, qui a une forte chance d’être fondée, sur l’insalubrité de l’eau de boisson dans ce district, presque 7 ménages sur 10 ne font rien à titre de traitement pour rendre l’eau plus saine. Un ménage sur 4 utilise quand même de l’eau bouillie parmi ceux qui utilisent les sources non améliorées. L’utilisation des produits de traitement comme le « Sur’eau » ne fait pas encore partie de l’habitude des gens même si c’est à bon prix et très disponible sur le marché. Mais on ne peut pas imputer ce comportement sur la considération de l’eau comme propre, car seulement 5% de ceux qui utilisent les sources non améliorées, c’est-à-dire de la majorité des ménages, sont de cet avis. Une contradiction est ainsi observée sur la perception de la qualité de l’eau et la non pratique de traitement pour qu’elle soit plus saine.

Concernant les problèmes ressentis en matière d’approvisionnement en eau de boisson et d’accès à l’eau (tableau 11 en annexe), et on considère seulement ici les utilisateurs des sources non améliorées en tant que majoritaire. A cet effet, 45% des ménages ont déclaré n’avoir aucun problème dans ce domaine. 33% perçoivent la mauvaise qualité de l’eau et des taux égaux de 10% souffrent respectivement de la diminution de débit et du tarissement (séchage) durant une période.

2.12.1.3. *Les conditions d’approvisionnement en eau*

Les conditions d’approvisionnement en eau des ménages ont été cernées lors de l’enquête par le biais de l’appréciation du temps impartis pour la recherche d’eau et de la distance à parcourir (aller et retour).

¹⁸ EDS, 2008-2009

Pour la distance parcourue (tableau 12 en annexe), la plupart (92%) des utilisateurs des sources non améliorées ne parcourent pas plus de 500 m (en aller et retour) pour chercher de l'eau. La proximité des cours d'eau par rapport aux habitations est ainsi fort probable. Il en est de même pour les autres types de sources les plus utilisées telles que les sources non protégées et les puits traditionnels.

Le temps nécessaire pour la recherche d'eau (tableau 13 en annexe) confirme la proximité des sources supposée en haut. En effet, plus de la moitié des ménages (57%) n'ont besoin que 15 mn au maximum pour la corvée d'eau. Une autre partie de 34% en ont entre 15 à 30 mn, ce qui est toujours minime pour une durée de trajet en aller et retour, et qui ne suppose en aucun cas une attente relative à une longue file. Ainsi, outre la proximité, la disponibilité des puits traditionnels à titre individuel n'est pas à écarter.

2.12.1.4. La consommation journalière en eau

La quantité d'eau consommée, toute utilisation confondue, par individu et à titre journalier fait aussi partie des indicateurs de l'accès en eau.

Tableau 2.12-3 : Consommation quotidienne en eau (en litre par tête par jour)

Répartition des ménages selon la qualité de la source d'approvisionnement en eau et la quantité d'eau utilisée par tête par jour au sein du ménage, aussi bien pour la boisson que pour le lavage			
	Moins de 15l par personne par jour	Moins de 25l par personne par jour	
	%	%	N
Source améliorée	45.7	71.0	8
Source non améliorée	75.5	94.5	517
Ensemble	75.0	94.1	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La quasi totalité des ménages qui s'approvisionnent par des sources non améliorées (95%) ne dépasse pas les 25 litres par jour par tête en consommation quotidienne aussi bien pour la boisson que le lavage, et 3 ménages sur 4 d'entre eux sont même réduits à moins de 15 litres. Cette situation témoigne une importante voire même grave restriction des ménages quant à l'utilisation d'eau, mais aucun des problèmes ressentis en matière d'accès en eau ne l'explique. Il devrait s'agir tout simplement de l'habitude des gens à ne pas avoir besoin de beaucoup d'eau.

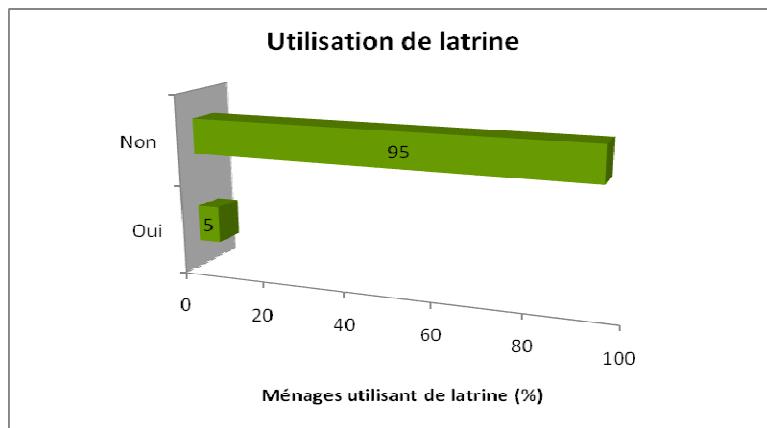
Il est à signaler qu'aucun ménage n'a fait l'objet de dépenses en eau au sein du district. Ce qui est bien logique parce que les sources les plus utilisées sont gratuites (cours d'eau, sources non protégées) et exigent rarement d'entretien.

2.12.2. Assainissement et utilisation de latrine

La disposition de latrine reste encore un domaine à améliorer à Madagascar, car malgré son importance en matière de santé et d'hygiène, 57% seulement des ménages malgaches possèdent des toilettes et que très peu (3%) disposent d'installations sanitaires adéquates¹⁹. Le cas de Vangaindrano est exposé par le graphique ci-dessous.

¹⁹ EDS, 2008-2009

Graphique 2.12-1 : Utilisation de latrine



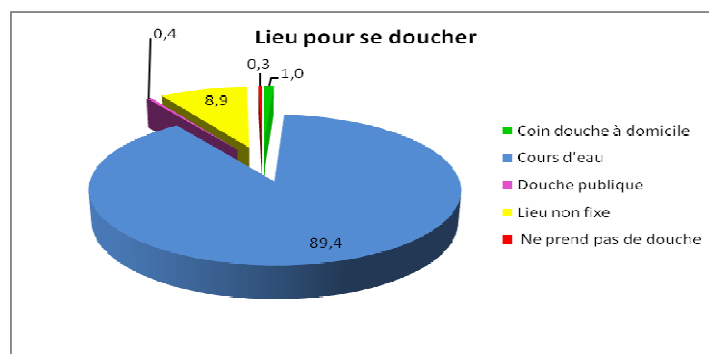
Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Selon le graphe ci-dessus, 95% des ménages n'utilisent pas de latrine, et 97% d'entre eux font leurs besoins dans la nature (tableau 14 en annexe). C'est un cas qui reflète bien le contexte du pays dans ce domaine car au niveau national, près d'un ménage sur deux (48%) ne dispose d'aucun type de toilettes¹⁹. Ce qui augmente les risques de maladie diarrhéiques et ne permet donc pas d'en faire diminuer la prévalence notamment chez les enfants de moins de 5 ans. Et mentionnons que cette pratique est essentiellement d'ordre culturel.

2.12.3. Pratiques habituelles en matière d'hygiène

A titre d'hygiène et de type d'aisance, le lieu qui sert de douche pour les ménages a été appréhendé ainsi que leur la pratique habituelle quant à l'utilisation du savon pour se laver les mains.

Graphique 2.12-2 : Lieu recouru pour se doucher



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les cours d'eau représentent les principaux lieux recourus pour se doucher car ils sont utilisés par 89% des ménages. Il a été supposé en haut que les cours d'eau sont proches des habitations, ce qui facilite leur utilisation, mais il faut dire aussi qu'il s'agit d'une pratique très courante en monde rural malgache même si les gens doivent marcher un peu pour en trouver. Et des conventions tacites

existent dans la société sur le mode d'utilisation entre autres les coins réservés aux femmes et aux hommes mais aussi les horaires de la prise de douche.

Tableau 2.12-4 : Pratique du lavage des mains avec du savon

Répartition des ménages selon la fréquence de l'utilisation de savon pour le lavage des mains au cours des 30 derniers jours		
	%	N
Toujours	1.3	7
2 à 3 fois par jour	1.3	7
Moins de 2 fois par jour	3.1	16
Quelquefois dans la semaine	26.4	139
Jamais	67.9	356
Total	100.0	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Pour ce qui est du lavage des mains, une grande proportion de 68% n'utilise jamais du savon. 26% des ménages se lavent quand même les mains avec du savon mais quelques fois dans la semaine seulement. La raison avancée par 74% des ménages sur l'inutilisation du savon est le manque d'argent pour l'acheter (tableau 15 en annexe). L'habitude de se laver les mains avec de l'eau tout simplement a été également mentionnée par une partie non négligeable de 17%.

2.13. Santé et VIH/SIDA

La présente thématique a pour objectif de faire connaître la situation de la population dans le domaine de la santé à travers les maladies les plus fréquentes et l'accès aux soins. Et face à la propagation de la maladie mortelle qui est le SIDA, les connaissances et les perceptions des ménages sur le VIH/SIDA ont été également appréhendées.

2.13.1. Santé de la population

Madagascar est un pays agricole pauvre. 80% des habitants mènent une vie rurale et 50% vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Cette dernière est l'un des facteurs influençant le plus sévèrement le niveau général de santé de la population. La santé publique est peu développée et la qualité des services de santé laisse beaucoup à désirer. Il y a régulièrement pénurie de médicaments et de fournitures essentielles, et les structures d'urgence font défaut. La capacité du gouvernement à planifier efficacement et à gérer les programmes de santé est faible²⁰. Cette réalité sur la santé en générale à Madagascar démontre la pertinence de la section « santé de la population » dans la présente étude.

2.13.1.1. Taux de morbidité

Le taux de morbidité exprime le pourcentage des membres de ménages ayant été malades et on considère seulement la période d'une semaine avant la conduite de l'enquête. Pour cela, les enfants de moins de 5 ans étaient observés à part entière du fait qu'ils sont plus vulnérables sur le plan sanitaire.

²⁰ Statistiques de l'OMS selon Action Madagascar 2010 (www.actionmadagascar.ch/sante.html)

Tableau 2.13-1 : Taux de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans et les individus de 5 ans et plus

Pourcentage des membres de ménages ayant été déclarés malades au cours de la semaine ayant précédé l'enquête selon les caractéristiques sociodémographiques						
	Moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Sexe du chef de ménage						
Masculin	12.5	536	3.0	2 225	4.9	2 761
Féminin	11.4	88	4.8	452	5.8	540
Statut matrimonial du chef						
Marié légalement	13.8	32	3.6	202	4.9	233
Marié coutumièrement	13.3	458	2.8	1 813	4.9	2 271
Union libre	3.6	28	6.0	127	5.6	155
Célibataire / séparé / veuf	10.3	108	4.4	535	5.4	643
Taille du ménage						
< =4	15.8	105	5.6	403	7.7	508
5 – 6	12.0	159	4.3	633	5.9	792
7 et plus	11.5	373	2.3	1 693	3.9	2 065
Niveau de revenu des ménages						
Revenu < Ar 50 000	8.5	208	3.8	793	4.8	1 001
Ar 50 000 ≤ revenu < Ar 100 000	12.8	202	2.4	806	4.5	1 008
Ar 100 000 ≤ revenu < Ar 300 000	15.6	190	3.7	925	5.7	1 116
Ar 300 000 ≤ revenu < Ar 500 000	14.8	17	1.4	104	3.3	121
Revenu ≥ Ar 500 000	16.8	8	10.2	41	11.2	48
Ensemble	12.3	625	3.4	2669	5.1	3295

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Dans l'ensemble, les chiffres enregistrés dans le tableau ci-dessus confirment la vulnérabilité des jeunes enfants en matière de santé par rapport aux individus de 5 ans et plus : 12% des moins de 5 ans ont été malades au cours de la semaine ayant précédé l'enquête si ce taux est seulement 3% pour le reste. Cette vulnérabilité à la maladie des moins de 5 ans est plus observée chez les ménages dirigés par des hommes. Par rapport au statut matrimonial du chef, le taux des jeunes enfants malades semble plus prononcé chez les mariés (légalement ou coutumièrement) que chez les célibataires (veufs/séparés), tandis que c'est le contraire qui se produit pour les plus de 5 ans. Les enfants sont également plus vulnérables chez mes petites familles. Le niveau de revenu fait une différence auprès des moins de 5 ans, car il est observé que le taux de morbidité diminue lorsque le niveau de revenu augmente. Cette situation est fort probablement liée au fait que les plus de 5 ans sont au second rang en matière d'accès aux soins, la priorité étant accordée aux plus jeunes. Ainsi, ils ont plus de chance de se faire soigner au sein des ménages plus aisés qui ne sont pas dans l'obligation d'appliquer cette priorisation.

2.13.1.2. Les maladies les plus fréquentes

Les maladies les plus fréquentes sont celles qui ont affectées le plus d'individus au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

Tableau 2.13-2 : Les principales maladies ayant affecté chaque groupe de population

	Moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Paludisme	56.6	44	33.7	33	44.1	77
IRA	11.8	9	13.0	13	12.5	22
Diarrhée	24.7	19	10.5	10	17.0	30
Tension artérielle	0.0	0	5.1	5	2.8	5
ORL	3.2	2	9.1	9	6.4	11
Muscles	0.0	0	17.4	17	9.5	17
Maladies psychiatriques	0.0	0	3.0	3	1.6	3
Autres	3.7	3	8.2	8	6.2	11
Total	100.0	77	100.0	98	100.0	175

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

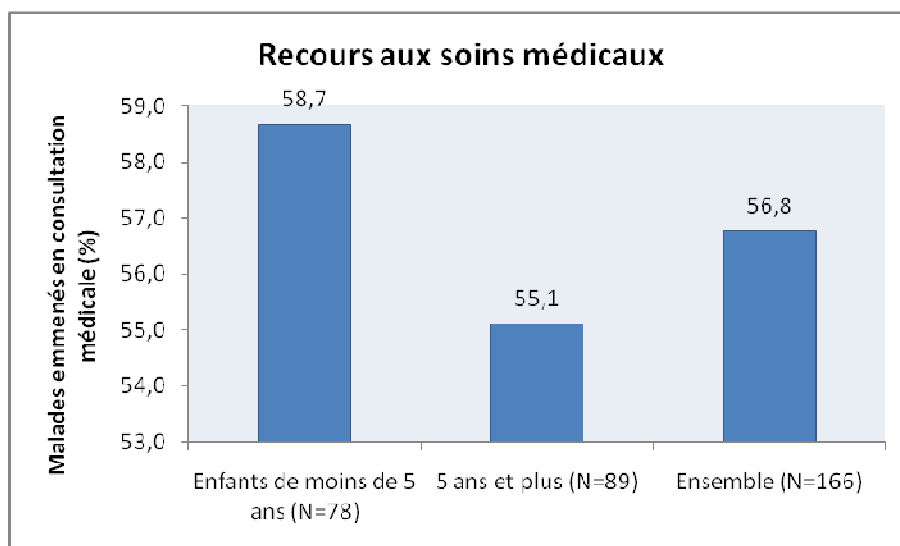
Pour les moins de 5 ans, le paludisme représente la principale maladie qui affecte la population (57%) suivi par la diarrhée (25%) qui est fort probablement la conséquence de la mauvaise qualité de l'eau utilisée surtout l'eau de boisson et l'absence de traitement d'amélioration. Ensuite, 12% de ces jeunes enfants ont souffert de l'IRA.

Concernant les plus de 5 ans, c'est toujours le paludisme qui prévaut (34%) suivi par la maladie des muscles (17%) et l'IRA (13%). Mais le taux de 10% des gens ayant été affecté par la diarrhée mérite aussi d'être mentionné. L'incidence de paludisme est chose courante à Vangaindrano car le district fait partie des zones paludéennes de Madagascar. Pour la maladie des muscles, elle est sûrement due à la fatigue à cause des activités agricoles qui demandent beaucoup d'efforts physiques et ceci de manière quotidienne.

2.13.1.3. L'accès aux soins

L'accès aux soins traduit le comportement de la population face aux maladies, c'est-à-dire si elle fait recours ou non aux soins médicaux avec les raisons y afférentes.

Graphique 2.13-1 : Recours aux soins médicaux



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Même si dans l'ensemble, 57% des malades sont emmenées en consultation, 59% d'entre eux sont constitués par des enfants de moins de 5 ans. Cela peut s'agir d'une stratégie des ménages pour réduire les dépenses en accordant la priorité aux plus vulnérables, comme l'on a déjà mentionné précédemment.

Diverses raisons sont identifiées quant à la non consultation médicale (Tableau 16 en Annexe), mais une tendance générale est observée. Le manque d'argent est le motif le plus évoqué pour tout âge (respectivement 47% des moins de 5 ans et 42% du reste). Ensuite, il y a l'automédication, qui vient de la propre perception des parents à se sentir capables de prescrire eux même les médicaments adaptés aux éventuelles maladies, surtout pour les jeunes enfants.

2.13.2. Perceptions sur le VIH/SIDA

Madagascar est moins touché par le VIH/SIDA par rapport à beaucoup de ses pays voisins, mais des données récentes laissent supposer que l'épidémie pourrait s'étendre et que les jeunes Malagasy sont particulièrement à risque.

2.13.2.1. Connaissance du VIH/SIDA

Le niveau de connaissance de la population en matière du VIH/SIDA mérite d'être cerné vu la gravité de la maladie et sa facilité de propagation en absence de mesures adaptées.

Tableau 2.13-3 : Connaissance du VIH/SIDA

Pourcentage des répondants ayant déclaré qu'ils ont déjà entendu parler de SIDA						
Caractéristiques	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Groupe d'âge						
< 25 ans	55.1	45	57.8	12	55.6	56
25 - 34 ans	64.7	80	47.7	42	58.8	122
35 - 54 ans	55.4	178	47.6	55	53.5	233
>=55 ans	47.5	80	38.8	34	44.9	114
Niveau d'instruction						
Sans instruction	50.7	146	32.1	88	43.7	234
Primaire	52.3	199	64.8	47	54.7	246
Secondaire du 1er cycle	92.9	30	100.0	6	94.1	36
Secondaire du 2nd cycle	91.5	7	100.0	1	92.6	8
Supérieur	100.0	1	-	0	100.0	1
Statut matrimonial						
Marié légalement	81.8	28	97.3	12	86.5	40
Marié coutumièrement	54.5	316	40.3	37	53.0	353
Union libre	78.8	17	50.2	3	75.0	19
Séparé / veuf / célibataire	21.5	22	41.8	91	37.9	112
Ensemble	55.7	382	46.4	143	53.1	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Dans l'ensemble, une partie majoritaire de la population a déclaré avoir déjà entendu parler du SIDA, en particulier les hommes (56% si c'est 46% pour les femmes). Par rapport à l'âge, il n'y a pas de différence significative constatée sauf que le taux maximum des gens ayant déjà entendu parler de la maladie s'observe entre 25 et 34 ans pour les hommes (65%) et chez les moins de 25 ans pour les femmes (58%). Le niveau d'instruction favorise cette connaissance pour les deux sexes. Une nette augmentation des taux des individus connaisseurs est enregistrée au fur et à mesure que ce niveau augmente. Ce qui paraît logique car l'école fait partie des premiers cibles lors des actions de sensibilisation, en matière de lutte contre le VIH/SIDA, que le gouvernement ont mené pendant quelques années en partenariat avec différentes institutions (bailleurs de fonds, ONG et associations).

2.13.2.2. Connaissance du mode de transmission du VIH/SIDA

Les perceptions de la population sur le mode de transmission du VIH/SIDA est également utile non seulement pour leur sécurité mais en étant un élément indispensable de la promotion de la lutte contre la maladie.

Tableau 2.13-4 : Connaissance des modes de transmission du sida

Proportion des enquêtés ayant déclaré connaître les principaux moyens de transmission du SIDA selon les caractéristiques sociodémographiques parmi les ménages ayant déclaré avoir déjà entendu parler de sida							
Caractéristiques	Produits sanguins infectés %	Rapports	Transmission mère-enfant %	Injections %	Transfusion de sang %	Partager rasoirs, lames %	N
		sexuels non protégés %					
Sexe							
Masculin	80.5	97.7	76.0	73.9	82.7	71.3	213
Féminin	73.5	93.9	71.5	64.4	77.1	63.9	66
Age							
< 25 ans	75.1	93.4	75.6	68.1	80.0	65.3	31
25 - 34 ans	78.4	93.7	74.1	73.3	85.6	64.7	72
35 - 54 ans	80.4	99.0	75.8	71.7	78.6	72.4	125
>=55 ans	78.2	97.8	73.5	71.6	83.0	71.9	51
Niveau d'instruction							
sans instruction	84.2	96.6	77.5	69.0	79.7	68.9	102
Primaire	71.6	95.8	68.2	69.1	79.0	66.3	135
Secondaire du 1er cycle	87.0	100.0	87.3	86.7	91.2	76.0	34
Secondaire du 2nd cycle	98.3	100.0	100.0	84.4	100.0	100.0	8
Supérieur	98.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	1
Statut matrimonial							
Marié légalement	84.8	100.3	74.4	56.5	61.7	66.9	35
Marié coutumièrement	77.6	96.2	74.0	76.2	84.9	70.9	187
Union libre	93.5	100.3	89.0	83.5	83.8	74.1	14
Séparé / veuf / célibataire	74.8	95.3	74.6	60.1	80.9	64.2	43
Ensemble	78.9	96.8	74.9	71.7	81.4	69.5	279
Réponses							
spontanées	17.2	54.8	7.2	18.3	20.8	12.9	279
Réponses guidées	82.8	45.2	92.8	81.7	79.2	87.1	279

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Dans l'ensemble, le niveau de connaissance de la population par rapport aux modes de transmission du VIH/SIDA est très élevé. Le mode de transmission le plus connu est le rapport sexuel non protégé (97%), et il est à noter que pour cela, les réponses étaient à 55% spontanées. Ensuite, même avec des réponses plus guidées que spontanées, il a été admis par la population que le sang représente un vecteur de la maladie à travers la transfusion de sang (81%) et les produits sanguins infectés (79%). C'est le partage de rasoir/lame qui est le moins connu avec seulement 70% d'individus au courant. Et dans ce cas, on remarque que le niveau d'instruction des individus a une influence positive, c'est-à-dire que plus ils sont instruits, plus ils sont nombreux à le connaître. L'injection et la transmission

mère-enfant font aussi partie des modes de transmission les moins connus et à part le niveau d’instruction, aucune autre caractéristique démographique ne peut l’expliquer. Les hommes sont plus enclins à connaître que le fait de partager des rasoirs/lames peut transmettre le virus. Ce qui paraît logique car ils en sont les principaux utilisateurs.

Tableau 2.13-5 : Perceptions erronées sur le mode de transmission du sida

Proportion des enquêtés ayant présenté des perceptions erronées sur le mode de transmission du VIH selon les caractéristiques sociodémographiques			
Caractéristiques	En se faisant piquer par les moustiques	En partageant la nourriture de	N
		quelqu’un atteint de SIDA	
	%	%	
Sexe			
Masculin	65.0	57.9	213
Féminin	54.0	63.0	66
Groupe d’âge			
< 25 ans	57.1	65.7	31
25 - 34 ans	64.3	56.7	72
35 - 54 ans	59.9	53.8	125
>=55 ans	68.8	71.4	51
Niveau d’instruction			
sans instruction	63.3	63.5	102
Primaire	59.0	57.9	135
Secondaire du 1er cycle	74.5	56.5	34
Secondaire du 2nd cycle	60.8	37.9	8
Supérieur	0.0	0.0	1
Statut matrimonial			
Marié légalement	48.4	44.0	35
Marié coutumièrement	65.7	60.0	187
Union libre	72.1	80.0	14
Séparé / veuf / célibataire	55.8	60.7	43
Ensemble	62.4	59.1	279
Réponses spontanées	3.6	3.6	279
Réponses guidées	96.4	96.4	279

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Dans l’ensemble, 62% des enquêtés (surtout les hommes) ont répondu, après avoir été guidés dans la majorité des cas, que la piqûre des moustiques pourrait transmettre le virus. Il en est de même avec le fait de partager la nourriture de quelqu’un déjà atteint mais pour 59% dont les femmes en particulier (63% contre 58% pour les hommes).

2.13.2.3. Perceptions sur le mode de contamination du VIH/SIDA

Afin de mieux cerner l’étendue des connaissances dont disposent les ménages sur le sida, on a également demandé si une personne apparemment en bonne santé peut porter le VIH et si le sida est transmis par la mère à son enfant pendant la grossesse, à l’accouchement ou à travers l’allaitement.

Tableau 2.13-6 : Perceptions sur le mode de contamination du sida

Proportion des répondants conscients de l'existence des porteurs sains et conscients des différents modes de transmission du VIH selon les caractéristiques sociodémographiques					
Caractéristiques	Conscients de l'existence des porteurs sains %	Transmission mère - enfant			N
		Pendant la grossesse %	Pendant l'accouchement %	Pendant l'allaitement %	
Sexe					
Masculin	42.9	85.0	77.6	67.2	213
Féminin	44.9	75.6	73.8	61.9	66
Age					
< 25 ans	40.7	80.0	83.1	70.6	31
25 - 34 ans	42.9	78.7	76.7	67.4	72
35 - 54 ans	46.0	88.4	79.0	69.3	125
>=55 ans	39.2	76.5	67.1	52.9	51
Niveau d'instruction					
Sans instruction	40.8	76.4	74.6	62.0	102
Primaire	42.6	84.0	76.2	68.9	135
Secondaire du 1er cycle	49.8	93.6	86.4	65.3	34
Secondaire du 2nd cycle	65.8	99.2	68.2	66.7	8
Supérieur	0.0	98.8	100.0	98.3	1
Statut matrimonial					
Marié légalement	46.7	82.4	82.4	78.3	35
Marié coutumièrement	47.5	82.7	75.4	65.4	187
Union libre	0.0	86.8	83.6	37.3	14
Séparé / veuf / célibataire	37.0	82.2	75.3	67.8	43
Ensemble	43.4	82.8	76.7	65.9	279

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Aussi bien pour les hommes que les femmes, 4 individus sur 10 seulement savent qu'une personne apparemment saine peut porter le virus du SIDA. La transmission mère-enfant est plus connue (avec au moins 6 individus sur 10), surtout celle qui s'opère pendant la grossesse avec un pourcentage de 83% dans l'ensemble. Contrairement à la logique, ce sont les hommes qui sont plus nombreux à connaître cette mode de transmission par rapport aux femmes censées être plus informées en tant que premières concernées. Mais l'augmentation des taux des répondants conscients de ces modes de contamination du SIDA, avec le niveau d'instruction est observée. C'est une situation qui est imputable au fait que les écoles faisaient partie des premiers cibles des actions de sensibilisations et d'informations menées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre la propagation du VIH/SIDA. Il est également constaté que ceux qui sont mariés sont plus conscients que les célibataires (séparé/veuf) toujours en matière de mode de contamination de cette maladie. Il en est de même pour l'existence des porteurs sains.

2.13.2.4. Utilisation de préservatif

Beaucoup de sensibilisations et de conscientisations ont été effectuées par l'Etat à travers les médias et les différents organismes de développement, en matière d'utilisation de préservatif, et presque dans tout le pays. Cette section est destinée à évaluer l'impact de ces actions dans la zone d'étude mais aussi de connaître le niveau d'utilisation du préservatif par la population.

Tableau 2.13-6 : Utilisation de préservatif

Répartition par sexe des enquêtés selon leur utilisation ou non de préservatifs						
Raisons d'utilisation	Homme		Femme		Ensemble	
	%	N	%	N	%	N
Utilise pour éviter la grossesse	2.2	5	1.0	1	2.0	5
Utilise pour se prémunir contre le VIH	5.6	12	5.9	4	5.7	16
Utilise pour prévenir contre la grossesse et la transmission du VIH	0.8	2	3.9	3	1.5	4
N'utilise pas	91.4	194	89.2	59	90.9	253
Ensemble	100.0	213	100.0	66	100.0	279

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La majorité de la population, tout sexe confondu, n'utilise pas du tout le préservatif. Les hommes en sont les plus concernés en affichant un pourcentage de 91%, et 89% pour les femmes. D'une part, on peut avancer que l'inutilisation des préservatifs s'explique par l'habitude mais aussi par le manque de sensibilisation sur les éventuels avantages. Mais à part cela, étant donné le manque de moyens financiers, l'achat de préservatif s'avère superflu par rapport aux besoins alimentaires qui sont plus fondamentaux et qui ne sont pas satisfaits convenablement.

En revanche, l'infime partie (une proportion égale de 6% pour les hommes et les femmes), qui l'utilise veut se prémunir contre le VIH. L'autre rôle relatif à l'éviction de la grossesse ou les deux à la fois est méconnu par la population.

2.14. Habitat

La thématique habitat traite les perceptions des ménages sur la qualité des services rendus par les communes et fokontany. Le fait de connaître ces avis trouve son importance dans le contexte de crise que traverse le pays actuellement, et qui pourrait générer des éventuelles perturbations quant au fonctionnement de ces services publics.

2.14.1. Perceptions sur les services rendus par la commune

Les perceptions sur les services rendus par la commune sont appréhendées à travers des degrés de satisfaction par rapport aux différents services disponibles.

Tableau 2.14-1 : Perceptions sur les services fournis au niveau de la commune

Répartition des ménages selon le niveau de satisfaction déclarés pour les différents services publics rendus par la commune										
	Très satisfaisant	Satisfaisant	Moyennement satisfaisant	Assez décevant	Non satisfaisant	NSP	Non concerné	N'existe pas	Total	N
CSB	8.2	27.6	17.3	12.5	17.4	3.4	0.4	13.3	100	525
Gestion des marchés	4.8	30.5	25.0	5.2	5.8	14.2	2.2	12.4	100	525
Entretien routier	2.8	19.3	26.5	6.8	6.7	13.7	0.1	24.1	100	525
Etat civil	6.2	33.7	27.1	10.0	14.5	6.5	2.1	0.0	100	525
Sécurité	7.8	45.7	18.9	5.6	13.2	3.7	0.0	5.1	100	525
Eau potable	1.4	24.4	27.9	2.6	4.5	0.5	0.0	38.8	100	525
Services agricoles	0.0	1.3	1.4	0.1	0.0	23.7	0.6	73.0	100	525
Services vétérinaires	1.1	6.0	4.7	2.2	1.4	17.7	5.3	61.8	100	525
Services fonciers	0.0	1.1	0.1	0.2	0.4	22.9	0.4	75.0	100	525
Cantines scolaires	0.0	0.1	0.2	0.0	0.0	8.1	6.8	84.8	100	525
Fonctionnement du fokontany	17.2	56.0	20.6	4.5	0.7	1.0	0.0	0.0	100	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les avis des ménages sont disparates en ce qui concerne leurs satisfactions par rapport aux différents services rendus par la commune, des services qui touchent plusieurs domaines.

Le fonctionnement du fokontany, la sécurité et la gestion des marchés sont les services les plus appréciés car respectivement 56%, 46% et 31% des ménages en sont satisfaits. Les services censés être importants, de par leurs relations avec les activités agricoles, tels que les services agricoles, vétérinaires et fonciers sont considérés comme inexistantes par 6 à 9 ménages sur 10. Deux scénarii sont valables pour expliquer cette considération : soit ces services n'existent vraiment pas, soit ils existent mais avec des problèmes de fonctionnement donc aucun impact ressenti par la population. Il en est de même pour les cantines scolaires mais par une proportion de 85%.

Les avis sont partagés avec une note de contradiction pour l'eau potable : 39% des ménages déclarent que ce service n'existe pas et parallèlement à cela, un taux de 24% en est satisfait. C'est également le cas de l'entretien routier mais avec des taux respectifs de 24% et 27% de moyennement satisfaits. Cette différence d'appréciation se traduit par une intervention de la commune localisée dans certains fokontany pour les services en question. Il va de soi que ceux qui ne sont pas couverts les considèrent comme inexistantes.

Tableau 2.14-2 : Les principales raisons d’insatisfaction à l’égard des services publics

Pourcentage des enquêtés non satisfaits des services fournis par la commune qui ont évoqué les raisons suivantes pour justifier leur insatisfaction

	Frais ou coûts élevés	Accueil non satisfaisant	Absence / retard fréquent du personnel	Lenteur administrative	Manque de personnel	Report continuuel du travail	Mauvaise gestion	Autres	Total	N
CSB	20.3	6.4	37.3	1.3	17.2	0.0	9.7	7.8	100.0	148
Gestion des marchés	1.1	0.0	2.9	4.0	6.0	0.8	75.1	10.0	100.0	47
Entretien routier	2.5	0.0	16.6	41.5	10.3	0.0	27.4	1.7	100.0	79
Etat civil	12.7	1.0	5.2	42.0	2.2	27.0	9.9	0.0	100.0	118
Sécurité	1.2	0.0	17.1	28.9	32.4	0.6	16.8	3.0	100.0	115
Eau potable	0.0	0.0	1.6	58.4	1.6	0.0	30.8	7.6	100.0	41
Services agricoles	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	0.0	100.0	1
Services vétérinaires	38.8	10.5	0.0	0.0	50.7	0.0	0.0	0.0	100.0	19
Services fonciers	62.0	0.0	0.0	19.0	19.0	0.0	0.0	0.0	100.0	6
Cantines scolaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les raisons d’insatisfaction à l’égard des services fournis par la commune sont multiples et elles sont fonction des types de service.

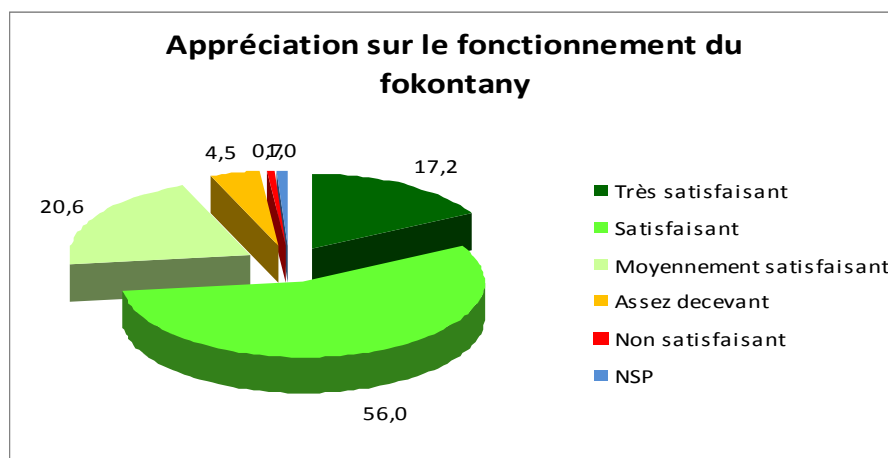
Pour 37% des enquêtés, ils n’apprécient pas le CSB à cause de l’absence/retard fréquent du personnel. Mais il y a également les frais à payer qui sont jugés élevés par 20%. La gestion des marchés est qualifiée mauvaise par une grande majorité de 75%. Il en est de même pour l’entretien routier et l’eau potable mais avec des taux moindres (respectivement 27% et 31%). Mais ces deux services sont surtout non appréciés à cause de la lenteur administrative (pour 42% et 58% des enquêtés), tout comme l’état civil (42%) et la sécurité (29%). Concernant le service foncier, trois raisons sont évoquées à titre d’insatisfaction : 62% des répondants se plaignent des coûts qui dépassent leurs possibilités, des taux égaux de 19% ont mentionné la lenteur administrative et le manque de personnel. Cette dernière raison est aussi valable pour 51% en matière des services vétérinaires et suivi par les frais élevés pour 39%.

En bref, les principales raisons d’insatisfaction à l’égard des services publics peuvent être regroupées en deux raisons : l’une est liée à leurs coûts et l’autre à leur mode de fonctionnement (comportement du personnel, lenteur, etc.).

2.14.2. Perceptions sur le fonctionnement du fokontany

En tant que service public, les perceptions des enquêtés sur le fonctionnement du fokontany ont été appréhendées lors de l’enquête.

Graphique 2.14-1 : Perceptions sur le fonctionnement du fokontany



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

En général, une bonne appréciation a été enregistrée par rapport à la qualité des services rendus par le fokontany. En effet, plus de la moitié de la population (56%) a déclaré que ce service est satisfaisant voire même très satisfaisant pour 17%. Ce qu'on peut interpréter comme quoi ces derniers n'ont jamais rencontré de problème chaque fois qu'ils ont fait recours au service de leurs fokontany respectifs. L'ensemble de ceux qui ont été déçus ou non satisfaits n'atteint même pas les 5% de la totalité des enquêtés.

2.15. Violence à l'égard de l'enfant

La violence à l'égard des enfants comprend la violence physique, la violence psychologique, la discrimination, la négligence et les mauvais traitements. Certaines formes de violence sont tolérées par les législations nationales et peuvent trouver leurs origines dans des pratiques culturelles, économiques et sociales, ce qui a des conséquences dévastatrices sur la santé et le bien-être des enfants.

Cette section a pour objectif de cerner l'étendue de la violence à l'égard des enfants depuis janvier 2010.

Tableau 2.15-1 : Etendue de la violence à l'égard des enfants

Répartition des ménages selon l'occurrence de phénomènes d'agression ou de violence à l'égard des enfants depuis janvier 2010		
Occurrence de phénomène d'agression ou de violence	%	N
Oui	3.3	17
Non	93.5	491
Non concerné	3.2	17
Total	100.0	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

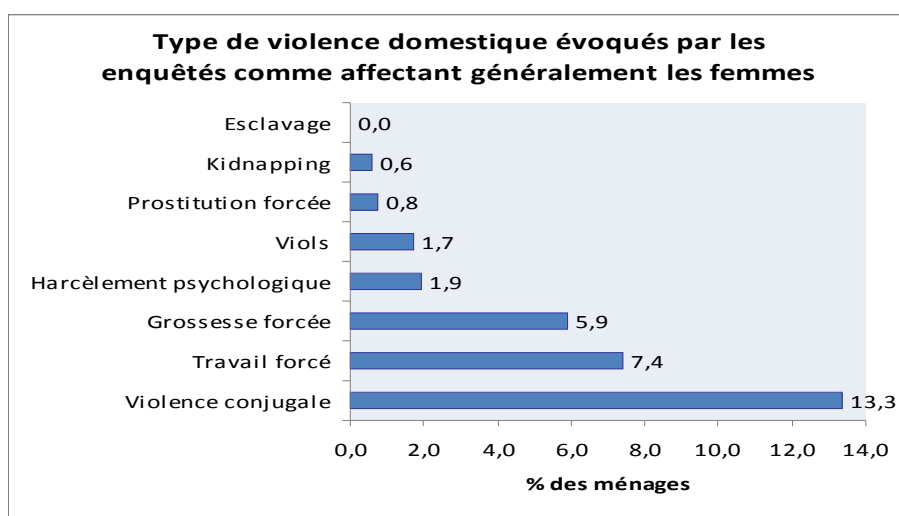
L'incidence de la violence à l'égard des enfants est très faible si on se réfère à la réponse des 94% des ménages qui n'ont pas constaté un tel cas depuis janvier 2010. Pour le peu de gens (3%) qui confirment le contraire, l'agression se manifeste par l'abandon d'un des parents ou les deux par 100% des avis (Tableau 17 en annexe). Une incidence d'agression verbale a été aussi observée mais seulement par 17% des ménages.

2.16. Violence domestique à l'égard des femmes

La violence à l'égard des femmes prend de nombreuses formes : physiques, sexuelles, psychologiques et économiques. Elles sont interdépendantes et affectent les femmes de la naissance à la mort. Au fur et à mesure que les sociétés changent, les schémas de violence évoluent et de nouvelles formes se font jour. Les femmes victimes de la violence souffrent de toute une gamme de problèmes de santé et leur aptitude à participer à la vie publique en est diminuée. La violence à l'égard des femmes nuit à toutes les générations d'une même famille, ainsi qu'aux communautés, et renforce d'autres formes de violence dans toutes les sociétés.

Parallèlement aux agressions à l'égard des enfants, en tenant compte du danger qu'elle puisse engendrer au sein de la société, la violence domestique à l'égard des femmes a été aussi appréhendée et c'est le but de cette thématique.

Graphique 2.16-1 : Type de violence domestique affectant généralement les femmes



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La proportion de ménages ayant constaté de violence domestique qui affecte les femmes n'est pas vraiment importante. Pour ceux qui l'ont quand même évoqué, cette violence se manifeste sous différentes formes, mais la plus observée (13%) est la violence conjugale. Ensuite, il y a le travail forcé (7%) et aussi la grossesse forcée (6%), c'est-à-dire sans le consentement de la femme en tant que première concernée.

2.17. Etat de droit et justice

La présente thématique traite à la fois l'aspect de l'insécurité au niveau des fokontany et la place des médias dans la société. Il y a une forte chance que le contexte de crise actuel ait des impacts sur ces deux domaines.

2.17.1. Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010

L'importance de la sécurité dans la vie d'une société ainsi que des ménages qui la composent n'est plus à discuter. C'est également l'un des domaines les plus susceptibles d'être affecté par la conjoncture actuelle. C'est ainsi que les perceptions des ménages sur l'insécurité au village depuis janvier 2010 ont été intégrées parmi les objets de l'étude.

Tableau 2.17-1 : Perceptions sur l'insécurité au village depuis janvier 2010

Répartition des ménages selon leurs perceptions sur la situation d'insécurité au sein de leurs villages depuis janvier 2010		
Perceptions sur l'insécurité	%	N
Très grave	2.5	12
Grave	14.0	70
Moyen	14.9	74
Bonne	64.8	324
Sans problème	3.8	19
Total	100.0	500

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La sécurité au village, depuis janvier 2010, est jugée « bonne » pour 65% des enquêtés. Malgré cet avis majoritaire, une proportion de 14% affirme le contraire c'est-à-dire que pour eux, l'insécurité est grave. Cette différence d'appréciation montre que la situation de chaque commune dans le district n'est pas pareille en matière de sécurité.

En rapport avec les perceptions majoritaires, la proportion de ménages ayant subi des actes d'insécurité est très faible (tableau 18 en annexe). L'acte d'insécurité évoqué par 5% des ménages est le vol de culture au moins une fois, et dont l'ampleur des pertes enregistrée par 66% est de 1/3 du total.

Les mesures prises par les ménages en cas d'acte d'insécurité ont été aussi appréhendées lors de l'enquête.

Tableau 2.17-1 : Mesures entreprises par les ménages pour faire face à l'insécurité

	Très grave N=12	Grave N=70	Moyen N=74	Bonne N=324	Sans problème N=19	Total N=500
Participer à la garde du village	43.0	46.0	36.1	10.4	14.5	20.2
Faire preuve de plus de vigilance	29.7	29.1	33.7	14.6	3.7	19.5
Renforcer la serrure de la maison	0.0	2.8	7.6	3.1	4.9	3.7

	Très grave N=12	Grave N=70	Moyen N=74	Bonne N=324	Sans problème N=19	Total N=500
Ne pas garder des objets de valeur ou des produits des exploitations à domicile	0.0	1.8	0.0	0.0	0.0	0.3
Dormir dans les champs	11.1	6.6	1.8	0.0	0.0	1.5
Rien	16.1	13.7	20.9	71.9	76.9	55.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les comportements des ménages face à l'insécurité sont très variables. Il y a 16% de ménages qui jugent que l'insécurité est très grave alors qu'ils ne font rien en conséquence. Par contre, une proportion de 15% a déclaré n'avoir aucun problème en la matière mais ils participent quand même à la garde du village. Et c'est également la réaction de ceux qui trouvent la situation grave (46%) voire même très grave (43%). Pour les mêmes perceptions, respectivement 7% et 11% préfèrent quitter leurs maisons pour aller dormir dans les champs. Le fait de renforcer la serrure est une pratique inhabituelle pour la population de Vangaindrano. Une hypothèse sur la rareté des maisons en dur peut être avancée car effectivement, cette mesure n'a pas sa raison d'être pour les maisons en falafa.

De ce fait, on remarque que les réactions des ménages ne sont pas fonction de leurs perceptions. Il s'agit peut-être d'un choix qui est conditionné par d'autres choses comme entre autres l'existence ou non des biens à protéger, la présence des hommes jeunes et forts dans le ménage, etc.

2.17.2. Occurrence d'arrestation depuis janvier 2010

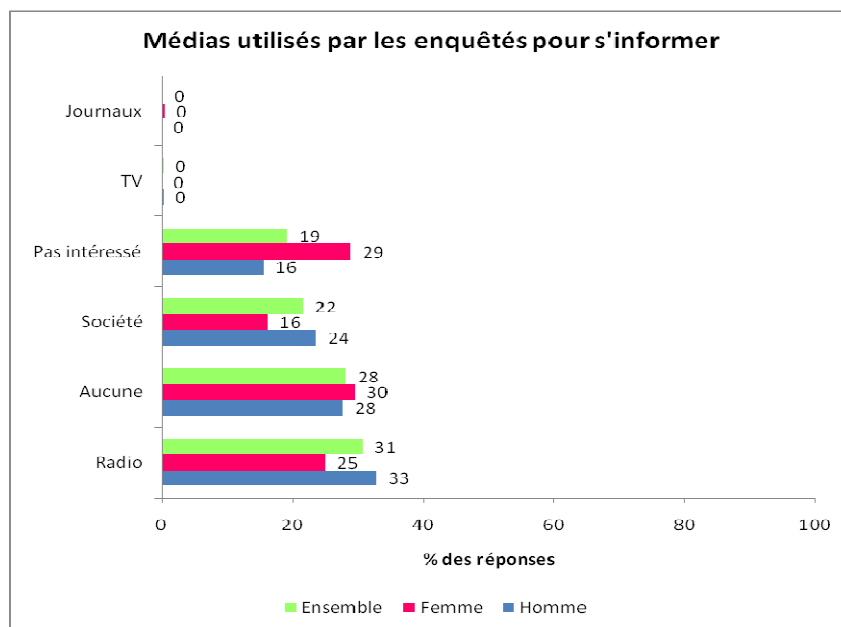
En termes de justice, une arrestation découle d'un outrage à la justice et est considérée comme indicateur d'insécurité. L'occurrence d'arrestation depuis janvier 2010 a fait ainsi partie des sujets d'investigation lors de l'enquête.

Le taux des enquêtés ayant déclaré qu'un individu de leur famille ou de leur voisinage a été arrêté depuis janvier 2010 est nul. Si on se base sur une hypothèse qui stipule que tout auteur d'acte d'insécurité est appréhendé par les responsables (gendarmes, quartiers mobiles, etc.), on peut dire que les malfaiteurs qui opèrent dans la zone et qui sont responsables des actes d'insécurité enregistrés viennent des autres districts ou régions.

2.17.3. Situation à l'égard des médias

Le rôle des médias, qui est avant tout d'informer sur les actualités et les événements, devient délicat à cause du contexte de crise qui persiste dans le pays. En effet, les médias ne se contentent pas de raconter les faits mais ils sont également censés émettre des opinions et de commenter. La tendance politique des acteurs des médias pourrait ainsi avoir des influences sur les informations qu'ils véhiculent. C'est pourquoi la situation de la population à l'égard des médias a été appréhendée.

Graphique 2.17-1 : Médias utilisés par les ménages

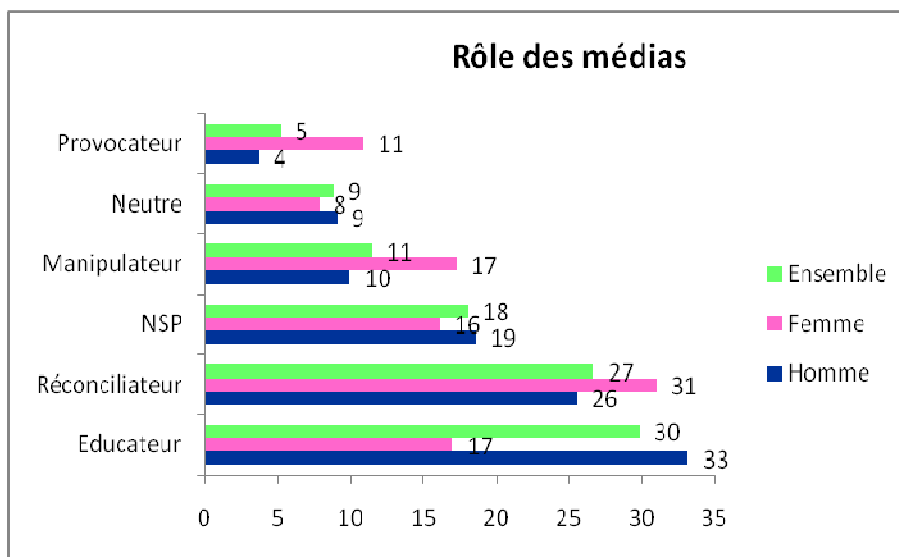


Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Presque 3 individus sur 10 ont déclaré n'avoir utilisé aucune source d'information et 19% ont déclaré « pas intéressé » surtout les femmes. Ce qui traduit un désintéressement par rapport à l'actualité et à tout ce qui ne concerne pas directement la vie quotidienne. Beaucoup de raisons peuvent expliquer ce comportement, entre autres la faiblesse du niveau d'instruction ou le fait d'être sans instruction tout simplement, le manque d'ouverture, trop absorbé par les activités quotidiennes, la pauvreté qui limite la vision dans différents domaines. Pour ceux qui s'informent, 31% utilisent la radio et il semble que les hommes sont plus avantagés en affichant un taux de 33% contre 25% pour les femmes. C'est en effet le moyen le plus courant en milieu rural vu sa praticité et la possibilité de son utilisation même en absence d'électricité. Ensuite, il y a la société elle-même qui est considérée comme moyen d'information pour 22% de la population. Il s'agit du fameux système de bouche à oreilles qui fonctionne très bien en milieu rural, mais qui a le désavantage de favoriser les informations gratuites et le mal interprétation.

Pour ceux qui ont fait recours aux médias, leurs perceptions sur le rôle des médias face à la conjoncture actuelle ont été appréhendées.

Graphique 2.17-2 : Perceptions sur le rôle des médias vis-à-vis de la conjoncture actuelle



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

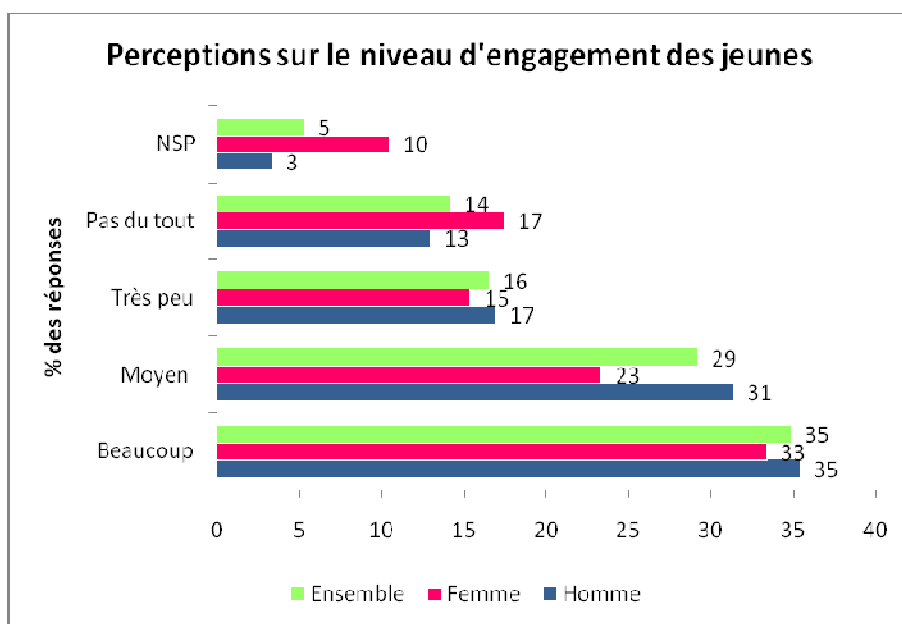
Les avis sont partagés quant à cette perception et il y a même une proportion de 18% qui n'avaient rien à déclarer. Pour ceux qui se sont prononcés, 11% ont jugés que les médias sont des manipulateurs. Cette appréciation traduit le fait que les commentaires émis par les médias sont accompagnés par des sortes de lavage de cerveau pour favoriser une opinion. 5% pensent que ce sont des provocateurs c'est-à-dire qu'ils véhiculent des informations qui suscitent des réactions et ceci dans un but déterminé. Il faut mentionner que les femmes sont plus nombreuses à avoir ces jugements négatifs. Mais en même temps, des appréciations positives sont quand même enregistrées. Dans ce sens, 27% des enquêtés trouvent une action de réconciliation dans la manière d'agir des médias. 30% pensent qu'ils jouent le rôle d'éducateur mais la caractéristique neutre, que les médias devraient avoir pour mener à bien leur rôle, n'a été constatée que par une faible partie de 6%.

2.18. Jeunes

Les jeunes occupent une place importante dans la société en tant que acteurs prépondérants du présent mais également détenteurs du futur. La situation des jeunes mérite ainsi une attention particulière car de leur comportement actuel dépend leur agissement dans le futur.

Dans cette optique, la thématique « jeunes » a été intégrée dans la présente étude afin de cerner différentes perceptions par rapport aux jeunes évidemment.

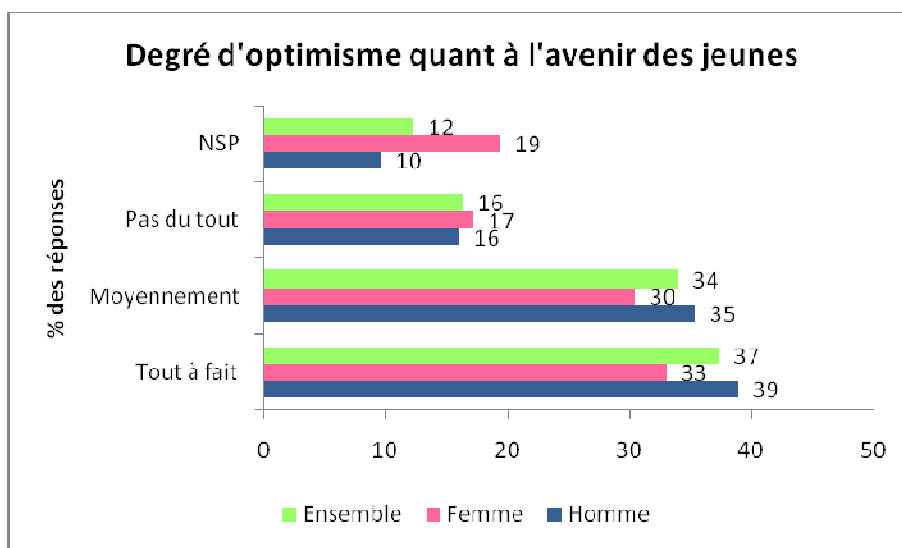
Graphique 2.18-1 : Perceptions sur le niveau d'engagement des jeunes



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

La perception majoritaire de 35% se traduit par beaucoup d'engagement des jeunes dans la société. Mais le contraire, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas du tout et très peu engagés, est aussi affirmé par des taux respectifs de 14 et 16%. Ceux qui ont un avis intermédiaire (engagement moyen) ne sont pas non plus minime (29%). La contradiction et la diversité des avis peuvent s'expliquer par une différence entre le comportement des jeunes d'un fokontany à un autre. Mais elles pourraient provenir aussi des différentes façons de voir les choses de la part des enquêtés.

Graphique 2.18-2 : Degré d'optimisme quant à l'avenir des jeunes



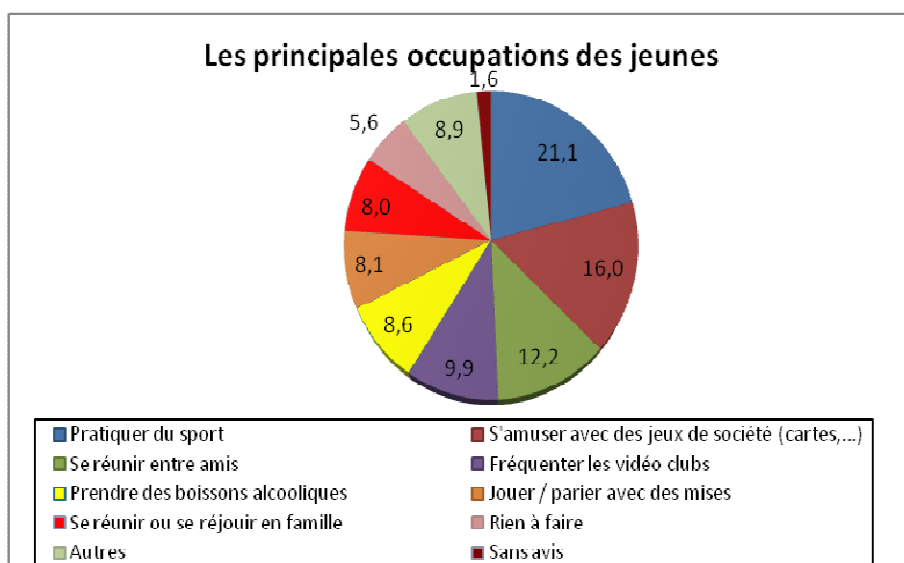
Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Une proportion de 12% de la population n'a aucune déclaration à faire en ce qui concerne l'avenir des jeunes. Pour le reste, 37% sont tout à fait optimistes à ce propos, surtout les hommes. Un avis contraire à celui ci, c'est-à-dire plutôt pessimiste, est observé auprès de 16% et 34% d'entre eux en sont moyennement optimiste.

Les résultats de l'observation des opinions sur l'avenir des jeunes, suivant les caractéristiques sociodémographiques (tableau 19 en annexe), ont montré qu'à part le sexe, aucune de ces caractéristiques n'a de l'influence sur ces dites opinions.

Parallèlement aux appréciations ci dessus, les avis des enquêtés sur les conditions d'épanouissement des jeunes ont été consultés (tableau 20 en annexe), et ceci par le biais de la disponibilité d'infrastructures de loisirs. En général, 8 individus sur 10 trouvent que ces dites infrastructures n'existent pas. Les hommes sont plus enclins à avoir cet avis par rapport aux femmes (87% contre 73%). Il en est de même pour les jeunes de moins de 25 ans, c'est-à-dire que 88% d'entre eux constatent l'absence de ces infrastructures qui sont indispensables à leurs épanouissements. Ce qui paraît logique car ce sont surtout ces jeunes qui en sont les premiers destinataires et utilisateurs.

Graphique 2.18-3 : Les principales occupations des jeunes



Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les avis sont disparates en ce qui concerne les principales occupations des jeunes, mais l'avis majoritaire de 21% consiste à la pratique du sport qui semble également logique. Pour 16% des enquêtés, cette occupation consiste à s'amuser avec des jeux de société, c'est-à-dire qu'ils s'amusent en groupe mais non pas individuellement. Ensuite, il y a le fait de se réunir entre amis (12%) suivi par la fréquentation des vidéo clubs (10%). Une proportion de 9% s'adonne aux boissons alcooliques à titre de loisirs. Par rapport à ces appréciations, l'absence des infrastructures de loisirs est confirmée car les principales occupations citées peuvent être faites simplement en plein air et dans la nature.

Les jeunes sont en principe de nature en bonne santé et c'est la période de la vie pendant laquelle l'homme est censé jouir le maximum de force physique mais aussi intellectuelle. C'est ainsi que les

menaces à la santé des jeunes ont été appréhendées et dont les résultats sont montrés dans le tableau ci-dessus.

Tableau 2.18-1 : Perceptions sur les principales menaces à la santé des jeunes

Pourcentage des enquêtés qui ont évoqué les 3 principales menaces à la santé des jeunes âgés de 15 à 24 ans						
	Première menace		Deuxième menace		Troisième menace	
	Chez les garçons N=525	Chez les filles N=525	Chez les garçons N=348	Chez les filles N=285	Chez les garçons N=87	Chez les filles N=71
Alcool	60.9	5.1	30.0	9.4	9.9	2.3
Tabac	19.5	7.3	47.8	22.5	14.5	5.0
Drogue	2.6	0.0	8.9	0.2	25.7	2.1
VIH/SIDA	1.4	1.8	4.8	2.9	2.5	8.5
Autres IST	2.8	3.4	3.2	10.1	20.1	20.5
Grossesses précoces	0.4	66.9	0.3	25.1	2.2	9.0
Avortement	0.0	5.2	0.0	18.1	0.0	22.0
Banditisme	4.0	0.2	4.8	3.4	21.3	2.3
Prostitution	0.0	1.5	0.0	5.4	0.0	20.5
NSP	7.7	8.6	0.0	0.0	0.0	3.0
Autre	0.7	0.1	0.3	3.0	3.9	4.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Pour ce qui est des principales menaces à la santé des jeunes, âgés de 15 à 24 ans, les garçons sont menacés surtout par l'alcool (61%), le tabac (48%) et la drogue (26%). Pour les filles, les menaces sont relatives à la sexualité en l'occurrence des grossesses précoces (67%), des IST (autres que le SIDA) et l'acte de banditisme ont été cités par des taux respectifs de 20% et 21%. Le manque d'éducation mais également de loisirs font des jeunes plus vulnérables face aux tentations, voire même fortement exposés à ces différents dangers. Mais il faut noter que l'incidence d'avortement est assez faible si on se réfère au fait que la première menace est la grossesse précoce. Ainsi, on peut avancer que les filles qui tombent enceinte gardent leurs enfants dans la plupart des cas malgré leurs jeunes âges.

En matière d'éducation sexuelle des enfants, y compris les mesures préventives à l'encontre du SIDA, l'opinion de la population sur l'éventuelle implication des parents à été sollicitée. 39% affirment que ce rôle revient effectivement aux parents. Outre ceux qui ne sont pas de cet avis, 4 individus sur 10 ne savent pas à qui attribuer ce rôle.

Selon la culture malgache, la sexualité est considérée comme un sujet tabou entre parents et enfants. Ceux qui sont encore de cet avis attribuent l'éducation sexuelle des jeunes (tableau 21 en annexe), respectivement aux services de santé (49%), aux écoles (23%) et aux agents de santé communautaire (12%).

Tableau 2.18-2 : Opinions sur les services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes

Répartition des enquêtés selon leurs perceptions des services de santé publique par rapport aux besoins des jeunes		
	%	N
Tout à fait	17.7	93
Moyennement	16.8	88
Pas du tout	19.6	103
NSP	45.9	241
Total	100.0	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Face à la logique responsabilité des services de santé publique sur la santé des jeunes, 18% de ceux qui se sont prononcés (car 46% n'en savent pas) pensent que ces services répondent tout à fait aux besoins des jeunes, et un avis contraire émane des 20%.

En cas de problèmes ou de défaillance de ces services (tableau 21 en annexe), le principal domaine concerné est le personnel à cause de l'absence du soutien moral (27%) envers les patients, le manque de personnel qualifié en SRA (21%), les prestations défaillantes (14%) et le manque de confidentialité de la part du personnel évidemment (11%).

2.19. Besoins prioritaires

Les besoins prioritaires consistent aux aspirations de la population sur les améliorations qu'elle projette d'apporter aux différents domaines de la vie quotidienne, et ceci par rapport au temps.

Tableau 2.199-1 : Besoins prioritaires des ménages rapportés

Besoins prioritaires	Dans l'immédiat		A long termes	
	%	N	%	N
1. Travail (stabilité du travail, trouver du travail pour les chômeurs ou ceux qui ont perdu leur travail, travail rémunérateur...)	4.9	69	3.5	33
2. Sortie de la crise politique (élection dans les meilleurs délais pour trancher sur la situation et avoir plus de paix et de sérénité, autres)	0.7	10	2.1	20
3. Protection sociale (l'accessibilité à des fonds de crédit pour améliorer une activité ou investir et démarrer une nouvelle activité)	5.7	81	8.1	77
4. Alimentation (alimentation correcte en quantité et en qualité, aide alimentaire, convenable, maîtrise de l'inflation de PPN)...	32.6	460	0.9	9
5. Habitat (avoir ou améliorer son habitat, le loyer moins cher, disposer de l'eau, de l'électricité, de toilette et douche publique...)	2.0	29	19.8	187
6. Environnement (curage de canal, réparation des ruelles au niveau des fokontany, réparation des digues, etc.)	0.0	0	11.5	109
7. Sécurité	3.3	46	5.0	47
8. Éducation des enfants	3.9	55	9.1	86
9. Santé	4.8	68	12.5	118

Besoins prioritaires	Dans l'immédiat		A long termes	
	%	N	%	N
10. Argent (pour investir, en vue des périodes plus difficiles, ...)	32.3	455	1.8	17
11. Matériels de production	7.0	99	17.9	170
12. Ecoulement de la production et prix au producteur	2.6	36	7.7	73
13. Autre (à spécifier)	0.2	3	0.3	2
TOTAL	100.0	1411	100.0	947

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

Les besoins prioritaires des ménages sont classés en deux parties selon le temps de réalisation à savoir dans l'immédiat et à long termes.

Dans l'immédiat, malgré la disparité des avis, 33% des ménages aspirent à une alimentation correcte. Outre l'amélioration en quantité et en qualité, la maîtrise de l'inflation des PPN est aussi intégrée dans ce besoin. Rappelons que l'inflation était évoquée parmi les chocs économiques subis par la plupart de la population. Ensuite, 32% ont mentionné le besoin en argent pour pouvoir faire des investissements mais aussi pour faire face aux éventuelles périodes difficiles (maladies, manque d'alimentation, etc.). D'autres avis ont été évoqués mais par des pourcentages non significatifs. La priorisation de l'alimentation et de l'argent à titre de besoins immédiats confirme que ce sont en fait les problèmes les plus ressentis par les ménages actuellement.

Dans le long terme, les ménages ont également évoqué beaucoup d'aspirations mais celles qui sont mentionnées par des taux assez significatifs sont d'abord l'habitat (20%). Il s'agit d'un désir de la population à améliorer les maisons d'habitation (avoir moins de loyer à payer pour ceux qui n'en ont pas) mais aussi de bénéficier de certains confort comme disposer de l'eau, de l'électricité, de toilette et de douche. Ensuite, il y a les matériels de production (18%), la santé (13%) et puis l'environnement (12%). Ce sont donc des projets qui intéressent les ménages mais qui peuvent attendre jusqu'à ce que les besoins urgents soient satisfaits.

Tableau 2.199-2 : Opinions sur l'évolution de la situation des ménages

Répartition (en %) des enquêtés selon leur opinion quant à l'évolution de la situation de leur ménage à la fin de l'année		
	%	N
Stable	12.1	63
S'améliorer	14.3	75
Se détériorer	65.6	344
Autre à préciser	0.0	0
Ne sait pas	8.0	42
Ensemble	100.0	525

Source: Enquête de suivi de la vulnérabilité en milieu rural, octobre 2010, Vangaindrano

L'opinion de 66% des ménages en matière de l'évolution de leur situation à la fin de l'année est la détérioration. Par contre, 14% envisagent une amélioration tandis que 12% présagent une stabilité.

En évoluant dans un même contexte, une tendance générale ou une similarité des ménages par rapport à certaines caractéristiques est souvent observée. Mais chaque ménage possède aussi sa

particularité qui peut générer une différence d'appréciation. A titre d'exemple, avec un même niveau de revenu, deux différents ménages qui ont chacun leurs sources ne doivent pas forcément subir les mêmes difficultés. En effet, tout comme l'origine de ces dernières, les domaines affectés pourraient être différents, donc il est possible que l'un ressent plus le problème que l'autre. Ce qui explique la disparité des opinions des ménages. Mais il ne faut pas non plus écarter le contexte politique qui influe considérablement sur les points de vue de tout un chacun.

Conclusion

En guise de conclusion, l'étude a permis d'identifier les différents chocs qui ont affecté les ménages de Vangaindrano depuis le début de l'année 2010. De par la localisation géographique du district, les cataclysmes naturels se trouvent en premier rang à compromettre les conditions de vie ; étant donné que 71% des ménages ont été victimes d'inondation en saison des pluies, 57% directement touchés par des cyclones et 66% affectés par la sécheresse. Mais en dehors de cela, les ménages ne sont pas épargnés par les instabilités d'envergure économique qui sont susceptibles d'être liées à la crise sociopolitique actuelle, notamment la flambée des prix des PPN dont se plaignent près de 8 ménages sur 10. La chute des prix aux producteurs auraient également contribué à une éventuelle baisse des revenus par rapport aux années précédentes. L'impact de ces différents chocs endogènes a été ressenti sur plusieurs secteurs.

D'abord, les aspects sociaux n'en sont pas épargnés par le biais de la recrudescence des actes d'insécurité rurale. En effet, près de 1 ménage sur 4 a émis que la situation d'insécurité dans leurs villages s'avère grave ou très grave, notamment à travers l'occurrence d'actes de banditisme, de massacre et de vols de bovidés. Quant au système éducatif, l'accès à l'éducation demeure encore faible par rapport à la tendance nationale (TBS au primaire de 96%) et seuls 56% des enfants en âge d'aller à l'école sont effectivement scolarisés en raison de la pauvreté. Certains bouleversements imputables aux catastrophes naturelles ont été enregistrés puisque 22% des enfants scolarisés de 6 à 17 ans ont dû s'absenter pendant au moins 2 semaines d'affilée depuis le début de l'année 2010, et ce, suite au passage du cyclone Hubert en mars de la même année. Néanmoins, du point de vue pédagogique, l'intégralité des enfants ayant passé le CEPE en 2008-2009 ont réussi, en raison de la mise à disposition aux élèves des cours gratuits et de l'efficacité de l'Approche par les Compétences appliquée dans le cadre de la réforme éducative.

Ensuite, une facette de la vulnérabilité économique s'est manifestée par la faiblesse des niveaux de revenu, sachant que, près de 2 ménages sur 3 (64%) affichent un revenu mensuel courant en dessous d'Ariary 100 000, équivalant à moins d'Ariary 3333 par jour. En effet, les dégâts sur les cultures à l'issue des cataclysmes naturels ont défavorisé les autoconsommations et les capacités à vendre les produits agricoles. Puis, les faibles prix aux producteurs ont joué au détriment des recettes des ménages vendeurs. Il a été ainsi apprécié que les ménages plus vulnérables en termes de revenu sont ceux dirigés par une femme (59%), ceux ayant à la tête un chef sans conjoint (59%), ceux de plus petite taille (42%), ainsi que ceux dirigés par un individu n'ayant jamais été scolarisé (38%).

Puis, toujours dans le secteur économique, les dépenses réalisées par les ménages ont également fait l'objet d'une vulnérabilité et ce, à travers la prépondérance des dépenses alimentaires au sein des dépenses globales (74%) d'une part, et la proportion considérable du revenu affecté aux besoins alimentaires d'autre part (en moyenne 98%). Les autres besoins des ménages sont en conséquence sujets à des restrictions étant donné la faiblesse du revenu. Toutefois, il a été ressenti que les transferts d'argent ou de nourriture entre ménages ont tenu un rôle non négligeable du moins pour pallier aux problèmes de difficultés d'accès à la nourriture. Compte tenu de l'hypothèse que la vulnérabilité est d'autant plus forte que la part du revenu consacrée aux dépenses alimentaires est flagrante, le profil le plus touché par une telle vulnérabilité est caractérisé par une prédominance des ménages dirigés par une femme (115%), de ceux dont le chef ne vit pas avec un conjoint (117%), de

ceux de taille moyenne ou constitués de 5 à 6 individus (109%), de ceux dont le chef n'a jamais été à l'école (102%) et de ceux de la première classe de revenu la plus faible (156%).

Par ailleurs, les dégâts sur les cultures et la flambée des prix à la consommation ont ensemble agi au détriment de la sécurité alimentaire. Par rapport à une année normale, la période de soudure est survenue légèrement en avance cette année. D'une manière générale, la faiblesse de la diversification alimentaire est globalement ressentie mais néanmoins, une légère diversification est appréciée au fur et à mesure que les ménages ont la capacité d'allouer davantage de ressources pour satisfaire les besoins alimentaires. En termes de consommation alimentaire, les plus vulnérables sont représentés par les ménages accusant des dépenses alimentaires mensuelles par tête en dessous d'Ariary 5273, soit moins d'Ariary 176 par personne par jour. La proportion des ménages dirigés par une femme paraît plus importante au sein de cette catégorie de ménages (23%). Il en est de même avec les ménages régis par le mariage coutumier (69%), ceux de grande taille (64%), ceux dirigés par un individu n'ayant jamais été scolarisé (51%) et ceux affichant les plus faibles revenus (52%).

Il est à mentionner par ailleurs que pour cause de manque d'infrastructures adéquates, la quasi-totalité des ménages utilisent quotidiennement de l'eau de mauvaise qualité. En plus de cela, la situation en matière de consommation d'eau s'avère critique pour 3 ménages sur 4, au sein desquels la consommation journalière d'eau par tête est inférieure à 15 litres. Dans le domaine sanitaire, le taux de morbidité au cours de la semaine ayant précédé l'enquête n'est pas non négligeable chez les enfants de moins de 5 ans (12%), une situation en partie liée aux problèmes d'insécurité alimentaire et d'insalubrité des conditions de vie et d'hygiène. Néanmoins, en dépit des bouleversements sociopolitiques, 73% des ménages déclarent être satisfaits du fonctionnement du fokontany en tant qu'entité publique à proximité de la communauté locale.

Pour finir, cette collecte de données menée à Vangaindrano confirme que les cataclysmes naturels favorisent l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages. Ces phénomènes ont engendré une entrée légèrement précoce par rapport à la normale dans la soudure. Le deuxième passage d'enquêtes prévu pour la période de récolte serait pertinent pour appréhender la situation des ménages en temps plus favorables et ainsi de mettre en exergue l'influence des différentes saisons sur la vulnérabilité.

Références bibliographiques

1. Equipe Permanente de Pilotage/ Plan d'Action pour le Développement Rural (EPP/PADR), Primature, Réseau des Observatoires Ruraux, Rapport d'enquête de l'Observatoire Rural d'Ambovombe, 1999-2008
2. Eric Richard RAVELOJAONA, Tsimihole TOVONDRAFALE « Etude anthropologique sur les groupements FFS : cas des FFS dans la Région Androy, 2010
3. INSTAT et ICF Macro, Enquête Démographique et de Santé de Madagascar 2008-2009, Antananarivo Madagascar, 2010
4. Isabelle DROY, Jean Etienne BIDOUE « Comment analyser la vulnérabilité des ménages du Sud de Madagascar face à une crise climatique ? L'apport des observatoires ruraux », Colloque Vulnérabilité sociétale, risque et environnement, Toulouse, mai 2008
5. Lalaina Randrianarison « Revenus extra-agricoles des ménages ruraux et pauvreté », 2003
6. Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, INSTAT, Enquête Périodique auprès des Ménages 2005, Rapport Principal
7. Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, Indicateurs de l'Education Fondamentale en 2008-2009
8. Programme Alimentaire Mondial, Evaluation rapide de la sécurité alimentaire, 2007
9. Programme Alimentaire Mondial, Madagascar 2005. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)
10. Programme Alimentaire Mondial, Système d'Alerte Précoce, N°142 Pronostic Définitif 2010
11. Revue Scientifique Internationale des Civilisations N°19
12. Système des Nations Unies à Madagascar (2010) : *Évolution de la situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo (Madagascar) durant la crise sociopolitique*. United Nations Multi-cluster Rapid Assessment Mechanism (McRAM III) - Antananarivo, Novembre 2009, 119 pages
13. Système des Nations Unies à Madagascar (2010) : *Situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo et impact de la crise sociopolitique au niveau des ménages*. McRAM Mai 2010, Madagascar, 105p.
14. UNICEF, 2009, Analyse de la situation de la femme et de l'enfant, Madagascar, 237p.
15. UNPD 2009. Rapport mondial sur le développement humain 2009 Lever les barrières : Mobilité et développement humains, 251p.
16. Eau, assainissement et hygiène. www.unicef.org/french/wash/index.html
17. McRAM www.mcram.org
18. <http://www.worldbank.org/>
19. EPM 2010